

LE MONDE

LIBERTAIRE

LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'internationale des fédérations anarchistes

<http://monde-libertaire.fr>



**NOTRE TRAIN NE SERA
PAS LE JOUET DES
CAPITALISTES!!**



TABLE DES MATIÈRES

3. Editorial
Bulletin d'abonnement

TERRAINS DE LUTTE

- 4. L'État contre les services publics. Reprenons la main ! (SNCF - Santé - Retraites), par le Groupe anarchiste Salvador-Seguí (Luttes)
- 6. Le 22 mars n'est qu'un début ! Continuons le combat ! (FA)
- 7. Usagers et cheminots pour le service public ferroviaire (Tract)
- 8. Grande braderie de la formation professionnelle continue des adultes, par Hugues (Education)
- 9. L'anarchiste et l'éducation, par Toni (Education)
- 10. Une éducation sans école, par Hugues Lenoir
- 11. Sauver le bac ? Mon cul !, par Fab (Débat)
- 13. L'économie sociale et solidaire, sœur jumelle de l'économie capitaliste, par Justhom (Economie)
- 16. 8 mars 2018, Journée internationale des femmes en France et dans le monde, par Hélène Hernandez (Anti-sexisme)
- 18. A Orléans aussi les écolos se battent et font chier les capitalistes (Interview de Fabrice, de SPLF 45), par Gu (Écologie)
- 20. Présentation de la Horde, par La Horde (Anti-fascisme)
- 20. Cartographie de l'extrême-droite française (Printemps 2018), par La Horde

(A)NTRE ANARS

- 24. Chronique néphrétique Le joli petit cadeau fiscal empoisonné... par Rodkol.
- 25. Chemise arrachée : affaire à suivre, par Ramón (Billet d'humeur)

PASSE-PORTS

- 26. Communiqué de la Fédération Anarchiste de Rio de Janeiro (Communiqué) Vers une dictature militaire au Brésil ? (International)
- 27. De nos camarades de Rio de Janeiro de la LIGA (adhérente à l'IFA) sur l'intervention militaire dans la sécurité publique de Rio de Janeiro (Communiqué)

Le Monde Libertaire. Direction de la publication : Claudine Amereau. Imprimé sur les presses du Ravin bleu. 7, rue Marie Pia. 91480 Quincy-sous-Sénart. Commission paritaire: 0614 C 80740 Dépôt légal 44145 1^{er} trimestre 1977 - Routage 205

- 29. Pour nos mortes, pas une minute de silence mais une vie de lutte !, par la MMF (Communiqué)
- 30. 8 mars en Espagne, par Ramón Pino (International)
- 32. 8 mars : Communiqués de la CNT et de la CGT espagnoles (Communiqués)
- 34. Quelques lignes en direct de Madrid le 8 mars, par Elisa Jiménez (International)
- 35. 8 mars en Italie. Grève générale #8 Mars : Non à la récupération de nos luttes, par Eleonora Meo (International)
- 38. Répression, encore et toujours, par Ramón Pino (International)
- 38. Journée d'information sur la révolution kurde et d'hommage à Kendal Breizh, par Stéphane (International)
- 40. Mafia et vie politique en Sicile, par Pippo Gurrieri (Presse Internationale)
- 42. L'anarchisme des origines et les juifs, par Pierre Sommermeyer (International)

IN-CULTURES

- 44. Les Inscriptions de Louis Scutenaire : bien mieux que les tweets ! (Livres)
- 46. Le socialisme sauvage, par André Bernard (Livres)
- 48. Elle de Jean Genet revisitée par Alfredo Arias ou : le Pape transformé en morceau de sucre ! par Patrick Schindler (Théâtre)
- 49. Candelaria, par Daniel Pinós (Cinéma)
- 50. Agenda Cinéma, par Christiane Pas-sevant (Cinéma)
- 51. La crème de la crème sur Radio libertaire, par Patote (Médias)
- 52. Une exposition pour replonger dans l'ambiance de 1968 (Événements)
- 52. Grande fête du livre (Événements)
- 53. GROUPES ET LIAISONS DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE (FA)
- 55. VIVE LA F.A.R.C.E, Manolo Prolo (B.D. à suivre)

ÉDITORIAL

En avril ne te découvre pas d'un fil ?

C'est ce qu'on nous dis... Mais avril risque d'être chaud !

Fin de la trêve hivernale, donc expulsions possibles (que soit à la ZAD de Notre-Dame-Des-Landes ou pour des squats, de migrants ou non), grève des cheminots (et espérons d'autres!), sélection à l'u-niversité, loi « humaniste » appelée asile-immigration, qui n'a rien d'humain en traitant des personnes comme du bétail, fin du procès des dangereux « terroristes » de Tarnac, et bien d'autres choses !

Mais avec toute cette actualité débordante, rien de tel qu'un petit ML quand vous ferez une pause !

Ça va causer éducation en France, mafia en Sicile, « Socialisme sauvage », des articles du Brésil dénonçant la militarisation et ses crimes, un hommage à Kendal Breizh et une belle cartographie de l'extrême droite actualisée ! Et les comptes-rendus de la Journée Internationale des femmes bien sûr. Tout ça entre coups de gueule et analyses politiques !

Pour le CRML, Xav



Abonnez-vous !
 Sans pub, sans concessions, réalisé par une équipe entièrement bénévole, le Monde libertaire existe uniquement grâce à ses lecteurs réguliers.
 Comme toute la presse militante, nous sommes extrêmement fragilisés par les coûts énormes de diffusion en kiosque. Les abonnements sont le seul moyen d'atteindre l'équilibre financier qui nous permettra de continuer à diffuser nos idées auprès du plus grand nombre. Il nous manque 300 abonnés pour parvenir à cet équilibre nécessaire...
Soutenez nous, abonnez-vous, abonnez vos amis !

le Monde libertaire mensuel BULLETIN D'ABONNEMENT
 3 formules d'abonnement, 3 possibilités de règlement

FRANCE METROPOLITAINE ET DROM COM
 Réduction de 20% sur les abonnements en France métropolitaine pour les adhérents/étudiants. Contact pour les Métros.

Abonnement à durée libre
 les solutions tacto et économique !
 Standard - 11,75 € trimestre
 De soutien - 21,25 € trimestre
 Réduit - 6,00 € trimestre

EN LIGNE
 ET EN MÉTIER + suppléments
 Abonnement standard - 11 €
 Abonnement de soutien - 21 €
 Abonnement réduit - 6 €
 D'été

ET ÉTRANGER
 Pour les abonnements en France métropolitaine et dans les DOM, le tarif est de 11,75 € trimestre. Pour les abonnements en France métropolitaine et dans les DOM, le tarif est de 21,25 € trimestre.

Vous règlementez :
 par chèque (payable à l'ordre de l'association)
 par mandat postal (à l'ordre de l'association)
 par carte bancaire (à l'ordre de l'association)

ORGANISME CRÉANDES
 PUBLICATIONS LIBERTAIRES
 145 RUE ANELOT 75011 PARIS
 N° SIRET 541 200 123 456 789



LUTTES

L'État contre les services publics. Reprenons la main !

SNCF - Santé - Retraites

Les organisations affiliées au service public ont ceci de spécifique qu'elles regroupent des activités indispensables à la vie de chacun. Comment se passer des hôpitaux, des écoles ou des transports en commun ? Comment vivre sans ces travailleuses et ces travailleurs qui, chaque jour, nous soignent, nous transportent, s'occupent de nos enfants, de nos parents ? Or, c'est là toute la perversité des logiques et des principes portés par la classe possédante à l'égard du service public dans son ensemble : politiques et patrons voudraient livrer ces institutions à la froide et cynique logique du marché capitaliste. Si eux auront toujours de quoi s'offrir les meilleurs services, qu'advient-il lorsque ces services augmenteront brutalement leurs tarifs, disparaîtront ou ne nous soigneront plus, faute d'argent ou de rentabilité ? Nous voilà contraints et forcés par ces logiques qui nous obligent à payer pour des services dont nous ne pouvons nous passer.

On se demande parfois de quelle société rêvent les classes politiques qui n'ont eu de cesse de démanteler les organisations du service public, réduisant toujours plus leurs moyens et leurs effectifs ; rognant petit à petit ou à grands coups de « réforme » les principes d'égalité et de solidarité qui présidaient, bon an mal an, à leur fonctionnement. Et, dans cette course permanente à la rentabilité du capital, nous ne sommes aux yeux des puissants qu'une source de profit.

En tant qu'anarchistes, si nous luttons contre le capitalisme et l'État, entité autoritaire par nature, qui hiérarchise les individus selon les classes, les genres, les

nationalités et qui nous dépossède des choix sur nos vies, nous luttons aussi pour une société plus juste, plus égalitaire, où la dignité est garantie par des modes d'organisation solidaires. En cela, les services publics, même s'ils échappent aujourd'hui largement au contrôle de ceux qui les font tourner et les utilisent, sont à défendre, et même à approfondir. Car ces organisations représentent les ultimes mécanismes de solidarité institutionnalisés dans une société de plus en plus livrée à la logique du tout-rentable et de l'individualisme.

Nous ne pouvons cependant nous contenter de protéger l'existant, et notre défense du service public doit porter des ambitions plus larges, révolutionnaires. Pour cela, trois questions s'imposent d'emblée. Qui doit décider ? Qui doit contrôler ? Qui doit gérer ? Pas les patrons, parasites sociaux qui sacrifient l'utilité publique sur l'autel de la rentabilité économique. Pas l'État, non plus, qui n'a jamais servi que l'intérêt privé en dévoyant les fonds publics et s'est toujours comporté en patron voyou à l'égard de ses travailleurs. Nous pensons au contraire que c'est à celles et ceux qui font les services publics que revient le droit, sinon le devoir, de les gérer : ceux qui y travaillent et ceux qui en bénéficient.

Et cela n'a rien d'irréaliste. Le mouvement ouvrier a montré à de multiples reprises sa capacité à se saisir de ses affaires. Il a su créer ses sociétés de secours mutuel, qui servent d'embryons aux syndicats, coopératives, associations ouvrières. Ce fut même la base de notre régime de sécurité sociale, qui organise la plus grande partie de la production de services de santé. Aujourd'hui, cet héri-

tage, bien mis à mal, est toujours là. Il nous suffit de nous en saisir. Plus particulièrement, les syndicats professionnels disposent d'une capacité de contrôle de la production dans les institutions représentatives du personnel. Aujourd'hui, la parole des uns et des autres n'a qu'un poids dérisoire dans les prises de décisions et les modes d'organisations de ces services. Ce que nous voulons, c'est reprendre la main, en tant que travailleurs, mais aussi en tant que patients, voyageurs, élèves, sur ces institutions. Ce que nous voulons, c'est reprendre la main sur nos vies !

SNCF ? Ils veulent la descendre.

Le gouvernement a donc révélé sa stratégie : faire passer en force sa réforme ferroviaire à grands coups d'ordonnances.

Tout y est ou presque, dans cette réforme, largement inspiré du rapport produit par l'ex-patron, énarque et politicien Jean-Cyril Spinetta : fin du statut cheminot avec arrêt des recrutements sous ce contrat, ouverture à la concurrence du transport de voyageurs, filialisation du fret, transformation du statut juridique de la SNCF. Si la fermeture des 9000 km de voies ferrées, considérées comme des petites lignes, a été « écartée » par le gouvernement, la question de leur financement reste non-résolue ; ceci revenant à une fermeture différée, mais certaine, de ces lignes.

L'exemple catastrophique et désormais bien connu du système ferroviaire britannique, démembré et passé lui aussi à la même moulinette néo-libérale n'aura pas arrêté le gouvernement et la direction de la SNCF. Pour rappel, l'ouverture à la concurrence outre-manche a rapidement donné lieu à une série historique

d'accidents ferroviaires, les tarifs des transports n'ont cessé depuis d'augmenter et sont aujourd'hui hors de contrôle, les suppressions de trains et retards sont récurrents ; le tout n'empêchant pas le patronat du secteur de vivre sous large perfusion d'argent public. Au sein de l'hexagone l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de marchandises affiche d'ores et déjà un bilan effroyable notamment sur le plan humain avec des suppressions massives de postes.

Ainsi, pour faire passer sa réforme, le gouvernement, Macron en tête, se ressaisit de la vieille tactique éculée de stigmatisation du cheminot, figure désormais instituée du fonctionnaire fainéant et privilégié qui vivrait sur le dos des honnêtes travailleurs français. Tellement cynique de la part de ceux qui ne cessent de se gaver sur notre dos de profit ou d'indemnités parlementaires. Autrefois, figure héroïque du résistant (au sortir de la Seconde Guerre mondiale), la représentation sociale du travailleur du rail a été peu à peu battue en brèche par les coups médiatiques des classes possédantes. Ces dernières se sont largement affairées au cours des dernières décennies à reporter la responsabilité des dysfonctionnements de la SNCF sur le dos des cheminots (retards, dette, accidents, mauvaises conditions de transport...). Aujourd'hui, le bataillon d'éditorialistes dans les tous les médias, sous couvert de pseudo-expertise, relaie le discours gouvernemental : tous les problèmes de la SNCF sont directement liés à l'existence du statut des cheminots. Avoir des acquis sociaux qui nous protègent serait aujourd'hui une honte...

A cela s'ajoute une vieille rhétorique politicienne : diviser en nourrissant les rancœurs au sein de notre classe afin de nous rendre insupportable le moindre acquis social obtenu par certains. Objectif du gouvernement : présenter comme étant l'Égalité un nivellement par le bas et une précarité pour tous.

Pour nous,

Le service public c'est quand les trains roulent en toute sécurité.

Le service au public c'est quand les trains roulent en toute sécurité et qu'ils sont gratuits.

Le service au public en système libéral, c'est quand les trains roulent en toute sécurité, qu'ils sont gratuits, et que les usagers prennent part aux prises de décisions.

Nous devons évidemment étendre cette définition à tous les secteurs du service public (autres transports collectifs, éducation, santé ...), le partage des richesses produites devant servir à financer ce service public et non à gaver patrons et actionnaires.

La santé ? Ça va mal !

Rien ne va plus pour le personnel du secteur hospitalier, ce n'est pas nouveau et ça dure. La grève fin janvier dans les Ehpad a révélé, si besoin était, l'ampleur du malaise qui règne parmi les salariés : « cassés, usés, à bout » sont les mots qui reviennent le plus souvent dans leur bouche, et effectivement on sent que le « burn-out » n'est pas loin. Notre gouvernement ni de droite ni de gauche l'a senti lui aussi et le ministre des solidarités et de la santé a annoncé en catastrophe l'octroi de 50 millions d'euros supplémentaires pour les établissements en difficulté ; ce qui n'a d'ailleurs pas suffi à convaincre les syndicats, tous unis pour dénoncer la dégradation constante des conditions de travail, les suppressions de postes et les non-remplacements des départs à la retraite, les recours à des contractuels pour précariser encore plus la profession, les plans de départs « volontaires » qui bien souvent sont « fortement » conseillés ...

Des décennies d'attaques en règle contre le secteur public aboutissent à ce dérèglement organisé par un libéralisme de plus en plus effréné : on réduit chaque fois un peu plus les moyens permettant aux établissements hospitaliers de bien fonctionner, ce qui provoque le mécontentement des usagers. En région la tendance est à la fusion : on ferme tel établissement de telle ville et ses habitants n'ont plus qu'à se débrouiller pour se rendre là où existe un établissement équivalent. Ça peut être loin ; en cas d'accouchement prématuré ou de maladie cardiaque, prévoir un temps d'attente conséquent. Ne pas désespérer, nombre de « gentils » investisseurs soutenus par les « autorités compétentes » sont disposés à pallier les carences orga-

nisées du secteur public. Comme dans toutes les autres branches ce qu'on veut nous imposer c'est une « réforme » consistant principalement à privatiser des pans entiers du secteur public.

De ces politiques de réductions d'effectifs, de moyens, de suppressions de postes, ce sont les soignants et les patients qui en subissent les conséquences. Difficile à cet égard de comptabiliser précisément le triste nombre de suicides chez les soignants au sein des hôpitaux, mais force est de constater que l'actualité se trouve régulièrement émaillée par ces actes dramatiques de salariés attachés à la qualité de leur travail et au bien-être des malades et poussés à bout par des logiques de rentabilité et de compression des coûts. Dernier exemple en date, une technicienne de laboratoire qui s'est donné la mort le vendredi 2 mars sur son lieu de travail à l'Hôtel Dieu.

Face à la déliquescence des hôpitaux publics, les cliniques s'imposent de plus en plus comme une alternative vers laquelle chacun est contraint de se tourner. Mais les cliniques n'ont pas tout à fait les mêmes objectifs : certaines maladies étant plus rentables que d'autres, si la vôtre rentre dans la première catégorie tant mieux, sinon tant pis pour vous.

Nous refusons cette volonté des gouvernements successifs de brader un service public qui devrait être au service de toutes et de tous. Puisque l'État est au service d'un capitalisme jamais rassasié, pas question pour les travailleurs d'abandonner les conquêtes sociales chèrement acquises, mais au contraire d'en obtenir d'autres, encore et encore. L'heure est à la conjonction des luttes si nous ne voulons pas assister à une marchandisation complète du service public ; qui prendrait la population en otage en l'obligeant à payer toujours plus cher des services dont chacun a besoin pour vivre.

Retraités, mais pas en retrait

Les gouvernements successifs s'ingénient à vouloir retarder l'âge de départ à la retraite (s'ils pouvaient nous faire bosser jusqu'à 70 ans et plus, ils n'hésiteraient pas), il y a d'autres évidences. Par exemple nous savons toutes et tous que les pensions sont aussi inégales que les salaires. D'importantes différences existent entre les ouvriers et les cadres, les femmes



et les hommes. Comme pour les salaires, les retraites des femmes sont inférieures de 40% (en moyenne) à celles des hommes ; de même il existe de forte différence concernant l'espérance de vie et le nombre d'années en bonne santé entre ouvriers et cadres (plus de 6 ans). Depuis le 1er avril 2013 les pensions sont quasiment gelées. Entre 2003 et 2010 elles ont augmenté de 11,6%. Alors que les salaires, eux, ont augmenté de 17,1%. Le pouvoir d'achat diminue ainsi davantage avec l'âge, alors que les dépenses contraintes comme celles dues aux soins de santé augmentent.

La Sécurité Sociale se désengage de plus en plus et on assiste à l'explosion du coût des mutuelles que beaucoup de retraités - mais aussi de jeunes- ne peuvent ou ont du mal à se payer.

Au 1er janvier 2018 la CSG a augmenté, de 1,7 point, ce qui se traduit par une baisse importante de plusieurs centaines d'euros par an. Par ailleurs, 2018 c'est aussi la continuation du gel des pensions, le blocage des complémentaires (surtout agricoles), l'augmentation du forfait hospitalier (prise en charge par le patient de son séjour en hôpital public ou privé) à 20 euros par jour. Augmentation de : gaz, électricité, loyers, transports, essence ...

Par contre, les cadeaux fiscaux aux entreprises, aux promoteurs, aux banques,

bref à la classe possédante continuent. La comme ailleurs, pas de secret, seul le rapport de force peut faire évoluer les choses en notre faveur. Tenants du pouvoir, ce que nous obtiendrons le sera en vous l'arrachant des mains.

La retraite n'est pas une coupure avec le monde du travail. Ce n'est pas non plus un cadeau des patrons ou des politiciens. La retraite est un statut social, elle fait partie des conquêtes du mouvement ouvrier. Elle permet d'avoir une activité librement choisie en gérant tout aussi librement son temps. C'est donc à nous, actifs et retraités de la défendre et de l'améliorer, comme nous le faisons déjà depuis longtemps dans la lutte contre le chômage et pour la réduction du temps de travail.

Loin d'être en fin de parcours les retraités n'abandonnent pas la lutte en même temps que son travail. Ils s'organisent !

Groupe anarchiste Salvador-Seguí

Créé en 2010, le groupe, fédéré à la Fédération anarchiste, est présent en région parisienne et dans les Hauts- de-France. Il est composé de militants, fédérés ou non à la Fédération anarchiste, souhaitant militer dans le cadre d'un groupe. De tendance anarcho-syndicaliste à l'origine, la plupart des militants du groupe sont - ou ont été - investis dans des activités syndicales, de la simple ani-

mation d'une section syndicale à la prise de mandats syndicaux sur leur lieu de travail et/ou dans leur organisation syndicale. Bien que composé en grande partie de militants syndicalistes, et en accord avec les fondements théoriques et pratiques de l'anarcho-syndicalisme, le groupe juge indispensable le maintien et le développement d'une activité anarchiste spécifique visant à diffuser les idées et les pratiques libertaires dans la société, à les débattre, à les questionner, voire à les repenser à la lumière du passé et, bien sûr, de l'actualité. De même, le groupe juge nécessaire l'implication dans les luttes sociales s'exprimant en dehors du seul cadre du travail (logement, immigration, enfermement, féminisme, etc.), la révolution anarchiste impliquant une transformation sociale radicale et globale.

Concrètement, le groupe se réunit deux fois par mois. Les réunions sont le cadre où sont définies les activités. Celles-ci s'articulent autour de trois axes :

- Organiser des conférences-débats autour de l'actualité et du projet de société anarchiste.

- Participer aux manifestations et aux actions dont les revendications et les formes nous correspondent.

- Investir la vie fédérale de la Fédération anarchiste, notamment à travers la prise de mandats L'adhésion au groupe se fait lors des réunions et se « matérialise » à travers le paiement mensuel d'une cotisation.

2016, et de nouveau en 2017, recours à une main d'œuvre contractuelle malléable, interchangeable et jetable, sous-traitance de certaines tâches aux secteurs privés (utilisation de main d'œuvre sous payée et à temps partiel remplaçant des temps pleins), exigence d'économie chaque année sous peine de sanctions (1,2 milliards pour les hôpitaux en 2018), privatisation totale ou partielle de certains secteurs (France télécom, la poste, le fret, ...) ... le seul but étant la rentabilité à tout prix au détriment des usagers/patient-e-s. Macron veut donc finaliser ces années d'attaques par une mise à mort du secteur public.

L'État a ouvert les hostilités en s'attaquant au statut des cheminots et en annonçant l'ouverture à la concurrence du transport de passagers/ères d'ici quelques années. Pour ne pas faire trop de remous le gouvernement annonce que le changement de statut

ne s'appliquera qu'aux nouveaux/elles embauché-e-s mais on voit bel et bien qu'à terme le statut spécifique des cheminots va disparaître et une partie du transport ferroviaire privatisé purement et simplement. Le passage envisagé du statut de la SNCF en société anonyme est un premier pas vers la privatisation. Rappelons que 29 ans après la privatisation de British Rail, deux Britanniques sur trois souhaitent une renationalisation complète : hausse incontrôlée du prix des billets, trains supprimés, réduction continue des personnels... La SNCF n'est pas la seule dans la ligne de mire, tous les secteurs de la fonction publique sont concernés. Les plus durement touchés sont déjà entrés dans la lutte depuis quelques semaines, grèves dans les EHPAD, les urgences des hôpitaux, à Météo France, à la SNCF à partir du 3 avril, ...

Pour le gouvernement, allié du capitalisme, seuls la rentabilité et le profit importent. Les cheminots et les usagers ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour défendre leurs intérêts communs et imposer un véritable service public autogéré.

La Fédération Anarchiste dénonce et combat cette société où, depuis sa création, l'État est au service d'une classe sociale, celle des puissants et de l'argent roi au détriment des individu-e-s. C'est pourquoi nous sommes pour un changement radical de société par la lutte des classes, qui serait basée sur l'égalité sociale et économique, la démocratie directe et le fédéralisme libertaire.

Ils ont besoin de nous, nous n'avons pas besoin d'eux !

Fédération Anarchiste - Mars 2018

DÉBAT

Le 22 mars n'est qu'un début ! Continuons le combat !

Le 22 mars n'est qu'un début ! Continuons le combat !

Le gouvernement, après avoir mis en place par le 49.3 les ordonnances démantelant le code du travail, s'attaque à la fonction publique au travers du plan « Action Publique 2022 » lancé en octobre. Il prévoit un recours accru aux contractuels, la

rémunération au mérite, un renforcement de l'autorité hiérarchique, la suppression d'un grand nombre de postes de titulaires chaque année (120 000 sur 5 ans), une révision des instances de « dialogue social », une révision du régime des retraites et en toile de fond l'attaque du statut général des fonctionnaires et à terme la fin possible

de certaines fonctions publiques.

Cela fait des années que les gouvernements successifs s'attellent à ce démantèlement, non remplacement des départs en retraites donc suppression de postes et dégradations des conditions de travail, gel de la valeur du point d'indice de 2010 à



ÉDUCATION

Grande braderie de la formation professionnelle continue des adultes

La loi sur la formation continue professionnelle nous promettait en 1971 une deuxième chance, celle de pouvoir reprendre des études pour ceux qui n'avaient pas eu cette occasion ou cette chance. Elle s'inscrivait dans le cadre de l'éducation permanente c'est-à-dire qu'elle autorisait à acquérir des savoirs généraux, professionnels et sociaux... Et de plus elle permettait, enfin, de se former sur son temps de travail avec le maintien de la rémunération. En bref une belle loi, fruit d'un compromis entre un patronat qui avait besoin d'une main d'œuvre plus qualifiée et un syndicalisme qui n'avait pas encore oublié Pelloutier et son « Eduquer pour révolter ». Sans rentrer dans le détail, cette loi de 71, revue en 1984, favorisa aussi l'usage du congé individuelle de formation (CIF), en nombre trop limité, mais qui pour plusieurs milliers de salariés par an rendaient possible des reconversions professionnelles grâce prise en charge des frais pédagogiques et le maintien du salaire jusqu'à une année sur des fonds mutualisés. Certes, cette loi n'atteignit jamais son objectif car ceux qui en profitèrent le plus furent ceux qui avaient déjà eu la première chance, les ingénieurs et les cadres mais malgré tout elle était à considérer comme une vraie avancée sociétale. Mais au fur et à mesure du temps, les acquis de la formation vont être remis en cause par le patronat puis réduits voire bradés par un syndicalisme inconséquent. D'abord ce fut, l'invention du Capital-temps formation en 1991 ou co-investissement formation pensé par les réformistes d'un syndicalisme jaune portant l'illusion de l'Association de Capital et du Travail. En d'autres termes, salariat

et patronat partage l'investissement en temps pour les uns en argent pour les autres... Mais sans reconnaissance formelle des qualifications acquises. De la poudre aux yeux qui préparera les esprits à faire porter la responsabilité du maintien de la compétence sur la détermination et la clairvoyance du salarié contraint à devenir « entrepreneur de soi-même ». Puis vint 2004, où le syndicalisme défaillant accepte la disparition de la notion d'Education permanente (article 1 de la Loi de 1971). La formation se recentre alors exclusivement sur l'emploi et l'entreprise : le droit à la formation devient un droit à l'adaptation et dans le meilleur des cas à la professionnalisation. En 2009, nouvelle brèche, le CIF devient accessible en dehors du temps de travail, un nouvel accroc au contrat social issu de 1968. Et Macron et Muriel Pénicaud survinrent et une dégradation de la philosophie et des valeurs de l'Education permanente se fit au profit d'une instrumentalisation d'une formation marchandisée et d'un utilitarisme court-termiste. Ces derniers balayent d'un revers de main le paritarisme qui jusque-là préparait le terrain législatif et tirent droit au but. Que dit la future loi de 2018 sur la formation ? Elle va monétiser le Compte personnel de formation (CPF) inventé en 2014. Chaque salarié à temps plein ou à temps partiel verra son compte personnel de formation crédité de 500 euros par an plafonnés à 5.000 euros et de 800 euros plafonnés à 8.000 euros pour les non qualifiés. Cela peut paraître séduisant, mais que se cache-t-il derrière cette mesure ? Tout d'abord la disparition du CIF ce qui impliquera de se former sans

maintien du salaire sur son temps personnel. A cette fin la ministre se propose de renforcer les formations à distance (FOAD) car il va de soi que l'on apprend mieux et plus vite seul devant un écran ! Mais le pire est à venir. Les marchands de soupe et d'illusion forts de cette loi viendront directement vous démarcher à domicile pour vous vendre, le pied dans la porte ou par des moyens numériques, des rêves et des illusions : « devenez Einstein ou Cédric Villani en 15 séances. » En bref, vous dépenserez le capital accumulé de fait insuffisant pour financer une reconversion et en cas d'accident de la vie, comme ils disent, sans moyen de vous former pour vous remettre à flot. Mais tout cela sera de votre seule responsabilité ! Ce projet est en fait un projet économiquement ultralibéral, il va favoriser le marché de la formation, les marchands de « savoirs » s'en frottent déjà les mains. Il vise à mettre sans intermédiaire l'individu même sans grande connaissance de ses futurs besoins, face au marché : qu'importe pourvu qu'il consomme... Vieux rêve d'un monde sans intermédiaire à la Le Chapelier, une société sans possibilité d'action collective où il s'agit de laisser le « renard libre » dans le « poulailler libre ».

Hugues, groupe Commune de Paris

ÉDUCATION

L'anarchiste et l'éducation

L'enfant n'appartient à personne, ni à ses parents « qui se le sont offert », ni à ses éducateurs à qui on le confie, ni à l'État qui se l'approprie, ni aux auto-proclamés professeurs de vertu qui le pervertissent. Être qui s'ouvre au monde il a tout à apprendre et doit pouvoir trouver autour de lui les conditions de son émancipation. C'est son droit inaliénable et c'est le devoir de ceux qui l'entourent de les créer.

C'est le savoir qui libère et l'ignorance qui permet l'asservissement. Tout être humain a donc l'impératif d'accéder à la connaissance et l'enfant en priorité parce qu'il est la promesse de l'adulte en devenir et que certaines connaissances sont plus accessibles à certains moments de la vie qu'à d'autres. Mais l'enfant n'est pas une outre vide à remplir, c'est un être qui se construit à partir de ce qu'il trouve autour de lui et non de ce qu'on y déverserait.

Ceux qui constituent son entourage immédiat l'oublent ou veulent l'ignorer. Les parents qui placent en lui l'espoir de voir se réaliser tout ce qu'eux ont rêvé d'être et n'ont pu réaliser. L'éducateur qui s'octroie le statut de celui qui sait, (ou croit savoir). L'État qui s'arroge la propriété des êtres qu'il soumet et prétend construire selon ses besoins et ses fins. Les Églises, religions et sectes en tout genre qui se prétendent détentrices de la vérité et de la clé du bonheur. Aucune de ces entités qui s'arrogent un pouvoir d'éducation n'admet facilement qu'un enfant est avant tout un être libre, en devenir. Certaines osent même nier cette évidence. Ce sont elles qui savent ce qui est bien pour l'enfant. Elles incarnent l'autorité et entendent le faire savoir et surtout l'inculquer à la génération qui les pousse, afin de garantir leur position de dominants, si petite soit-elle pour certains, si confortable pour quelques autres. La soumission n'est pas innée, elle s'apprend.

Ainsi trop souvent le soi-disant milieu éducatif est au mieux un frein au déve-

loppement de la personnalité, au pire exerce pleinement son pouvoir d'asservissement, bien évidemment pour le bien de l'enfant, de l'élève, de la collectivité (autre nom sous lequel l'État se masque), ou pour sauver son âme. Pour lui éviter les erreurs, c'est-à-dire reproduire et perpétuer la situation présente, pour qu'il atteigne plus vite la maturité, formaté à l'image de ses prédécesseurs.

Mais c'est par tâtonnement entre erreurs et réussites que se construit toute connaissance solide, par le temps que l'individu prend à vérifier la validité d'une connaissance ou d'une action. Rien de pire pour l'enfant que de recevoir d'autorité la vérité, comme une révélation, sans avoir pu la contester, vérifier par lui-même son bien-fondé : qu'il s'agisse des 100° qui transforment l'eau en vapeur, l'affirmation du libre arbitre, la réalité de la justice, l'œuvre de La Commune, les richesses du fond des océans ou la hauteur du Mont Blanc.

L'enfant s'inscrit dans une trajectoire de l'humanité dont il n'est qu'une étape. Vouloir le rendre libre ce n'est pas lui demander de tout réinventer, mais lui permettre de pouvoir s'approprier TOUT ce qui l'a précédé. Et c'est à cela que devrait se limiter la tâche, le devoir, de ceux qui prétendent l'aider à grandir, devenir l'adulte maître de son destin. Créer les conditions de la construction de ses savoirs pour qu'ils deviennent des connaissances. « Les savoirs en eux-mêmes sont des objets morts. Il y a une différence entre connaissances et savoirs : les connaissances sont des savoirs que l'on s'est appropriés, elles relèvent de l'individu » (Offensive n°29, mars 2011).

Éduquer ce sera donc mettre tous les savoirs à disposition de l'enfant (et de l'adulte, parce que l'âge des apprentissages n'a aucune limite d'âge), et l'accompagner dans cette acquisition. Accompagner c'est-à-dire partager et donc remettre en cause cette autorité qu'est censé conférer le savoir, condition nécessaire du respect de l'autre, et de

l'enfant en particulier. Aucune vérité n'est révélée, ni éternelle, elle se construit pour chacun d'entre nous au jour le jour, par la raison, par la confrontation, par l'échange, entre pairs, quelles que soient leur différence d'âge, leurs connaissances, leurs compétences. Celui qui transmet à autant à apprendre que celui à qui il s'adresse. « Je sens que je progresse à ceci que je recommence à ne rien comprendre à rien » (C.F. Ramuz, Journal)

« Il faut toujours considérer le professeur comme un mal nécessaire, tout comme on fait du commerçant : un mal qu'il faut rendre aussi petit que possible. » (Nietzsche, Humain trop humain). On pourrait dire la même chose des parents. Mais l'État ?

L'État en se parant du masque de garant de l'ordre, sans jamais dire de quel ordre il s'agit, n'existe que pour perpétuer une situation existante, dans les mains des dominants et à leur service quasi exclusif. Quand il s'intéresse à l'éducation c'est toujours au nom de la défense de l'ordre existant, et de ses valeurs, celui d'une société de classes. Sa raison d'être c'est de perpétuer une situation de domination, de maintien des privilèges.

Ce type de société, qui n'est qu'un type possible, a besoin d'humains pour réaliser certaines tâches, faisant plus ou moins appel à l'intelligence. Ce qu'il lui faut c'est maintenir un niveau pour alimenter les divers secteurs qui assurent la prospérité d'une poignée de privilégiés qui se sont octroyé le pouvoir de décisions et n'entendent pas le partager : une classe tampon d'ingénieurs, techniciens, artistes, enseignants, petits chefs, où il pioche de temps en temps pour renouveler son cheptel, et qu'il tient par cette illusion de pouvoir passer dans la classe « supérieure », qui lui jette des miettes de temps en temps juste ce qu'il faut pour qu'elle goûte aux saveurs du luxe et de la domination, et la vaste classe des exécutants, multiples domestiques dont nous sommes entourés, où se retrouvent les livreurs ubérisés de nos pizzas, devenus

par la magie des mots, auto-entrepreneurs, les « techniciens de surface plane », les « Ouvriers Spécialisés » et qui ont cette spécialité de faire toujours le même geste et d'être ainsi dépossédés de leurs savoirs. Reste enfin la classe de ceux que l'État tient par l'aumône parcimonieuse : tous les « sans », sans abri, sans travail, sans droit, armée en réserve et repoussoir alimentant un racisme de classes, pour faire pression sur les récalcitrants éventuels de la classe immédiatement « supérieure »...

C'est cet ordre-là que l'État garantit dans sa politique éducative. C'est ce qui explique les classes ghettos, la quasi impossibilité pour les enseignants qui le voudraient de pratiquer une pédagogie émancipatrice, la dévalorisation des di-

plômes et en premier lieu du baccalauréat qui ouvrirait la porte des universités et de la connaissance à la classe devenue dangereuse parce qu'elle commençait à accéder à certains outils pour penser, si longtemps et si bien contrôlés. Et pour ceux qui ont réussi à franchir les portes du sanctuaire, et dépassé le mépris avec lequel on les y a parfois accueillis, ils doivent encore affronter la multiplication des obstacles qu'on dresse devant eux pour bien les convaincre qu'ils n'y ont vraiment pas leur place.

Est-ce auprès de ce monstre froid que celui qui s'ouvre au monde et veut apprendre peut espérer trouver autour de lui les conditions de son émancipation ? Un autre type de société peut-il advenir sans que soient remis en cause les fonde-

ments mêmes de cet avenir ? Il faut donc donner la capacité à ceux à qui demain appartient, de pouvoir penser par eux-mêmes ?

Toni,
(groupe Germinal de Marseille)

une telle éducation ou que certains enfants, malgré les contraintes, s'épanouissent dans un milieu scolaire classique. Pour lui l'essentiel, comme pour tous les éducateurs libertaires, le libre développement et l'épanouissement de l'enfant est le seul moyen d'en faire un individu libre, autonome et équilibré de la main et du cerveau comme le souhaitait déjà Sébastien Faure. Au demeurant, pour

certain, même si on peut être sceptique sur la capacité des parents à faire de bons choix éducatifs non contraignants, cette aspiration à éduquer sans l'école tend aujourd'hui à se développer et l'auteur permet de mieux en mesurer l'intérêt, les limites et les difficultés. Toutefois, pour d'autres, à conditions d'être repensée, une école sans pratique autoritaire, sans mur et sans contenu imposés, ou-

verte au monde, en d'autres termes une école émancipatrice, est aussi possible.

Hugues Lenoir,
groupe Commune de Paris

(1)Pardo T., 2017 Une éducation sans école, Québec, Ed. Ecosociété, 16 euros à Publico 145 rue Amelot 75011 Paris.

ÉDUCATION

Une éducation sans école

C'est le titre d'un ouvrage de Thierry Pardo (1) qui n'est pas sans nous rappeler celui d'Ivan Illich Une société sans école auquel il se réfère explicitement comme il le fait d'ailleurs aussi de Sébastien Faure, de Michel Foucault et son fameux Surveiller et punir ou encore de Murray Bookchin. Pardo se revendique explicitement dans la tradition et les valeurs de l'éducation libertaire. Après quelques considérations philosophiques et critiques sur l'école comme une institution brimant souvent (toujours ?) le développement harmonieux de l'enfant, à l'exception parfois des alternatives éducatives auxquelles l'auteur prête quelques vertus, il développe sa théorie de la piraterie éducative, de son en-dehors pédagogique. Son ouvrage s'inscrit dans un courant critique présent au Québec et en France vis-à-vis d'une institution scolaire jugée – souvent à juste titre – comme contraignante pour les enfants et ne leur permettant pas de s'épanouir pleinement d'autant qu'elle leur impose des apprentissages décidés par l'Etat et bien souvent par la raison d'Etat et non en fonction

des désirs, des préoccupations et des motivations pour apprendre des plus jeunes. Si Pardo milite pour une éducation sans école, tout comme Illich, il ne prône en aucun cas une société sans éducation, bien au contraire... c'est la société et le monde qui deviennent source et moyen d'éducation. Il ne s'agit pas non plus de laisser l'enfant seul dans un processus incontrôlé d'auto-apprentissage ou d'école buissonnière permanente mais d'organiser ce qu'il nomme un système d'éducation pirate en dehors de l'institution mais sous la responsabilité des adultes et des parties prenantes et militantes d'une telle démarche. Ceci afin que les enfants échappent aux traumatismes ou aux frustrations scolaires liés aux contenus imposés et non choisis. En effet, pour l'auteur « d'autres mondes éducatifs sont possibles » (p. 25). Il s'agit donc bien de remplacer l'école mais pas par n'importe quoi, mais par une éducation du libre savoir, libérée de la logique imposée des programmes et néanmoins pilotée et co-organisée avec et par les parents éducateurs et le milieu. Education

pirate que Pardo définit ainsi : une école qui « repose sur la liberté et la volonté des parents, en lien avec la communauté éducative, de mettre en œuvre une diversité d'approches et de stratégies favorables à l'apprentissage et au développement intégral des enfants. L'éducation pirate vise l'émancipation » (pp. 74-75) dans le cadre « d'un univers signifiant » (p.98) où le savoir prend sens. Education à domicile, éducation pirate qu'il dénomme aussi éco-éducation et dont il donne quelques exemples assez classiques d'ailleurs : sortie, voyage, projet, rencontre, visite de musée, etc. comme autant de prétextes et d'occasions pour découvrir et pour connaître hors des murs de la classe considérés comme des obstacles physiques et symboliques aux apprentissages. Pardo n'ignore pas les dérives sectaires et dogmatiques toujours possibles dans le cadre d'une éducation à domicile, il les dénonce d'ailleurs. Il est aussi conscient que ce modèle ne peut pas être un modèle unique, certaines familles n'ayant pas les moyens culturels, économiques ou sociaux pour assurer

DÉBAT

Sauver le bac ? Mon cul !

Je dois avouer que l'appel à sauver le bac dans le numéro 1792 du Monde Libertaire m'a, comment dire, un peu contrarié. Pas que je trouve le texte mauvais, il expose assez clairement une vision classique de la lutte des classes et du travail comme valeur centrale (définition par lui-même, ses codes et conventions et non par l'individu), mais parce qu'il me semble malgré lui prendre le pas d'une des plus grandes fumisteries de l'histoire moderne : l'école de la république serait égalitaire. L'école n'est pas un lieu d'égalité et ne l'a, de fait, jamais été. Depuis sa création, l'école a pour vocation de permettre l'accès aux besoins nécessaires à une société basée sur un mode de gestion pyramidale. Que ce soit la royauté et/ou le capitalisme, l'accès au savoir y est donné en fonction des besoins et non pour le simple plaisir d'émanciper les foules. Les analyses d'une Louise Michel et d'un Sébastien Faure restent pertinentes aujourd'hui, même si mai 68 est passé par là. Oui l'accès à l'école et au savoir est facilité aujourd'hui. Mais pas pour tout le monde. C'est même dès la naissance que la sélection s'opère. Le lieu de naissance, le milieu de naissance influenceront la façon dont l'école vous ouvre ses bras et dont vous serez perçu en son sein. Entre un élève d'un centre-ville d'une grande ville, avec ses écoles modèles et son périscolaire d'enfer, un élève de la campagne profonde et son école rurale qui fait avec les moyens du bord et un élève en pleine zone urbaine

"défavorisée", difficile de se dire que tout le monde part sur un pied d'égalité. Pareil ensuite quand le collège est à 10 bornes et le lycée à 30 ... Et quand, parce que vous venez d'un milieu plutôt que d'un autre, l'éducation nationale vous orientera vers "ce qui est le mieux pour vous", comprenez pour le bassin d'emploi qui vous entoure, c'est bonus ! Ah, mais les ministres eux le diront : les programmes étant les mêmes il y a égalité. Vaste fumisterie que de penser que les conditions de vie et d'apprentissage des fameux programmes n'auraient pas d'incidence. Comme s'il était aussi facile d'étudier quand on a ses deux parents, un frère ou une sœur, sa propre chambre ou un parent unique, une chambre pour trois et des fins de mois difficiles. Sans parler des aides aux devoirs et autres. L'accès au savoir se reproduit comme des petits pains dans une boulangerie industrielle. Mais de la même façon, le manque d'appétence pour lui aussi. Lorsque vous venez d'une famille où par manque de temps, par sensation d'illégitimité, par manque de moyens, on laisse de côté la culture, vous aurez de grandes chances de reproduire l'inculture de votre famille. Bien entendu, il y a des exceptions mais elles sont minoritaires. Comme le montre l'observatoire des inégalités (Inégalités.fr), la reproduction sociale est de 90 % chez toutes les couches sociales : un enfant de cadre aura tendance à aller vers des études supérieures, un enfant d'ouvrier vers des études le

mettant au niveau d'ouvrier. Nous pourrions aussi nous reporter à l'excellent livre de Camille Peuny "Le destin au berceau : Inégalités et reproduction sociale". Car il y a ce trompe l'œil fatidique : les besoins de l'industrie et du marché du travail ont augmenté. Il faut aujourd'hui plus de connaissances pour travailler que 30 ans en arrière. Alors oui, le niveau scolaire monte et va vers des connaissances plus pointues, mais souvent techniciennes. Sauf qu'aujourd'hui, un Bac+2 a tendance à placer la personne qui le détient vers une position basse dans l'entreprise. Le technicien remplace l'ouvrier d'hier, les enfants d'ouvriers sont souvent les techniciennes et techniciens d'aujourd'hui. Il n'y a pas d'élévation sociale par le diplôme, mais une élévation du pouvoir d'achat (en lien avec le capitalisme d'aujourd'hui qui s'appuie à plus de 50 % sur la consommation). Couplé bien entendu à la création d'une part importante de personnes déclassées dans les métiers de l'aide à la personne, la livraison et autres.

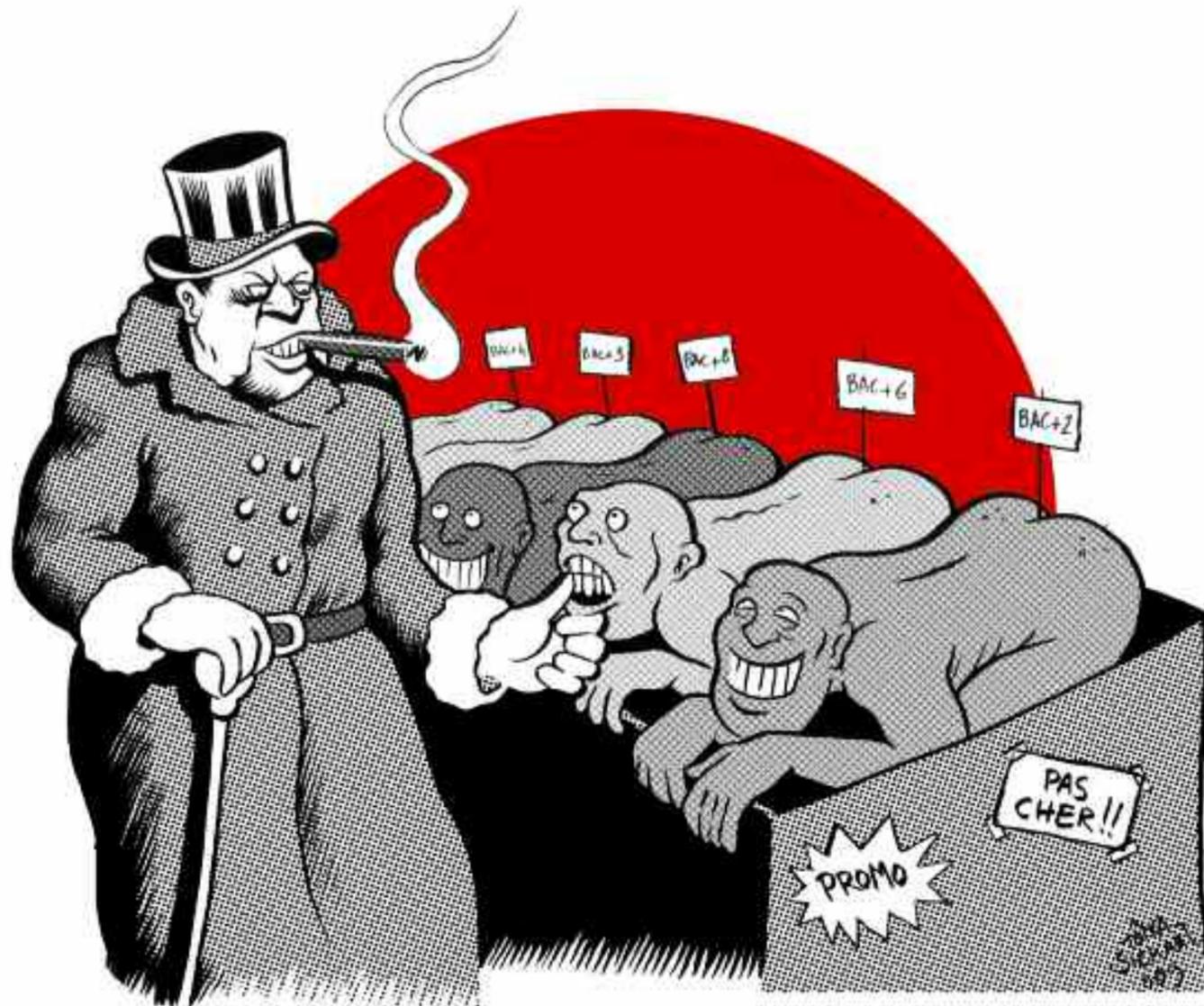
Il est simple de constater que l'école suit le mouvement depuis des années, et pas simplement depuis l'arrivée de Macron au pouvoir et la nouvelle réforme du bac. L'école est et reste une pourvoyeuse de main d'œuvre et c'est son rôle premier. Je sais bien que nos milieux militants étant majoritairement constitués de personnes ayant fait des études littéraires (ou en lien avec les sciences humaines) et supérieures, il n'est pas simple d'accepter cela.

Pourtant, bien des études sociologiques le démontrent : l'émancipation n'est pas en lien direct avec l'école. Alors sauver le bac ? Pour quoi faire ? Pour sauver l'outil de sélection qu'il est ? Pour avaliser la fameuse "méritocratie républicaine" qui est viciée dès le départ ? Il faut au contraire mettre à bas l'école telle qu'elle est aujourd'hui, exploser le ministère de l'éducation (quel mot froid) nationale, démolir le lien entre l'école et le travail, travail qu'il faudra aussi tuer un jour pour sortir du capitalisme. Nous ne pouvons pas nous contenter de porter l'idée que le

bac d'avant serait mieux que maintenant, sans aller dans le sens tragique du soutien à un système vicié et malsain. Oui je sais, certaines personnes s'en sont sorties grâce à l'école. Mais un système qui se contente de cette minorité pour affirmer qu'il est juste et efficient ne mérite pas d'être sauvé. Ou alors, doit-on se satisfaire d'un élitisme quel qu'il soit quand on vise une société où l'horizontalité la plus forte devrait être la règle ? Antinomique quand même ... Sauver le bac, l'éducation nationale, l'état et le capitalisme ? Mon cul ! Foutons tout

cela au compost ! Il est temps de faire émerger d'autres formes de passage du savoir, qui sachent offrir l'opportunité aux individus d'exister, et pas aux "citoyens travailleurs" d'émerger.

Fab – Graine d'anar – Lyon
(Avec l'aide de proches)



ÉCONOMIE

L'Économie sociale et solidaire, sœur jumelle de l'économie capitaliste

Une vaste entreprise de mystification L'Économie sociale et solidaire (ESS) désigne en principe des entreprises organisées sous des formes de coopératives, de mutuelles, d'associations ou de fondations dont le fonctionnement interne et les activités sont fondées sur un principe de solidarité et d'utilité sociale. Ces entreprises doivent adopter des modes de gestion « dites démocratiques » et participatives. Les bénéfices qu'elles réalisent et leurs utilisations doivent être encadrés. Le profit individuel est proscrit et les résultats doivent être réinvestis et partagés équitablement. Seulement la réalité est tout autre, c'est surtout une vaste supercherie intellectuelle. Les dirigeants de toutes ces « boutiques » prétendent faisant partie de l'ESS sont en fait des capitaines d'industrie, d'entreprises capitalistes et non des moindres. Dans la mesure où la plupart d'entre elles sont des banques, des assurances, des mutuelles qui usurpent leurs noms. Là encore, il s'agit pour ces maquignons de tromper les gens en leur faisant croire qu'ils cotisent et qu'ils mettent leur argent dans des mutuelles et surtout que ce ceux eux qui décident ! En réalité ce sont de grands groupes privés capitalistes : le Crédit agricole, le Crédit mutuel, la Caisse d'épargne, les Mutuelles de santé, du logement et d'assurances diverses et variées qui sont de véritable entreprises, avec conseil d'administration, PDG et actionnaires. Au sein de ces entreprises, les travailleurs(es) et encore moins les adhérents(es) ont leur mot à dire, bien que la propagande consiste à leur faire croire le contraire. Aujourd'hui en France, l'ESS c'est : 10 % du PIB

(Produit intérieur brut) qui est réalisé par 200.000 entreprises et 2.380.000 salariés. Cela représente une masse de 54 milliards d'euros et 12,7 % des emplois privés en Métropole et en Outre-mer. Ces entreprises deviennent au fil des années de véritables mastodontes, au sein desquelles la transparence et le fonctionnement sont de plus en plus compliqués à comprendre et se font de plus en plus opaques au profit d'un capitalisme pur et dur. D'autant que depuis 1991, elles peuvent disposer de filiales de droit privé via la création de holding. Ainsi, l'essence même de l'ESS finit par disparaître.

L'ESS, convoitée par les requins de la finance et du grand capital industriel C'est ainsi que l'ESS n'échappe pas à la voracité du président/banquier Macron. A l'instigation de son pote de toujours, (15 ans) Jean-Marc Borello, président du groupe SOS et délégué national à la transformation économique et sociale d'En marche, le pouvoir s'apprête à la réformer et à la transformer en une entreprise capitaliste. C'est-à-dire qu'ils vont tenter de manipuler l'opinion publique en se servant de l'ESS pour démontrer que l'entreprise capitaliste est en fait un lieu où l'économie est un moyen social d'être solidaire avec le peuple, un lieu de partage. Jean-Marc Borello est un ancien éducateur spécialisé. Il a exercé dans un centre d'accueil pour délinquants avant de créer en 1984, le groupe SOS qui depuis n'a cessé de croître au point de devenir leader européen, dans le domaine social et solidaire, (sic !). Son groupe, dont il est le PDG, a étendu ses tentacules sur tous les secteurs sociaux et a

absorbé des secteurs très rentables et sources de profits comme : des hôpitaux, des crèches, des maisons de retraites ou des entreprises d'insertion. Le jésuite à une grande faculté d'adaptation : pour drainer les fonds publics et absorber les associations qui font dans le social, son groupe SOS fait, dit-il, dans l'ESS et il chante sur tous les toits qu'il n'y a pas d'actionnaire et qu'il n'y a pas de dividende distribués. Il travaille également avec de grands groupes comme Orange, La Poste, la SNCF... et l'État. On ne peut pas dire que ces grands groupes aient la fibre sociale et solidaire très développée... Mais comme dit le proverbe : « Qui se ressemble s'assemble » ! Borello courtise également les pouvoirs publics et « dieu sait » comme le bougre est sacrement introduit dans le milieu politique. « J'essaie », dit-il, « d'associer les pouvoirs publics comme troisième acteur. » Et, il y réussit très bien. Il y excelle même ! En 1981, il entre au cabinet de Gaston Defferre, à la ville de Marseille. De 1984 à 1986, il est chef de cabinet de Gilbert Trigano, délégué chargé des nouvelles formations auprès du Premier ministre Laurent Fabius. Parallèlement, il est nommé en 1982, chargé de mission à la mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie. Il fonde en 1984 avec Régine, l'association SOS Drogue internationale. Cette association se développe et crée d'autres associations qui rejoindront l'association mère pour étoffer le groupe SOS. Borello était jusque-là bénévole, il deviendra en 1998 salarié du groupe dont il est président du directoire. En fait, Borello n'est pas à la tête d'une entreprise de l'ESS

mais bien d'une multinationale ! D'ailleurs, ce « grand patron » est d'un cynisme et affiche sa morgue envers les travailleurs(es) quand il affirme que : « L'entreprise n'est pas simplement un lieu dans lequel les salariés(es) sont exploités par les capitalistes ; c'est un lieu où l'on acquiert sa dignité et pour ce faire, il faut équilibrer les rapports entre



les employeurs et les employés. » Et, dit-il, « Macron a prévu tout cela dans sa loi Travail » ! Quel jean-foutre ! Il nie sciemment que les intérêts des patrons et ceux des salariés sont diamétralement opposés et surtout que la richesse des patrons provient du fait que ces derniers volent les travailleurs(es) en les exploitant d'une manière éhontée. Ce grand philanthrope prétend faire dans l'ESS, mais en matière d'exploitation capitaliste, il en connaît un rayon.

Jean-Jacques Borello, prédateur si peu social et pas tout solidaire : un bien triste personnage

Seulement, il est bien obligé de reconnaître que son entreprise est en fait une gigantesque start-up qui réalise entre 5 et 10 millions d'euros de bénéfices par an. Et qu'il se trouve à la tête de 15 000 salariés, qui ont généré en 2015, 850 millions d'euros de chiffre d'affaires. Le groupe est présent dans 54 pays et gère 480 établissements. En 1999, après une saisie d'ecstasy sur un client du « Palace », appartenant au groupe Régine dont il était le PDG, Borello est condamné à six mois de prison avec sursis pour « avoir facilité l'usage illicite de stupéfiants en laissant se dérouler et prospérer son usage dans les établissements dont il avait la responsabilité. » Cela ne l'empêche pas de continuer à être présent dans bon nombre d'associations humanitaires et de truster les présidences et vice-présidences. Ainsi, dans les années 90-2000, il est engagé dans la lutte contre le sida, en qualité de Président de l'Union des associations de lutte contre le sida (UNALS) ; de vice-président d'Ensemble contre le sida (Association présidée par Pierre Bergé). On le retrouve également auprès d'élus locaux, dont Jean-Luc Roméro qui préside une association de lutte contre le sida. Ainsi, les associations de lutte contre le sida Apparts, Arcat, Envoi insertion, et le Kiosque info sida toxicomanie rejoindront le groupe SOS. En 1990, Borello est administrateur de l'institut des Tournelles, une association de protection de l'enfance. Alors que le directeur de l'institut est soupçonné de viol sur mineurs, Borello le défend à la barre, convaincu de l'impossibilité d'histoires de pédophilie dans cette institution. Finalement, le directeur sera condamné à douze ans de prison, en 2004. En 2010, malgré tous ces « tour-

nements » Borello devient le premier président du Mouvement des entrepreneurs « sociaux » (MOUVES), qu'il a contribué à créer. Avec les années et le développement important que connaît le groupe SOS, la reconnaissance s'amplifie. Borello est surnommé le « Bernard Tapie », le « Vivendi », ou le « Bill Gates » - du social par la presse. En 2016, il est désigné par la fondation Schwab, entrepreneur social de l'année parmi douze personnalités choisies dans le monde. Il est administrateur de plusieurs fondations (Veolia, Accor...) En 2017, il reçoit le grand prix de l'esprit d'entreprendre par « les acteurs économiques de la Tribune ». Il est par ailleurs chevalier de la légion d'honneur et officier de l'ordre national du mérite. En 2016, il devient délégué national de En Marche, mouvement présidé par Emmanuel Macron. Il sera membre de la commission d'investissement du mouvement pour les élections législatives. En septembre 2017, il n'a pas souhaité rejoindre le gouvernement. Il n'aurait pour autant pas fait tache au sein de tous ces ministres qui ont été plus ou moins rattrapés par les affaires... Cependant, il accepte à la demande de la ministre du Travail, Muriel Pécicaud, de conduire à titre « bénévole » (sic), et ce en tant que président du groupe SOS une mission relative à l'innovation sociale au service de la lutte contre les exclusions du marché du travail. C'est justement, dans ce genre de mission auprès d'hommes et de femmes politiques que ce type de prédateur est le plus dangereux et nocif. En janvier 2018, Borello remet son rapport à la ministre du Travail sur « les politiques d'inclusion ». C'est dans ce rapport que figure la fin des « contrats aidés » dans les secteurs associatifs et publics...

Borello, conseiller très privé de Macron Son bénévolat n'est pas dénué d'intérêt : l'ami de Macron va, en contrepartie de sa prose antisociale et sous le couvert de l'ESS, pouvoir faire transiter vers le secteur privé la manne publique, via le groupe SOS présidé par Borello lui-même. C'est ainsi que l'ESS se trouve conjointement dans leur ligne de mire. A l'instigation de son ami, Macron et son gouvernement ont lancé le 18 janvier dernier, un appel à projets avec le label « Pionniers French Impact », autrement dit les « Pionniers de l'Accélérateur na-

tional d'innovation sociale », (AIS). French Impact est dans ce domaine le pendant de la French Tech, le label français attribué à des pôles métropolitains reconnus pour leur écosystème de start-up ainsi qu'une marque commune utilisable par les entreprises innovantes françaises. Cet appel à projets concernerait entre 10 et 15 associations et structures qui, si elles étaient sélectionnées, pourraient se partager sur cinq ans un jackpot de 1 milliard d'euros ! Mais, gagnons que dans cette opération le groupe de Borello est bien placé avec ces 480 structures. Il pourrait bien empocher la quasi-totalité du magot... Son président étant à la fois au four et au moulin ! La dérive du système coopératif est « en marche » et au rythme où les pilliers s'activent à le vider de son contenu, il pourrait rapidement disparaître totalement. Ils ont déjà réussi à mettre leurs sales pattes sur l'ESS et le fonctionnement des coopératives est encore un obstacle à leurs yeux.

La parade : les SCOP, un danger pour le capitalisme !

Dans une SCOP (Société coopérative de production), les bénéfices sont répartis équitablement en 3 parts : une part pour la société, une part pour les salariés et une part pour les associés. Les dirigeants sont des mandataires sociaux mais sont assimilés à des salariés. Dans une SCOP, sous le statut de SARL (Société à responsabilité limitée), le gérant est élu par les salariés associés pour 4 ans. Si elle compte plus de 20 salariés, un conseil de surveillance doit être institué. Les membres de 3 à 9, sont élus pour 4 ans maximum. Dans une SCOP sous statut de SA (Société anonyme), les membres du conseil d'administration sont élus pour 6 ans et désignent un Président pour 6 ans. Les membres du conseil de surveillance sont élus pour 6 ans et désignent un directoire pour 4 ans. Dans une SCOP sous statut SAS (Société par actions simplifiée), le président est élu par les salariés associés pour 4 ans. Il est évident que tous ces défenseurs du capitalisme et de l'entreprise privée voient d'un mauvais œil ce type de fonctionnement. Ils craignent que les salariés(es) s'en inspirent et qu'ils décident de se prendre en main et de gérer eux-mêmes leurs entreprises et les communes : dans

la mesure où ce qui est possible et qui fonctionne très bien pour les SCOP peut être aisément transposé à toutes les entreprises et aux communes. Le fonctionnement des SCOP pourrait bien être préparatoire et formateur pour demain à la mise en place d'une société autogestionnaire. Comme pour les SCOP, les travailleurs(es) après s'être appropriés collectivement les moyens de production seraient en mesure de gérer économiquement, socialement leurs entreprises ainsi que les communes. Ainsi, la société autogérée permettra à tous les membres de la société d'être partie prenante de la vie sociale, de l'organisation de la société. Et ce, sans dirigeant, sans institution décisionnaire. Et, ce n'est pas une utopie !

Justhom
(Groupe de Rouen)

ANTI-SEXISME

8 mars 2018, Journée internationale des femmes en France et dans le monde : Cris et chuchotements

Chaque 8 mars, les femmes se mobilisent, les formes d'actions évoluent et ne sont pas les mêmes dans chaque région ou pays. Mais surtout, le nombre de manifestantes diffère. Ce qui a marqué cette année, c'est d'une part, l'appel à la grève dans quelques pays, réitérant ce qui avait été organisé ces toutes dernières années en France, ou en Italie, et d'autre part, la multiplicité d'actions sur les différents territoires d'un même pays : la capitale n'est pas forcément le point de convergence.

Mais nous ne pouvons comparer l'ampleur de la mobilisation entre l'Espagne et la France. Et pour-tant, nous sommes dans une même situation mondiale où les femmes ont pris la parole comme ja-mais et soulèvent le couvercle du silence sur les harcèlements et autres violences, et de l'omertà sur les féminicides. A l'appel de 12 syndicats, une estimation de 5.3 millions de grévistes en Espagne ! Piquets de grève devant les grands magasins, perturbation dans les transports collectifs, absence de présentatrices et de vedettes femmes dans les médias. Et 200 000 personnes ont défilé à Barcelone, selon la police.

En France, du jamais vu, 8 syndicats ont signé un appel commun pour défendre les droits des femmes et certains ont appelé à la grève et à des actions à 15 h 40, heure symbolique à partir de laquelle les femmes ne sont plus payées, en raison de

l'inégalité salariale. Mais dans la rue, cela ne se voyait pas, ni à Paris ni ailleurs. Les associations féministes ont été peu rejointes par les militant·es syndicaux. En revanche, de très nombreuses initiatives ont émaillé le mois de mars, une chorale de 400 personnes à Rennes entonnant l'hymne des femmes et des chansons populaires, ailleurs des slams, des pièces de théâtre ou des films et des débats pour sensibiliser et former les jeunes et les moins jeunes dans de très nombreuses villes. Même la Confédération paysanne a rejoint les initiatives maintenant que 24.5% d'exploitations agricoles sont dirigées par une ou des femmes. Le quotidien français Libération, quant à lui, était vendu 25% plus cher aux hommes qu'aux femmes le 8 mars, pour symboliser l'écart salarial entre les sexes, qui est également de 25% en moyenne dans le pays.

En Pologne, une quarantaine de villes était mobilisée : brandissant des cintres en métal, symboles des avortements dangereux et illégaux auxquels les femmes ont recours, les femmes étaient descendues dans la rue pour défendre le droit à l'avortement que les évêques veulent interdire. Le projet de loi durcissant le texte en vigueur engendrera, s'il est voté, l'interdiction totale de l'avortement même en cas de malformation du fœtus, de viol, d'inceste ou de risque de santé pour la mère. Le 19 mars, le vote de la commission des droits et des libertés a

donné 16 pour le projet de loi et 9 contre. Un petit échantillon des inepties entendues lors des débats : « La femme ne peut se soustraire à l'obligation de maternité », « L'attitude eurocentrique nous conduit à la fausse perception des droits humains et au meurtre prénatal », « Les femmes partisans de l'avortement sont solidaires de la vie sexuelle désordonnée des hommes », « Certaines femmes se laissent influencer par la propagande et choisissent une solution de facilité ».

A Mossoul, la deuxième ville d'Irak, reprise en juillet dernier des jihadistes du groupe Etat islamique, 300 femmes ont participé à un marathon symbolique. Avec ce marathon de 900 m, elles veulent redonner leur place aux femmes trop longtemps tenues à l'écart. Les pancartes sont éloquentes : « Assez du mariage des mineures ! », « Brise ton silence et dis non ! », « J'ai le droit de m'exprimer libre-ment ».

A Istanbul, plusieurs milliers de femmes ont manifesté sous la haute surveillance policière : elles revendiquent plus de liberté et la fin du patriarcat. Les organisations de défense des droits des femmes dénoncent sans arrêt les déclarations sexistes des dirigeants turcs, particulièrement le Président Re-cep Tayyip Erdogan. Le 8 mars, il a rappelé qu'il souhaitait que les femmes Turques aient au moins trois enfants.

Des dizaines de milliers de femmes ont porté des t-shirts violets et des écharpes vertes pour défiler à Buenos Aires, au Mexique et dans plusieurs capitales latino-américaines et dénoncer la violence contre les femmes. En Uruguay, la marche massive, mais elle a été assombrie par l'assassinat d'une femme dans une ville du nord du pays. Les féminicides sont répandus dans les pays d'Amérique latine, avec à titre d'exemple le Mexique, où une vague de meurtres de femmes est en hausse depuis 2016, selon l'ONU. En 2016, on comptait au Mexique 2 746 féminicides, contre 2 324 en 2015. Les chiffres officiels de 2017, pas encore disponibles, dépasseraient les 2 000 cas.

Les manifestations dépassent souvent la seule question des droits des femmes : à Manille, des manifestantes portaient un bandeau sur lequel est écrit « Faire écho-uer la dictature ! ». Des centaines de militantes en chemises roses et mauves ont protesté le 8 mars, contre le Président philippin, Rodrigo Duterte, le comptant parmi les pires violeurs des droits des femmes.

« You rape, we chop » (Vous violez, nous coupons), était brandi lors de la journée internationale des femmes à New Delhi. Au Pakistan, « Mon corps n'est pas ton champ de bataille », était scandé lors d'une marche à Karachi.

Femmes et hommes étaient rassemblés pour le 8 mars autour du mouvement



#MeToo à Séoul, en Corée du Sud, le 8 mars. Ils demandaient que les auteurs présumés d'infractions sexuelles soient traduits en justice et que des mesures soient prises pour combler les écarts de rémunération entre femmes et hommes.

En référence au film « Three Billboards, les panneaux de la vengeance », trois grands panneaux publicitaires rouges ont été érigés devant le quartier général de la police à Pristina. « Encore combien d'appels manqués ? » demande le premier panneau. Les deux autres portent les noms de Diana Kastrati et Zejnepe Bytyqi, assassinées respectivement en 2011 et 2015 par leurs conjoints dont elles avaient dénoncé les violences à de nombreuses reprises auprès des autorités.

A l'aune des conditions faites aux femmes sur l'ensemble des continents dans ce système patriarcal, à l'heure des # postés dans le monde entier, des levers de voile en Iran condamnés par la prison, des combattantes en Syrie contre Daesh et l'Etat, c'est chaque jour que les femmes se battent pour survivre et gagner un peu plus de liberté. Le 8 mars, c'est toute l'année qu'il faut lutter !

Hélène Hernandez,
Groupe Pierre Besnard

LUTTES

A Orléans aussi les écolos se battent et font chier les capitalistes

Tous les écolos ne sont pas à Notre-dame-des-Landes en train de fêter la victoire au champagne -bio, évidemment- contre les projets bitumeux et aéroportuaires de Vinci ! D'ailleurs, il n'y a pas que Vinci qui veut détruire la planète pour un peu plus d'argent ! Il y en a pleins d'autres, moins médiatiques mais tout aussi dangereux. Il y a, par exemple, la famille Mulliez via son enseigne Décathlon. Il faut croire que ces individus, non seulement ne se sentent bien qu'en ayant les poches pleines de milliards d'euros, mais aussi en inscrivant leurs noms dans la longue série des destructeurs de l'humanité. Mais la résistance s'organise !

Ainsi, il y a Orléans, dans l'est de l'agglomération, entre la départementale D2060, les premières maisons de Saint Jean de Braye et la Loire, un petit bout de terre qui résiste, pour l'instant, à ces bétonneurs névropathes et mégalos. La cause : une bande de têtus écolos procéduriers ! Eh oui, certains sont comme ça à Orléans ! Depuis 2012, il font la nique à ces prétentieux, et à défaut de victoire définitive, il coûtent de l'argent à la famille Mulliez.

Mais parlons lutte avec Fabrice, de SPLF 45 :

Salut Fabrice, tout d'abord, parle nous de SPLF 45, de sa raison d'être et de son histoire.

Fabrice : Au début SPLF 45 était un collectif de riverains, qui a été créé au début 2012, suite à une réunion, à la mairie de Saint-Jean-de-Braye en décembre 2011, qui annonçait l'implantation sur la commune, d'un village Oxyane-Décathlon. Les premières per-

sonnes à se réunir, en opposition au projet, ont été les riverains du site puis, très rapidement, d'autres personnes de la commune les ont rejointes. Avec la transformation du collectif en association, courant 2012, d'autres personnes de l'agglomération orléanaise sont les ont également rejointes. C'est ainsi qu'est né SPLF 45 !

Dans les statuts de l'association, il est dit que SPLF 45 œuvre pour la préservation du commerce de proximité, des terres agricoles, de l'environnement et du cadre de vie.

C'est quoi un village Oxyane-Décathlon ?

Le projet Décathlon a été vendu, au début, par la commune comme étant un espace —pas comme un espace commercial, hein ?!—, mais comme un espace donc, dédié au sport et au bien-être... comme si Saint Jean De Braye était sous équipé en espaces naturels et infrastructures sportives ! En fait, en voyant les plans des bâtiments, on a tout de suite vu que ce projet, ce n'était pas juste quelques terrains de sports avec un magasin mais une véritable zone commerciale et que, en réalité, Décathlon se préservait non seulement le droit d'avoir un magasin dédié à la ventes d'articles de sport, mais aussi des magasins de restauration et d'hôtellerie. En gros, une banale zone commerciale comme toute les autres alors que l'agglomération orléanaise en est saturé de magasins de sport sans même compter les petits magasins de sport qui eux, sont quasiment indénombrables, à tel point

que déjà, en 2012, on pouvait déjà parler de suréquipement en terme de magasins de sport.

Ce futur centre commercial est prévu de se construire sur quelle surface ?

Dans les plans, le projet était présenté en 2 phases : une première phase de 16,5 hectares et une deuxième phase sur une vingtaine d'hectares. Dans les faits, une fois le projet construit, il est très facile de s'étendre car les terres restées libres sont très difficile d'accès pour les agriculteurs et leurs engins agricoles. Les agriculteurs, dans ce cas, préfèrent généralement vendre. C'est la technique du pied dans la porte !

Ces terres qui vont être bétonnées sont non seulement des terres agricoles, mais en plus se sont des terres inondables, n'est-ce-pas ?

Non, pas exactement ! Le terrain n'est pas une zone inondable mais une zone humide. On est largement plus haut que la Loire à cet endroit-là ! Sur ce type de sol, la faune et la flore sont typiques. En plus ces sols sont en permanence saturés en eau ce qui joue un rôle de zone tampon. C'est ce rôle-là qui a permis de limiter les inondations de Saint-Jean-De-Braye au printemps 2016 lors de la crue de la Loire et de la Bionne, la petite rivière qui passe non loin de là ! Tu comprends, l'eau, au moment de fortes précipitations, va s'infiltrer dans la terre ; cette infiltration de l'eau évite un excès de ruissellement et va fortement ralentir les flux d'eau, et

ainsi, éviter l'inondation des maisons en contre-bas. Si il y avait eu Décathlon, ces maisons de la commune auraient été inondées !

L'association a été créée en 2012 et depuis que c'est-il passé ? Combien de permis de construire ont été annulés ?

Aucun permis de construire n'a été annulé parce que simplement, Décathlon n'est jamais arrivée à cette étape-là ! On les a stoppés avant. Dans les faits, il y a plusieurs projets en parallèle. En résumé, pour ouvrir un magasin, il faut une autorisation d'aménagement commercial qui donne le droit à un permis de construire. Pour faire cela, il faut un permis d'aménagement pour pouvoir construire les routes d'accès, les réseaux d'eau et électrique. Ils ont demandé un permis d'aménagement commercial qu'ils ont obtenu. Puis ils ont demandé un permis d'aménagement commercial que SPLF 45 a contesté. On a gagné. Il ont fait appel et là on a perdu. Maintenant, on contre-attaque : cela sera le gros travail de l'année 2018. En parallèle, ils avaient posé un dossier jumeau avec une autre société sur la même parcelle pour jouer sur deux tableaux, mais ils ont abandonné ce projet jumeau pour se concentrer sur le premier projet. Pour ce dernier, on attend une décision en comité national d'aménagement commercial qui va avoir lieu en 2018.

Le projet Décathlon n'est donc, pour l'instant, ni gagné, ni perdu ?

Le projet est en suspens mais cela commence à sentir bon parce que, première-

ment, ils se retirent d'un des projet et, deuxièmement, leur permis d'aménagement est arrivé à expiration début 2018. Ils n'ont plus de permis : il faut qu'ils recommencent toute la procédure depuis le début.

Reparlons de l'association SPLF 45. Combien de membres ?

Le chiffre évolue tous les ans, mais en gros entre soixante et quatre-vingt personnes. Plusieurs organisations nous ont également rejoints comme par exemple, 2 autres organisations de protection de l'environnement et les amis de la Conf' pay-sanne...

Au niveau des autres personnes, est-ce que ce combat est perçu positivement ?

On a un ressenti surtout au moment des distributions de tracts ; il y a 5 ans, les gens étaient fatalistes et nous disaient : « De toute façon, c'est perdu d'avance ! ». Pour info, le magasin devait ouvrir fin 2015. dans le pire des cas, je me dit qu'on l'on leur a mis 6 ans dans la vue ! En fait on est en train de démontrer au gens que la lutte, ça paye ! Que ça vaut le coup de se bouger comme, à une autre échelle, Notre-Dame-Des-Landes . Les gens ont essayé de nous décourager et aujourd'hui, c'est gagné ; La seule chose que l'on est sur c'est de perdre les combats que l'on ne mène pas.

C'est notre conclusion pour aujourd'hui ! A un prochain combat !

Bonne et ultime nouvelle. L'interview a été



réalisé début février et Décathlon a officiellement abandonné son projet de magasin à Saint-Jean-De-Braye le 24 février 2018. Restons vigilant quand même...Je n'ai pas confiance en ces pourris.

Gu, Groupe Gaston Couté de la FA

ANTI FASCISME

La Horde

La Horde est un collectif antifasciste créé en 2012, autour de trois objectifs principaux : d'abord diffuser de l'information sur les activités de l'extrême droite (nous invitons celles et ceux qui s'interrogeraient sur ce que nous entendons par « extrême droite » à se rendre dans la FAQ de notre site pour le savoir) et les initiatives antifascistes, en particulier à travers notre site ; ensuite proposer des formations, à l'intention des groupes militants ou d'un public plus large ; enfin proposer du matériel antifasciste, à la fois pédagogique (brochures, cartographie, chronologie...) et militant (stickers).

La Horde n'est ni une organisation, ni même un réseau, ni un groupe local, mais un collectif au service des groupes antifascistes locaux, afin de proposer une « vitrine » des activités antifascistes, à la fois en France et à l'international et des outils mis à disposition des groupes et individus qui veulent s'opposer à l'extrême droite. C'est dans ce cadre que nous réalisons, chaque année, une petite radiographie des personnalités et groupes d'extrême droite, avec notre subjectivité certes, mais en essayant honnêtement d'être au plus près de la réalité : chaque année, des formations et des gens disparaissent ou apparaissent dans le schéma, en fonction de

leur actualité et des oublis des versions passées. Ce panorama est pensé pour permettre de façon visuelle de se repérer dans une nébuleuse aux contours pas toujours bien nets, d'autant que personne ou presque ne se revendique ouvertement « d'extrême droite », cette étiquette restant encore, et c'est heureux, difficile à assumer. Pour une présentation plus précise des groupes figurant sur le schéma, nous renvoyons les lectrices et lecteurs du ML à se rendre sur notre site: <http://lahorde.samizdat.net>

Cartographie de l'extrême-droite française. (Printemps 2018)

Le Rassemblement National, ex-Front National

Fondé en 1972 entre autres par les néofascistes d'Ordre nouveau, le Front National (FN) rassemblait au début des années 1980 différents courants de l'extrême droite, des plus traditionnels aux plus radicaux, sous l'autorité de son président Jean-Marie Le Pen. La scission de 1998 a affaibli le parti durant plusieurs années, jusqu'au congrès de Tours de 2010, où Marine Le Pen a succédé à son père avec la volonté affichée de s'affranchir des courants historiques du nationalisme français. Le FN a sous sa

présidence joué les équilibristes entre une ligne nationale-républicaine incarnée par Florian Philippot, et un courant national-conservateur menée par Marion Maréchal-Le Pen. Ce « nouveau » FN a tenté de rassembler autour de lui des groupuscules souverainistes comme le SIEL dans l'espoir de fondre le FN dans le paysage. En réalité, il a surtout permis à des personnalités comme Robert Ménard de profiter du FN sans s'engager à ses côtés, et à des radicaux comme Philippe Vardon, l'ex-leader des Identitaires, de s'inviter dans un FN prétendument dédramatisé (d'autant qu'on trouve, au plus près de Marine Le

Pen, des anciens du GUD comme Axel Loustau ou Frédéric Chatillon qui n'ont rien renié de leurs engagements de jeunesse). Arrivée au second tour de l'élection présidentielle de mai 2017, Marine Le Pen a déçu les attentes de son camp et le FN a connu depuis un an des troubles internes, avec le départ au lendemain de l'élection de celle qui se fait désormais appeler Marion Maréchal, et celui de Philippot en septembre dernier parti créer son propre mouvement, les Patriotes. Lors de son congrès de refondation, le Front national a changé de nom pour devenir le Rassemblement national.



2. Les républicains

Une grande partie de la droite conservatrice s'est lancée depuis bien longtemps (comme le Parti socialiste du reste quand celui-ci se retrouve au pouvoir) dans une course à l'échalote avec l'extrême droite sur les questions liées à la sécurité, à l'immigration et à « l'identité française ». Depuis l'arrivée à sa tête de **Laurent Wauquiez**, le parti libéral-conservateur a pris un virage à droite encore plus net, appuyé par le travail en son sein de différents courants et autres *think tanks* comme **Sens Commun**, qui assure un lobbying ultra-conservateur ou **Oser la France** qui opère une politique de la main tendue en direction des petites formations «souverainistes».

3. Les souverainistes

Le « souverainisme » est un cache-sexe du nationalisme qui s'est construit en opposition à l'Union européenne dans les années 1990, et dont l'un des pionniers est le **Mouvement pour le France** fondé par **Philippe de Villiers**. De nombreuses petites formations de ce courant tentent chacune de leur côté de fédérer les autres autour d'elle, et de créer des passerelles entre les partis nationalistes et les autres mouvements, de droite ou de gauche (le «souverainisme» de gauche étant lui aussi une réalité). Certains ont soutenu **Marine Le Pen** au second tour de la présidentielle de 2017, comme le **CNIP** ou **Nicolas Dupont-Aignan**, le président de **Debout la France**, mais sans donné suite à des accords électoraux. D'autres, comme les **Patriotes** de l'ex-numéro 2 du FN **Florian Philippot** rêvent d'un souverainisme des deux rives» Enfin, d'autres, comme l'**UPR** de **François Asselineau**, pimentent leur souverainisme d'une dose de complotisme.

4. Les néoréactionnaires

Collectif réactionnaire soutenu par la droite catholique, la **Manif pour Tous** (LMPT) a organisé en 2012-2013 des manifestations massives contre le projet de loi sur le mariage homosexuel. Mobilisés sur le thème de la défense de la famille traditionnelle et de l'homophobie, ses militants étaient invités à privilégier l'entrisme. Si LMPT semble aujourd'hui

s'être essoufflé, d'autres structures, plus discrètes, comme l'**Avant-Garde**, cherchent toujours à rassembler diverses tendances conservatrices pour faire du lobbying. Elles peuvent compter sur des sites ou des revues, comme ***L'Incorrect***, et sur des chroniqueurs comme **Eric Zemmour** ou **Elisabeth Levy**, ou politique comme **Jean-Frédéric Poisson**, président du **Parti Chrétien Démocrate**, qui n'hésite pas à afficher ses positions anti-avortement.

5. Les catholiques traditionnalistes

Les réseaux catholiques traditionnalistes sont denses, disposent de médias (le journal ***Présent***, seul quotidien nationaliste ou **Radio Courtoisie**) et même d'une association contre la «christianophobie» et le «racisme anti-blanc», l'**Agrif**.

Avec comme mot d'ordre «Dieu, Famille, Patrie», **Civitas** en est la principale organisation d'agitation politique. Animé par **Alain Escada**, **Civitas** compte dans ses rangs **Alexandre Gabriac**, un ancien du FN et de l'Œuvre française (ouvertement pétainiste et aujourd'hui dissoute), qui anime sa branche jeune, **France Jeunesse Civitas**.

La lutte contre l'IVG est l'un des principaux combats politiques des catholiques traditionnalistes : les « Marches pour la vie » organisées chaque année rassemblent plusieurs milliers de personnes. Si les petits groupes qui prient devant les cliniques rassemblent des personnes âgées, des jeunes sont aussi parfois investis dans cette lutte, à l'instar des **Survivants**, apparus en 2016. La **Fondation Lejeune**, qui existe depuis 1996, associe un travail de recherche scientifique sur les maladies génétiques, et un engagement militant contre l'avortement.

6. Les nostalgiques du FN à Papa

Ironie de l'histoire, **Jean-Marie Le Pen**, fondateur et président du FN pendant 40 ans a été depuis 2015 mis au ban du parti par sa propre fille. À près de 90 ans, difficile de lui donner un avenir politique, mais son charisme lui permet de jouer les vedettes au sein de l'extrême droite radicale et de rassembler quelques ex-frontistes au sein des **Comités Jeanne**.

Fondé en 2009 par **Carl Lang**, ancien

n°2 du FN, le **Parti de la France** tente d'incarner ce qu'était le Front des années 1980, c'est-à-dire une structure institutionnelle regroupant toutes les tendances de la mouvance nationaliste, y compris les plus radicales. Allié aux **Comités Jeanne**, ses résultats électoraux restent insignifiants, et sa composition militante, allant de notables d'extrême droite aux **skinheads**, a tout de l'auberge espagnole.

Synthèse Nationale (SN) est une revue dirigée par **Roland Hélié**, dont la ligne éditoriale est « pas d'ennemi à l'extrême droite ». Tous les ans, SN organise une «Journée nationale et identitaire», qui a regroupé l'an passé, entre autres, **Jean Marie Le Pen**, **Alain Escada**, **Carl Lang**, **Steven Bissuel**, **Richard Roudier** et **Serge Ayoub**...

De son côté, la **Ligue du Sud** a été créée en 2005 avec les **Identitaires** et des anciens du FN par l'actuel maire d'Orange, **Jacques Bompard**, ancien membre fondateur du FN, et élu maire en 1995 sous cette étiquette. La **Ligue du Sud** se caractérise par son implantation locale, sa fidélité à des positions radicales et une indépendance assumée à l'égard du FN.

7. Les groupuscules radicaux

Né à la fin du XIX^e siècle, l'**Action française** (AF) est le plus vieux mouvement nationaliste en activité. Mouvement royaliste autrefois école de formation d'extrême droite, l'AF, présidé par **S. Blanchonnet**, organise toujours des rassemblements ou des débats, mais depuis un an environ, se signale aussi par quelques actions « coup de poing », attirant à lui une nouvelle génération de militants.

Le **GUD** n'existe plus qu'à Paris où l'activité des gudards se résume à des collages de stickers et quelques conférences. À Lyon en revanche, le **GUD** mené par **Steven Bissuel** est devenu en mai 2017 le **Bastion social**, une pâle imitation de la **Casapound** italienne. En occupant durant deux semaines un lieu où il prétendait aider les « Français de souche », le **Bastion Social** s'est fait de la publicité sans véritablement n'aider personne. Depuis, d'autres lieux se sont ouverts sous ce nom à Strasbourg, Chambéry, Aix en Provence ou Marseille, servant de lieu de réunion plutôt que de lieu d'accueil « social ». Les **Identitaires** tentent depuis leur création en 2002 de se démarquer de l'ex-

trême droite traditionnelle. Sans référence idéologique, ils ont misé sur la communication et Internet. Génération identitaire, sa structure jeune, est ainsi mise en avant lorsqu'il veut faire le buzz. Mais les **Identitaires** ne sont pas arrivés à se créer un espace politique distinct : le départ au FN de **Philippe Vardon**, son principal leader, a affaibli sa position. D'autres groupuscules encore plus confidentiels se revendiquent ouvertement du fascisme historique. C'est le cas du **Parti Nationaliste Français** (PNF) qui s'inscrit dans la continuité l'Œuvre française dissoute à l'été 2013, proche des nostalgiques de Vichy ou de l'Algérie française. Il est aujourd'hui quasiment inexistant. Dans la même veine, on peut également par charité citer la **Dissidence française** de **Vincent Vauclin**.

8. Les skinheads d'extrême droite

S'il n'existe pas d'organisation **skinhead** fédérant tous les groupes au niveau national, il existe des bandes informelles locales, qui pour la plupart ont une durée de vie très limitée, mais qui se font remarquer par leur activisme violent. Depuis la dissolution en 2013 des **JNR** et de **Troisième Voie** de **Serge Ayoub** (qui s'est recyclé depuis en fondant un club de bikers les **Black 7 France**), les skins d'extrême droite se sont de nouveau éparpillés dans la nature. Pour les distraire, certains comme **Pride France** (qui organise des tournois clandestins de free fight) ou d'autres organisent des concerts néonazis, dont l'objectif est cependant autant mercantile que véritablement militant.

9. L'extrême droite sur internet

Ancien du **GRECE** et du **Club de l'Horloge**, **Jean-Yves Le Gallou** a quitté le FN au moment de la scission, avant de créer en 2003 un *think tank* d'extrême droite, **Polémia**, qui prétend faire la promotion de la « réinformation », qui consiste à redonner aux thèses d'extrême droite une certaine visibilité dans l'espace médiatique, en développant en particulier ses propres médias.

Prétextant une information « plurielle » et la volonté de se démarquer des médias « officiels », des sites comme **Breizh Info** ou **Lengadoc info** se sont spécialisés dans les tribunes offertes à l'extrême droite. Loin d'offrir une information honnête, elles ne font que relayer ses contrevérités racistes et sexistes. Certains sont

sans conteste ancré à l'extrême droite (comme **Méridien Zéro** ou **TV Libertés**) tandis que d'autres adoptent une stratégie confusionniste plus ou moins volontaire.

Créé en 2007, **Riposte laïque** exprime son islamophobie obsessionnelle sur son site et offre un tribune à de nombreux militants nationalistes aussi isolés qu'eux, comme **Richard Roudier** de la **Ligue du Midi**.

Fondé par **Alain Soral** en 2007, **Égalité & Réconciliation** avait à l'origine comme ambition de regrouper nationalistes de droite et patriotes de gauche. Mais depuis, **E&R** n'est plus que le fan-club de **Soral**, qui se caractérise par un antiféminisme et un antisémitisme virulents. Le négationnisme peut en tout cas remercier **E&R** et **Dieudonné** qui auront contribué à faire connaître ses thèses délirantes : ainsi, **Robert Faurisson** est devenu une « vedette » chez les « dissidents », et **Vincent Reynouard** a pu étendre son auditoire. Dans le sillage d'**E&R**, qui a mis le pied à l'étrier à certains d'entre eux, divers individus, comme **Daniel Conversano** ou **Ismail Ouslimani** alias **Raptor Dissident**, se sont fait un nom sur Internet à travers des vidéos dans lesquelles ils exhibent leurs racisme, leur sexisme ou leur amour du nazisme en toute décontraction. De vieux briscards comme **Henri de Lesquen**, devenu dans un premier temps malgré lui une icône geek, peuvent parfois faire ainsi un come-back à moindre frais. Cet activisme virtuel, qui consiste principalement à s'inviter les uns les autres pour dire toujours la même chose, peut donner l'illusion d'une communauté soudée : mais l'égo-centrisme de ces « stars » éphémères débouche davantage sur des embrouilles et des « clashes » que de véritables projets politiques.

La Horde

CHRONIQUES NÉPHRÉTIQUES

Le joli petit cadeau fiscal empoisonné...

Youpi youpla ! Monsieur et madame Quidam sont joyeux, ils ne payeront plus de taxe d'habitation. « Youpi youpla ! Ça nous fera davantage de pouvoir d'achat ! Macron l'avait promis et il tient sa promesse : voilà un bon gars ! »

La taxe d'habitation n'est pas bien calculée donc elle est injuste ? Soit. Donc il faut la supprimer ? Admettons. Et après ? En quoi est-ce un cadeau ? Des milliards qui vont manquer aux collectivités locales. Tout le monde se doute bien que l'argent devra être pris ailleurs.

Le ministre Lemaire a dit qu'il ne créerait pas de nouvel impôt. Alors comment ? Par la CSG ? Bercy n'est pas pour. En augmentant les impôts fonciers ?

A l'échelle d'une ville, que va-t-il se passer ? Après la suppression de la taxe professionnelle, ce sont les recettes dynamiques d'une commune qui disparaissent. Et les communes deviennent dépendantes des dotations de l'Etat. Le scénario est connu et critiqué par tous les maires de France ou presque : au début l'Etat va verser, remplacer les sommes manquantes puis les diminuer au fur et à mesure.

A l'échelle d'une ville de 13000 habitants, suite aux transferts de compétences lors de la décentralisation, à la suppression de la taxe professionnelle, aux baisses de dotations de fonctionne-

ment de l'Etat et de solidarité communautaire, c'est plus de 5 millions d'euros qui manquent. La moitié du financement de la nouvelle école de mes gamins. Elle sera construite de toutes façons ? Oui, les travaux ont démarré. Mais la Ville devra emprunter. (D'ailleurs, si on réfléchit bien : pourquoi les écoles maternelles et primaires sont-elles à la charge des communes et ne bénéficient d'aucune subvention ? Contrairement à, par exemple, une salle des fêtes...)

Donc il faudra « économiser », c'est-à-dire trancher dans des dépenses. Monsieur Quidam va voir les tarifs de la crèche et de la piscine augmenter... L'enveloppe attribuée à la médiathèque sera

diminuée ? Le service de cantine sera privatisé ? Plutôt qu'avoir des cuisiniers sur place on fera venir des barquettes avec des plats faits à des kilomètres d'ici ? Les contractuels ne seront pas repris, et les titulaires qui partent à la retraite ne seront pas remplacés.

« L'Etat veut faire des économies », c'est le discours officiel. Nous ne sommes pas obligés d'y croire... Parce que toutes les conséquences de sa politique ne nous coûteront pas moins cher : Une cantine privée ne coûte pas moins cher, et à long terme la qualité des repas donc la santé des gamins s'en ressentira. Et tôt ou tard cela aura un coût. Par contre cela permet de supprimer de l'emploi public. Supprimer des fonctionnaires. Où l'on voit une fois de plus l'ineptie de l'opposition public/privé. L'Etat supprime des emplois publics donc l'Etat est au service de qui ? Du

privé. Autrement dit, du capitalisme. La tactique est utilisée partout dans les hôpitaux, à la CAF, à la SNCF... : dégrader les services publics, créer des dysfonctionnements et des déficits pour dénoncer ensuite « la gabegie », « l'incompétence », « la mauvaise gestion », « l'inefficacité des fonctionnaires »...

Servir le capitalisme d'une manière ou d'une autre. Remplacer des gens avec des statuts qui les protègent par des gens corvéables et jetables.

Youpi youpla ! Madame et monsieur Quidam sont joyeux, ils ne paieront plus de taxe d'habitation...

Youpi youpla ! Et ils ne paieront plus de cotisations salariales, maladie et chômage ! Youpi youpla ! ça leur fera davantage de pouvoir d'achat... Encore un cadeau ! ? Vous êtes trop bon Monsieur le président !

Cela ressemble à une mauvaise pub de supermarché : on nous vend des produits en nous vantant nos super pouvoirs (d'achat). Pour nous faire oublier que nous n'avons aucun pouvoir, et surtout pas celui de décider de quoi que ce soit...

Rodkol.

HUMEUR

Chemise arrachée : affaire à suivre

Lundi commençait le procès en appel des douze salariés d'Air France condamnés en première instance dans l'affaire dite « de la chemise arrachée ». Rappelons, c'était en 2015, la Direction d'Air France annonçant un plan de restructuration prévoyant la suppression de 2900 postes. Les salariés manifestèrent leur mécontentement et exigèrent des explications du DRH (Xavier Broseta) qui, fuyant ses responsabilités laissa sa chemise aux mains de ses poursuivants. Plainte de la Direction avec l'appui immodéré du Premier ministre « socialiste » Vals pour condamner douze de ces manifestants (presque tous membres de la CGT). Outre les amendes, trois d'entre eux ont été condamnés à des peines de trois et quatre mois de pri-

son (avec sursis). Ces douze salariés et ex-salariés repassent donc en jugement en appel, à raison de cinq séances jusqu'au 20 mars. Le premier jour (12 mars) une cinquantaine de personnes (principalement CGT et FO) s'étaient rassemblées devant le Palais de Justice de Paris pour les soutenir avec une flopée de médias (presse écrite, radio, TV). Malgré cela peu d'images ont circulé sur nos écrans, raison de plus pour aller les soutenir comme nous l'avons déjà fait hier. Défendre les libertés syndicales, c'est défendre les droits de tous les exploités, c'est nous défendre toutes et tous.

Ramón
(groupe anarchiste Salvador-Seguí)



COMMUNIQUÉ

Communiqué de la Fédération Anarchiste de Rio de Janeiro 15 mars 2018

La Fédération Anarchiste de Rio de Janeiro (FARJ) tient à exprimer sa solidarité envers la famille, les amis et les membres du parti et de Marielle Franco, militante et conseillère du Parti Socialisme et Liberté (PSOL). Nous exprimons également notre solidarité envers la famille d'Anderson Gomes, le chauffeur de Marielle lui aussi assassiné le 14 [mars].

Marielle était une militante de longue date en faveur des droits humains et pour la garantie des droits sociaux dans les favelas, et son assassinat a toutes les caractéristiques d'une exécution. Ajoutez à cela le fait que Marielle est membre de la commission de l'ALERJ

[*Assembleia Legislativa do Estado do Rio de Janeiro*] qui a suivi l'intervention militaire et fédérale à Rio de Janeiro, ce qui rend le fait encore plus suspect.

Nous savons que la période dans laquelle nous vivons est sombre: l'intervention militaire actuelle, qui aggrave le processus de génocide de la population noire dans les favelas de Rio de Janeiro; la progression du néolibéralisme qui aggrave l'inégalité sociale dans tous les pays; le retrait des droits sociaux des travailleurs ruraux et urbains. Toutes ces mesures ont été accompagnées par la criminalisation des combattantes et des combattants sociaux qui se lèvent pour défendre le peuple.

Les menaces contre le militantisme qui dénonce les crimes odieux commis par l'État brésilien sont constantes. Mais elles ne nous effraient pas.

Nous exigeons une enquête immédiate sur sa mort.
Nous exigeons justice pour Marielle Franco!

Ne jamais pardonner, ne jamais oublier

Lutter n'est pas un crime!

15 mars 2018

Vers une dictature militaire au Brésil ?

L'intervention militaire à Rio de Janeiro n'est que l'extension de la politique pratiquée plus objectivement dans les favelas de la capitale ces dix dernières années. Ce qui était une particularité applicable aux zones périphériques, contre les «classes dangereuses», s'étend maintenant à toute la ville et à ses environs. Au moment de l'occupation du complexe de favelas Alemão (2010) et Maré (2014) le scandale était mineur, parce que les cibles privilégiées ou exclusives étaient les Noirs et les pauvres. Bien que l'intervention militaire actuelle ait ses propres raisons conjoncturelles, très évidentes en année électorale, elle n'en est pas moins génocidaire et raciste. Ses cibles prioritaires dénoncent la longévité de ses vraies motivations. Quant à l'armée, qui, après la guerre du Paraguay (1865-1870) avait refusé de demeurer « capitaine de la forêt » (1) (chargé de la capture d'esclaves en fuite), elle

semble renouer maintenant avec cette tâche. En dépit du temps écoulé, elle reprend la lamentable fonction de harcèlement et d'élimination des descendants des Quilombolas (esclaves installés dans le Quilombos). Si l'intervention est également un aspect important du projet qui vise à retirer les droits sociaux des travailleurs, pour qui ne jouissent même pas de ces droits, c'est plutôt une menace de mort !

A.S.

Au Brésil, le «capitaine de la forêt» était le serviteur d'une ferme ou d'une fabrique chargé de capturer des esclaves fugitifs. Dans la société brésilienne, ils jouissaient d'un très faible prestige social. A la fin de l'esclavage en 1887-1888, quand les esclaves ont fui en masse des fermes de la province de São Paulo, les chefs de l'armée, en profitant du prestige des combattants de la guerre du Paraguay, ont refusé d'assumer la tâche méprisée de capturer des esclaves.

COMMUNIQUÉ

De nos camarades de Rio de Janeiro de la LIGA (adhérente à l'IFA), sur l'intervention militaire dans la sécurité publique de Rio de Janeiro.

Avec la décision récente du gouvernement fédéral, en accord avec le gouvernement de l'État de Rio de Janeiro, d'envoyer de nouveau l'armée pour agir en tant que force de police dans cet État, la Ligue anarchiste de Rio de Janeiro tient à divulguer ses réflexions sur cette conjoncture et de la partager publiquement avec toutes les personnes qui l'accompagnent dans ses réseaux de communication.

Face au chaos politique et financier installé à Rio de Janeiro depuis des années, le gouvernement de l'État a assumé son effondrement institutionnel complet en acceptant une intervention fédérale profonde dans le domaine de la sécurité publique. Telle est la façade justifiant l'intervention militaire telle qu'elle est exposée dans les journaux des grands groupes qui sont diffusés dans le pays. Une partie de cela est une réalité indéniable ; cependant, il y a des éléments cachés beaucoup plus profonds dans l'initiative mise en œuvre par l'État et les gouvernements de la fédération. Depuis de nombreuses années, Rio de Janeiro est

un laboratoire de politiques répressives conceptualisées à la légère comme des «politiques de sécurité publique». Un tel laboratoire offre des techniques raffinées de manipulation de l'opinion publique et la dissimulation systématique des véritables objectifs des occupations militaires dans les favelas de la ville. C'est donc une articulation profonde entre les médias contrôlés par les élites, la démolition et la précarisation continue et progressive des services publics, la détérioration des relations de travail et la mise en place dans toutes les sphères de pouvoir d'une structure mafieuse persistante et enracinée qui couvre de nombreuses activités particulièrement nuisibles aux travailleurs et aux opprimés de la société. En bref, il s'agit de créer un sentiment d'insécurité continu, générant la désinformation et appliquant un ordre violent et vertical sur les classes populaires qui vivent dans les banlieues et les favelas. La politique publique des gouvernements de Rio de Janeiro, du Brésil, est la peur. C'est la Terreur d'État quotidienne et insistante, employée à maintes reprises tout au long de l'histoire de notre continent

pour contrôler les prétendues «classes dangereuses». Depuis les réunions de l'ECO92 (1), Rio de Janeiro a fait l'objet d'au moins trois interventions (ou actions, articulations) de la part des militaires dans le domaine de la répression, également connu sous le nom de sécurité publique. Le plus récent a été l'occupation des complexes de favelas de Maré et Alemão en vertu des méga-événements sportifs menés par les troupes du commandement militaire oriental, le même qui opère actuellement dans notre région. Dans une telle opération, le coût estimé des activités de la troupe était de plus de 1,5 million de reais par jour. Si nous tenons compte du fait que la zone d'opération est beaucoup plus grande aujourd'hui pour les troupes militaires, nous devons dire qu'ils mentent quand ils disent qu'ils n'ont pas d'argent pour la sécurité, la santé, l'éducation à Rio de Janeiro ou au Brésil. Il faut se demander si ce n'est pas seulement une «diversion» pour créer de nouveaux «sauveurs» pour de nouvelles élections. Ce que nous verrons dans les prochains mois à Rio de Ja-

neiro sera un spectacle médiatique qui n'a rien à voir avec la sécurité publique ou avec le contrôle d'une prétendue escalade de la violence. Il s'agit d'un jeu politique dangereux qui implique des personnages différents et entraînera sûrement un bain de sang regrettable. Dans ce spectacle il n'y a pas un objectif mais plusieurs :



La militarisation progressive des autres États de la fédération à partir des données qui ressortiront des analyses en cours du laboratoire militaire de Rio de Janeiro, tenant compte des souhaits de l'industrie de l'armement et du maintien et de l'expansion de la répression des classes dangereuses, du génocide systématique des pauvres, Noirs, paysans et peuples autochtones.

Les élections générales. À titre d'exemple, le PPS [Partido Popular Socialista] discute déjà de la candidature éventuelle du ministre de la Défense, Raul Jungmann, au gouvernement de l'État, profitant du vide politique à Rio de Janeiro et prédisant le déroulement de la campagne militaire en cours dans l'État.

Il est temps de réarticuler les réformes « néolibéralisantes » tout en bloquant toute possibilité d'amendement constitutionnel dans l'agenda politique institutionnel. Par exemple: les votes sur le droit à l'avortement qui étaient prévus pour ce semestre et aussi la réforme des retraites qui vise à augmenter l'âge de départ.

D'autres questions restent encore ouvertes, qui s'éclairciront au cours de l'occupation militaire et qui dépendent d'une réglementation par décret qui tombera dans les prochains jours, comme le contrôle des prisons par le commandement de l'armée avec sa longue histoire de torture, le « permis de tuer » et l'utilisation de mandats de perquisition et de saisie collective, qui présentent de grands risques pour les libertés individuelles et les droits humains fondamentaux. D'autres éléments restent encore à éclaircir lors de l'occupation militaire et dépendent d'une réglementation par décret qui sera édictée dans les prochains jours, comme le contrôle des prisons par le commandement de l'armée avec sa longue histoire de torture, l'autorisation de tuer et l'utilisation de mandats de perquisition et de saisie collective, qui présentent de grands risques pour les libertés individuelles et les droits humains fondamentaux. Ce mandat est un document de recherche et de saisie qui peut couvrir de vastes zones, des quartiers entiers, sans spécifier d'adresse fixe pour les actions de recherche. S'il est approuvé et utilisé, il constituera un autre élément de la terreur d'État, donnant lieu à divers abus, violations de résidences sans enquête préalable, créant un précédent très dangereux surtout pour ceux qui vivent déjà dans des situations de grande vulnérabilité sociale et économique. On pourrait dire que cette pratique est déjà courante dans les périphéries et les favelas du pays, mais nous serions naïfs de ne pas percevoir la différence entre la procédure quotidienne d'illégalité en tant que pratique policière et son officialisation. En fin de compte, nous considérons que la politique publique de la peur ne sert au couple capitalistes-gouvernants qu'à contrôler, dominer et exploiter. Cette politique publique de la peur est créée par l'État de Rio de Janeiro et son équivalent national – le gouvernement national – et elle est soutenue et promue par le marketing des grandes entreprises médiatiques ; elle est portée dans nos rues, quartiers, périphéries, favelas, communautés, dans les villes et les champs, par les troupes militaires des forces armées et des milices. Un exemple : l'initiative de créer une société de sécurité par les contrôleurs de l'armée à Rio de Janeiro.

Ici, le capitalisme confisque définitivement et commercialise un secteur de plus de la vie sociale, jusqu'alors monopole d'État et maintenant partagé par les deux. Nous notons la préfiguration d'une nouvelle phase dans l'organisation de la société et de l'économie, à savoir l'État des entrepreneurial et la démocratie des « mégacorporations ». Un nouvel être humain est né: la personne Marchandise Citoyen-Citoyen Marchandise.

Nous appelons les compagnons et compagnes qui travaillent, qui sont en situation de précarité, sans emploi, dans les rues, dans les quartiers, dans les banlieues, dans les favelas, à la campagne et dans les villes à s'organiser, à résister, à se battre. Nous appelons tout le monde à s'auto-organiser de manière autonome et à produire de manière autonome par rapport à l'État, aux partis politiques et aux employeurs. Nous appelons à la grève générale féministe le 8 mars 2018 comme premier pas contre la réforme des retraites, la fin du harcèlement et des abus sexuels, la fin du régime machiste et du système patriarcal, pour la reconquête de nos droits syndicaux volés en 2017, la fin de la taxe syndicale, la fin du syndicat unique et pour la libre organisation des travailleurs à la base, pour la justice sociale, l'égalité économique dans la construction d'une société libre.

Publié le 25 février 2018 par la LIGA de Rio de Janeiro.
Traduction : R.B.

(1) *La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, ou ECO 92, eut lieu à Rio de Janeiro du 3 au 14 juin 1992. Ce fut une réunion de dirigeants mondiaux à l'occasion de laquelle il fallut faire de la cidade maravilhosa (ville merveilleuse, expression désignant Rio de Janeiro) une véritable forteresse. Le gouvernement brésilien fit venir des policiers de tous les coins du pays pour assurer la sécurité. (NdT)*

COMMUNIQUÉ

Pour nos mortes, pas une minute de silence, mais une vie de lutte !

La marche mondiale des femmes exprime sa tristesse et profonde indignation suite à l'assassinat de Marielle Franco, militante féministe et conseillère municipale du PSOL — Parti Socialisme et Liberté — dans la ville de Rio de Janeiro, au Brésil. Elle a été assassinée dans sa voiture le mercredi 14 mars. Nous exigeons une enquête immédiate pour que son assassinat ne reste pas impuni et sommes solidaires avec les camarades du PSOL, la famille et les amis de Marielle dans ces moments de douleur. Marielle, une femme noire de la favela Maré, était une militante d'une extrême importance pour le mouvement féministe dans l'État de Rio de Janeiro. Elle a guidé la construction de politiques publiques pour les femmes dans la ville - en mettant l'accent sur la lutte contre la violence et la défense des droits sexuels et reproductifs des femmes. Elle avait récemment été nommée rapporteuse de la commission du conseil municipal chargée de surveiller l'intervention militaire à Rio de Janeiro.

Des indices solides indiquent que l'assassinat de Marielle a été une exécution politique motivée par les graves accusations que la conseillère municipale avait récemment formulées contre la barbarie des interventions de la police militaire dans les favelas de Rio de Janeiro, et plus particulièrement dans le bidonville d'Acari, le dimanche 11 mars. Nous ajoutons notre voix à celles qui dénoncent le meurtre de Marielle comme la première exécution politique de l'intervention militaire dans l'État de Rio de Janeiro. C'est un acte criminel qui

cherche à nous faire taire. Nous dénonçons l'état d'exception au Brésil, permettant aux forces fascistes d'agir sans aucune limite au sein de notre société. L'exécution de Marielle est une tentative d'intimider tous ceux qui luttent contre la violence d'état et contre l'inégalité. La répression des enseignants et fonctionnaires publics à São Paulo le jour même de son assassinat témoigne également de ce climat de violence. Ils étaient venus exprimer leur opposition au projet de loi visant à réduire les salaires des fonctionnaires pour compenser le prétendu déficit de la sécurité sociale dans la ville. Nous continuerons à renforcer la lutte exprimée par les mouvements de masse du 8 mars : exiger la démocratie pour la vie des femmes. Nous élevons notre voix pour dire que rien ne nous arrêtera, et qu'on empêchera pas la construction d'une société juste et équitable pour les femmes et pour tous les Brésiliens. La MMF du monde entier rejoint les de-



mandes d'enquête sur l'assassinat de Marielle Franco et les mobilisations contre les autorités responsables de cette enquête.
Nous serons en marche jusqu'à ce que toutes les femmes soient libres !

Marche mondiale des femmes Brésil
- 15/03/2018



INTERNATIONAL

8 mars en Espagne

Les images sur nos écrans étaient impressionnantes : cette année, la Journée internationale des droits des femmes a pris une ampleur inimaginable en Espagne. Organisations féministes et syndicats radicaux (dont la CNT et la CGT espagnoles) appelaient à une « grève générale féministe » de 24 heures. L'UGT et les CC.OO, éternels syndicats accompagnateurs du système capitaliste ont tenté de diviser le mouvement à appelant à un simple arrêt de deux heures. Peine perdue, l'effet démobilisateur n'a pas eu lieu, au contraire on a pu assister à un véritable tsunami féministe à travers tout le pays : 300 manifestations pour dénoncer machisme, harcèlement, féminicide, inégalités de salaires ... Même si l'Espagne est pionnière en Europe dans la lutte contre les violences faites aux femmes, il n'en reste pas moins que 49 d'entre elles sont mortes l'année dernière sous les

coups de leurs compagnons. Jamais à court d'une ânerie à débiter, deux membres du Parti Populaire au pouvoir, Cristina Cifuentes Cuencas, présidente de la Communauté de Madrid, et Isabel García Tejerina, ministre de l'agriculture, pêche, alimentation et environnement (rien que ça !), avaient suggéré aux femmes de faire une grève « à la japonaise », c'est-à-dire de faire du zèle, c'est-à-dire de travailler plus pour gagner ... rien de plus. Tollé à gauche, tollé dans les organisations radicales, tollé chez les femmes. Réponse de ces dernières : elles étaient près de six millions à protester dans les rues et à cesser le travail. Tout a commencé à minuit à Madrid par un concert de casseroles pour « réveiller la société et les pouvoirs publics ». Puis, arrêt des trains et métros, piquets de grève devant les grands magasins avec appel à stopper la consumma-

tion ce jour là, ou plus ironique : statues d'hommes célèbres affublées d'un plumé. Sur les ondes comme à Cadena Ser (radio la plus écoutée outre-Pyrénées) aucune voix féminine. À la TV les animatrices étaient aux abonnés absentes. Dans la presse écrite comme par exemple El País, pas d'articles de femmes. Et partout, partout, des foules compactes de femmes dans les rues, reprenant des chants révolutionnaires féministes, scandant les slogans anti-patriarcaux, marquant la fin de l'individualisme, de l'isolement et démontrant au contraire, le renforcement du collectif. De bon augure pour le futur. Pour un 8 mars les 364 autres jours de l'année ... en Espagne comme ailleurs.

Ramón Pino
(Groupe anarchiste Salvador-Seguí)



INTERNATIONAL

8 mars : communiqué CNT

Les femmes de tout le pays ont répondu à l'appel du mouvement féministe et sont descendues massivement dans la rue hier (8 mars) pour la première grève générale féministe à laquelle la CNT, avec d'autres organisations syndicales, appelait les salarié.e.s.

Après une matinée d'intense activité et d'information des piquets de grève dans les entreprises, les manifestations de l'après-midi ont vu la participation de centaines de milliers de personnes selon les estimations les plus basses.

Les centres villes du pays ne suffisaient pas à accueillir les participants à ces manifestations jamais égalées depuis l'époque du 15M (mouvement des Indignés). À Madrid, Barcelone, Valence, Saragosse ou Bilbao, les centres urbains ont été complètement paralysés.

La CNT, qui avait échangé son traditionnel drapeau rouge et noir pour adopter le violet et noir, a participé aux manifestations de nombreuses villes en faisant bloc avec le syndicalisme de lutte, rendant effective l'unité d'action dans les différentes branches d'industrie et entreprises.

La CNT considère comme un succès l'appel à la première grève générale féministe de 24 heures, malgré l'œuvre de désinformation menée par certains médias inféodés au gouvernement, le boycott de l'UGT, des CCOO, de l'ELA et du LAB (*), et les obstacles posés par l'administration dans les négociations des services publics.

(...) À la CNT nous pensons que le succès de la première grève féministe est indiscutable. Nous espérons avoir contribué en tant qu'organisation à l'appel à la grève de 24 heures, à la propagation des revendications féministes, et à la réussite indéniable de la participation aux différentes mobilisations fémi-

nistes qui se sont déroulées toute la journée d'hier (8 mars) et qui ont abouti aux historiques manifestations ayant eu lieu l'après-midi dans toutes les villes du pays.

Par ailleurs, la CNT dénonce les pratiques antisyndicales et portant atteinte au droit de grève dans de nombreuses entreprises, contre lesquelles seront engagées dans les prochains jours les procédures légales adéquates.

La CNT félicite en ce jour le mouvement féministe et appelle tou.te.s les travailleuses et travailleurs à poursuivre la lutte contre le patriarcat et le capitalisme dans tous les milieux et à tous les niveaux. Parce que, femmes et hommes, nous devons nous opposer à l'exploitation sous toutes ses formes, comme seule manière de changer les comportements, pour une autre sexualité et une autre économie, où n'ait pas sa place ce système hétéropatriarcal, injuste, caduc et agonisant dont nous souffrons.

Mais hier ce n'était u'un début. Aujourd'hui, 9 mars, nous continuerons à œuvrer avec une nouvelle énergie pour que la lutte pour le féminisme et l'égalité ne soit pas le succès d'une journée mais devienne une réalité quotidienne dont nous revendiquons sans relâche la nécessité depuis la création de notre organisation.

Traduit du castillan par Ramón Pino

Note :

UGT : Union générale des travailleurs
CCOO : Commissions ouvrières
ELA : Solidarité des travailleurs basques
LAB : Syndicat des travailleurs basques

INTERNATIONAL

8 mars : communiqué de la CGT espagnole

La grève générale du 8 mars, un événement historique.

« Celles qu'on voyait danser étaient considérées comme folles par ceux qui ne pouvaient entendre la musique » (Nietzsche)

Hier, à l'unisson dans plus de 140 pays, à travers tous les continents, les femmes dansaient ensemble la même danse contre le patriarcat. Les rues se remplissaient de collectifs de grève, on fiagnolait les banderoles, les ballons, les tee-shirts, on souriait avec la folie de la complicité. Percussions, casserolades, marches nocturnes, occupations d'édifices pour y passer la nuit, assemblées féministes, réunions pour résoudre les doutes sur le plan syndical. La danse était imparable. Espoir et joie tout à la fois. Et l'absolue certitude que nous sommes alliées pour faire et changer l'histoire. ¡ A las barricadas !

Aujourd'hui un compagnon de la CGT me rappelait que depuis vingt jours les médias diffusent dans la presse et à la télévision le sujet de la Grève féministe du 8 mars. Une couverture médiatique plus importante que pour n'importe quel appel antérieur à une Grève générale. C'est une grève légale, licite et morale. Elle répond à une dette de visibilité d'une injustice sociale et la lutte engagée, sans réserves et sans faux-fuyants, avec cohérence et ténacité et qui grandit la classe ouvrière dans son ensemble.

Ils ont essayé de nous enterrer sans savoir que nous étions des graines. Nos idées, nos émotions, fleurissent après avoir été bâillonnées par tant d'éducation répressive. Nous autres (femmes) devons rejeter l'esprit de concurrence qui nous a été

inculqué et nous reconnaître comme des égales, fortes de la solidarité propre aux opprimées.

Nous ne sommes pas folles, ni fous. C'est le monde qui nous entoure qui nous bride, qui nous exploite et nous nie, qui nous utilise et nous délaisse. La question n'est pas de mettre en péril la masculinité soit en danger, c'est sa façon de s'exercer telle que nous la connaissons qui rend le monde dangereux et hostile. C'est pourquoi nous nous joignons à cette grève toutes et tous d'un même pas, avec le même espoir, avec les mêmes mots d'ordre. C'est un combat collectif et de genres, pour ce qui concerne la guerre de tranchées, et c'est justement ce qui nous donne force et cohérence.

Ce n'est pas une grève habituelle, les décomptes de participation ont beau donner des chiffres au-dessus de toute attente, ils sont trop patriarcaux et géocentrés pour pouvoir mesurer l'avancée et l'émancipation que représente cette grève générale pour la conscience sociale. Nous parlons de réveiller sans ménagement, de faire remonter à la surface les expériences vécues et les blessures, de demander justice en nous reconnaissant dans les couches les plus basses dans la balance sans en avoir honte, et d'évaluer les domaines à améliorer. Nous parlons d'un changement collectif dicté par le bon sens qui nous replace au centre et soit respectueux de la vie.

Le taux de participation, malgré les tentatives désespérées du patriarcat, du capital et de ses acolytes pour le réduire, ne suffira pas à stopper le tsunami féministe. Nous autres (femmes), ironie de



l'histoire, avons désobéi en réinterprétant la Grève aberrante à la japonaise que proposait le gouvernement réactionnaire, qui nous voulait plus productives et soumises et nous a rendu a plus combatives et participatives. Ce que le gouvernement appelle « le lobby de l'élite féministe » se ligue contre le pouvoir et son cumul pour demander du respect, changer les règles, en finir avec l'oppression et rendre le monde plus rationnel et moins individuel.

Compagnes et compagnons, pourvu que nous ayons la chance de raconter à nos petites-filles et petits-fils que nous avons été participantes et initiatrices de cette grève générale de 24 heures, et que cela a changé le monde que nous connaissions, simplement parce que

nous avons osé rêver et souhaiter qu'il soit différent et que nous nous y sommes employées.

Sans nous (les femmes) le monde ne fonctionne pas
Pour le Secrétariat permanent du comité confédéral de la CGT
Le Secrétariat de la Femme

Traduit du castillan par Ramón Pino

INTERNATIONAL

Quelques lignes en direct de Madrid le 8 mars

Voici des photos de la manifestation depuis Atocha ! Je ne sais pas comment ça s'est passé en France, mais ici ça a été très suivi! Il y avait un monde fou, on pouvait à peine avancer. En majorité des femmes. Toutes les générations. En général dès l'adolescence. Beaucoup de slogans très intéressants. Étant très visuelle, je te laisse voir les photos (désolée, certaines sont un peu floues). Beaucoup de personnes étaient habillées en violet. Le violet était omniprésent. Il y a eu une grève générale féministe aujourd'hui, dans tous les secteurs d'activité.

Elisa Jiménez, Madrid



INTERNATIONAL

Grève générale #8 mars : Pas de récupération de nos luttes

Eleonora Meo, Gruppo Errico Malatesta - FAI- Napoli.

Une nouvelle fois cette année, nous les femmes de plus de 70 pays du monde sommes descendues dans la rue pour célébrer notre 8 mars de lutte au moyen d'une grève générale féministe. Nous nous sommes abstenues de tout travail ou tâche, formel ou informel, gratuit ou rémunéré, avons fait la grève de la consommation, contre la précarisation de l'emploi, de la santé et de nos vies, contre la violence dans nos relations affectives, de type raciste et institutionnel, contre les rôles de genre que la structure sociale patriarcale nous impose à travers la construction culturelle de l'identité. Au cours de l'année écoulée, les femmes ont été de plus en plus nombreuses à entonner notre cri, ouvrant les vannes au potentiel d'une lutte de libération des femmes intersectionnelle et transversale par rapport aux classes sociales. Nous avons commencé à briser la loi du silence et le système patriarcal de complicités qui nous affaiblissent en tant que groupe opprimé pour pouvoir changer et nouer des alliances. Nous avons réussi à rassembler dans la force collective du #Wetogether, les voix #MeToo, créant ainsi une communauté de discours au sein de laquelle il est devenu possible d'écouter des voix auparavant réduites au silence et où une recomposition de sujets "féminins" et non hégémoniques est enfin permise.

Cette année, même les religieuses ont dénoncé publiquement le régime d'ex-

ploitation et de violences régnant dans les espaces privés et institutionnels de l'Eglise : certaines d'entre elles servent et assurent des tâches domestiques dans les maisons des prêtres, évêques et cardinaux, travaillent dans les cuisines des structures ecclésiastiques, exercent des missions de catéchisme et d'enseignement sans contrat ni rémunération (à la différence des prêtres), vivant dans des conditions structurelles d'exploitation économique, sociale et de discrimination raciale. En Italie —où pour la deuxième fois les trois grandes centrales syndicales (NdT. dites "confédérées" : CGIL, CISL et UIL) n'ont pas voulu relever notre défi— seuls les petits syndicats (NdT. : dits "de base" : USB, COBAS etc) ont appelé à la grève et garanti la couverture syndicale de la journée du 8 mars. La manifestation qui a eu lieu à Rome a compté sur la participation d'Asia Argento (l'une des premières actrices à dénoncer en octobre 2017 les violences exercées par le producteur hollywoodien Harvey Weinstein) aux côtés de sa collègue Rose McGowan. Nous l'avons toujours su, le patriarcat n'épargne aucune femme. Malgré cela, l'attention des médias locaux et nationaux a été encore plus faible que l'année dernière, cela étant également dû à la coïncidence de calendrier avec les élections parlementaires du 4 mars, où les partis politiques —vieux et "nouveaux"— n'ont pas ménagé leurs efforts pour récupérer nos luttes d'émancipation à des fins électorales. Dans leurs programmes au cours de cette campagne, la violence contre les



femmes a souvent été mentionnée sans cependant en reconnaître le caractère systématique et sans jamais remettre vraiment en question les rapports de pouvoir en vigueur. L'utilisation électoraliste par des partis de droite de certains événements récents de racisme ordinaire et de sexisme (notamment la tentative de massacre raciste à Macerata, opérée par Luca Traini et l'affaire effroyable de l'homicide et la longue agonie de Pamela Mastropietro) ainsi que les tentatives répétées de la gauche — partis réformistes et mouvements révolutionnaires— de prendre le train gagnant du mouvement féministe, ont mis en évidence l'indigence de la politique italienne actuelle, où la récupération de la violence contre les femmes à des fins racistes et fascistes alterne avec l'ostentation suspecte d'une passion et un intérêt insolite pour notre cause. Étrangement l'année dernière nous nous ne étions pas aperçues que nous étions soudain devenues la priorité des priorités

présidant aux destinées du pays. Toutefois nous n'avons pas été surprises d'apprendre, le lendemain du 4 mars, que moins de 30% des élus étaient des femmes (alors même que la loi électorale actuelle prévoit un seuil minimal de 40% des candidatures).

Le 8 mars nous sommes descendues dans la rue pour dire haut et fort que nous ne sommes ni le champ de bataille ni le programme électoral de quiconque. Nous n'avons jamais cru à la représentativité et à la délégation : ni Dieu, ni État, ni Mari, ni Patron. NUDM reste un mouvement de libération autonome par rapport aux logiques traditionnelles des partis ou mouvements. Nous n'avons pas besoin que quiconque vienne nous expliquer comment lutter dans un pays où une femme est assassinée tous les trois jours et où, depuis 2000 jusqu'à nos jours, le nombre de femmes victimes d'homicides est passé de 26,4% à 37,1%. Le chemin que nous avons entre-

pris depuis plus d'un an n'est que le début et notre marée continuera à grandir et à avancer —même quand elle semble reculer— jusqu'à submerger tout obstacle se mettant entre nous et notre volonté d'autodétermination. La prochaine étape sera le 22 mai, à l'occasion du 4^e anniversaire de la loi 194/1978 sur l'avortement et, soyez-en certains, ce ne sera pas la dernière.

(Écrit pour Le Monde Libertaire. Traduit de l'italien par Monica Jornet, Gruppo Errico Malatesta -FAI - Napoli et Groupe Gaston Couté de la FA)



INTERNATIONAL

Répression encore et toujours

Où qu'il soit et quel qu'il soit, le pouvoir a la rancune tenace. Le rectorat de l'Université autonome de Barcelone a eu tout loisir de le démontrer au cours de ces cinq dernières années. Suite à des augmentations de taxes et frais d'études, un mouvement de grève avec occupation des locaux s'était déclenché en 2012/2013. Des professeurs s'étaient d'ailleurs joints aux étudiants dans cette lutte. Depuis, la justice a frappé fort : à la demande de l'État espagnol et du rectorat, une véritable chasse aux sorcières a été menée contre vingt sept manifestants (et plus), coupables d'ourdir

« un complot criminel visant à détruire l'université ». Les peines encourues s'échelonnent de 11 à 14 ans de prison. Parmi eux se trouve Ermengol Gassiot, professeur du département de préhistoire de cette Université autonome de Barcelone (UAB), et accessoirement secrétaire général de la CGT de Catalogne, ce qui l'amène naturellement à prendre la défense du Service public et des droits sociaux des couches populaires. Ermengol refuse lui, de comparaître à un simulacre de procès. Un avis de recherche a donc été lancé à son encontre, et il risque 11 ans et 5 mois de pri-

son. La CGT de Catalogne soutient son secrétaire général dans sa décision de ne pas se présenter au tribunal et en appelle à la solidarité des autres organisations syndicales. Elle dénonce une répression spécialement dirigée contre les organisations radicales, au motif d'accusations basées sur du vent : « *Qui aurait dit il y a six ans qu'un syndicaliste aurait été condamné pour avoir fait du syndicalisme ?* »

Ramon Pino
(groupe anarchiste Salvador-Seguí)

INTERNATIONAL

Journée d'information sur la révolution kurde et d'hommage à Kendal Breizh

Samedi 10 mars, à Carhaix (Finistère), s'est tenu l'hommage public à Kendal Breizh, militant libertaire breton engagé auprès des forces kurdes en Syrie depuis juillet 2017, tué sous les bombes de l'armée turque d'Erdogan à Afrin le 18 février 2018.

Dans l'espace municipal Glenmor (nom d'un barde breton revendiquant "l'insoumission"), plusieurs centaines de personnes ont participé à ce rendez-vous co-organisé par les ami.e.s et camarades de Kendal Breizh, par les associations Amitiés kurdes de Bretagne et le comité

kurde de Rennes. Outre l'hommage à Kendal, ce fut l'occasion de présenter l'engagement des volontaires internationaux au Rojava et plus largement la situation et le combat politique des Kurdes en Syrie.

Olivier (Kendal Breizh, son pseudonyme de combattant au sein des YPG kurdes en Syrie), est un copain anarcho-indépendantiste avec qui nous avons sympathisé à Pontivy et Vannes (Morbihan) il y a quelques années. Partisan du "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", impliqué dans toutes les luttes pour l'émancipation, Olivier a choisi de soutenir sur le terrain, "les armes à la main", le projet politique laïque et révolutionnaire, avec des tonalités libertaires et féministes, de "confédéralisme démocratique" et d'autonomie au Rojava (une partie du Kurdistan syrien), menacé par Daesh, les Etats syrien et turc. En juillet dernier, il a rejoint la branche internationale des YPG où il s'est formé au combat.

Sa mort nous rappelle que plusieurs militantes et militants internationalistes, communistes, antifascistes ou anarchistes, de tous pays, ont rejoint cette lutte en étant organisé.e.s notamment au sein du Bataillon international de libération. Cette unité de circonstance entre marxistes-léninistes et anarchistes dans l'engagement révolutionnaire peut néanmoins poser question au regard de l'expérience historique, où les premier.e.s ont fait taire et parfois disparaître physiquement les second.e.s... (Russie de l'après 1917, Espagne 1936-39...). Le film "We need to take guns" projeté à Carhaix ce samedi 10 mars fait la lumière sur ces révolutionnaires et leurs motivations, ainsi que celles des combattant.e.s kurdes. Parmi ces volontaires, j'ai constaté avec étonnement que des syndicalistes de la CGT étaient impliqués. Ils ont même créé le groupe Henri Krazucki (en référence à son passé de résistant pendant la 2ème guerre mondiale). Ils ont, à ce titre, rédigé depuis la Syrie un communiqué de soutien aux salarié.e.s d'Air France poursuivi.e.s pour l'histoire de la chemise arrachée ! Il semble que la direction de la CGT n'ait guère savouré cette prise de position... S'il appartient évidemment à chacun.e de concevoir les moyens de faire vivre une révolution, on a pu voir dans ce documentaire filmé l'été 2017 que certains de ces combattant.e.s s'interrogeaient sur ce choix militaire qui peut s'éloigner des idéaux libertaires de paix entre les groupes humains. Cas de conscience qui n'effleure aucunement

les armées du monde entier et, notamment en l'occurrence, celle de l'Etat turc dans sa volonté nationaliste et autoritaire de faire taire toute opposition.

Après la projection, il y a eu diverses prises de paroles en mémoire d'Olivier et ses combats, pour la fin des hostilités de l'Etat turc contre les Kurdes et plus largement pour la paix. Tour à tour se sont exprimés des organisations autonomistes et indépendantistes bretonnes, des représentants de partis politiques français (PCF, NPA), des syndicats (CGT de l'enseignement privé, spécialement à Diwan ; du SLB, syndicat de lutte de classe breton), les associations kurdes co-organisatrices et même d'un député "marcheur" qui avait connu Olivier et qui a tenté de faire un peu de re-tape pour son groupe politique. Il a été renvoyé dans ses cordes, notamment par un rappel du silence de Macron lors de la venue d'Erdogan à Paris et la vente d'armes qu'il a permis avec son Ministre des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, par ailleurs ex Président du Conseil régional de Bretagne (grand vendeur d'engins de mort et contributeur à de nombreuses guerres déjà sous Hollande). De fait, les chef.fe.s de l'Union européenne restent silencieux devant les exactions de l'Etat turc, sans doute en lien avec l'accord signé et financé pour parquer et retenir les réfugié.e.s en Turquie. Alternative libertaire Lorient a rappelé l'engagement d'Olivier au sein de la CNT, entre autres. D'autres représentant.e.s sont intervenu.e.s. Des ami.e.s ont également pris la parole et des ancien.ne.s collègues de travail d'Olivier (Radio Bro Gwened, école Diwan...). Plusieurs ont rappelé la mort d'autres engagé.e.s internationaux et des civils. Il y a eu de la musique et des chansons en son hommage en breton, en français et en kurde. Une collecte de fonds était organisée sur place, la buvette mise à contribution, afin de financer l'achat de Celox (pansements hémostatiques d'urgence) pour la population blessée au Rojava.

Rappelons qu'Olivier était co-fondateur de la CBIL (Coordination pour une Bretagne indépendante et libertaire), organisation qui aura vécu de 2001 à 2011, devenue « Disuj ! » (« Insoumission ! » en breton) en 2012, mais dont

l'activité semble en sommeil depuis quelques années. Ouvert au dialogue, Olivier "ferraillait" volontiers et non sans humour tant avec les indépendantistes breton.ne.s de gauche engagé.e.s en partis politiques électoralistes qu'avec les personnes se revendiquant de l'anarchisme, prudentes ou méfiantes par définition avec tout ce qui peut se rapprocher des concepts de "nation", spécialement de "nationalisme". Toutefois, il n'hésitait pas à filer un coup de main aux unes et aux autres. Olivier était journaliste de Radio (en breton et en français) et de la presse papier. Quand il devait couvrir un événement politique comme les élections, il arrivait toujours à faire entendre la voix des libertaires, dans un souci d'équilibre et de pluralité, parmi les professionnel.le.s du boniment.

Cette journée s'est achevée par la lecture publique de la lettre qu'Olivier avait écrite au cas où il décéderait au cours de son engagement. Olivier, Kendal Breizh, qui a réussi à glisser une note d'humour dans ce mot émouvant, a choisi d'être enterré en terre de Rojava. Il avait 40 ans. Pour les Kurdes, selon leur culture, il fera désormais parti des « héros-martyrs ». Du côté des libertaires, la notion même de héros ou martyr n'est guère partagée.

Un défilé en son hommage a également eu lieu ce même jour à Toulouse.

Et parce que ni lui, ni ses ami.e.s, ni celles et ceux qui se reconnaissent dans ses combats, ni les Kurdes ne baissent les bras, cette journée aura une suite le samedi 31 mars à Lorient. Une manifestation régionale "Soutien au Rojava, solidarité Afrin. Stop à l'occupation turque d'Afrin", est organisée à partir de 14h à l'appel de plusieurs organisations associatives, politiques et syndicales. Départ de l'église de Kerentrech.

Stéphane
(groupe René Lochu, Vannes)

PRESSE INTERNATIONALE

Mafia et vie politique en Sicile

Deux articles de Pippo Gurrieri dénoncent dans le mensuel anarchiste Sicilia Libertaria, l'infiltration de la mafia dans les structures de pouvoir ; deux en trois ans, tandis qu'une rubrique régulière traite de la lutte contre le MUOS, un non-dit qui en dit long sur une information connue et tue de tous.

Les trois puissants. 01.09.2017

On vote en Sicile ce 5 novembre pour renouveler le Parlement sicilien. On a tout de suite envie de dire : mais qu'est-ce que ça peut nous foutre ! Et c'est vrai : au sens strict, quand on pense à ce tas de momies, ce dépôt de cadavres exquis. Mais d'un autre côté au contraire cela nous intéresse, mais pas comme le naïf qui cherche par l'aventure électorale à changer l'assemblée régionale sicilienne par sa simple présence, ou le fourbe qui, animé de prétendues bonnes intentions, aspire à occuper un siège dans l'hémicycle de Salle d'Hercule. Non ! Cela nous intéresse parce que nous considérons que ce que font les élites politiques a toujours des conséquences sur notre vie et qu'on ne peut pas tourner le dos à la façon de ceux qui "ne font pas de politique". Ce qui se décide mais aussi ne se décide pas au Parlement ou au Gouvernement, conditionne la vie sociale et on ne peut être dans l'opposition sans observer les dynamiques de pouvoir.

En Sicile, identifier le pouvoir tout simplement au président régional peut nous induire en erreur ; dans l'île qui a fait du théâtre de marionnettes l'une de ses caractéristiques, il est facile de repérer les marionnettes et bien plus difficile de dénicher les marionnettistes, même si leurs

noms sont connus de longue date : mafia, église, franc-maçonnerie, affairistes, gouvernement des États-Unis, grandes compagnies nationales et internationales. Mais une chose est vraie, entre "pupi e pupari" (marionnettes et marionnettistes) il y a des liens forts, des fils qui font bouger les uns en fonction des autres, les politiques ne veulent pas couper mais cherchent même à les raffermir parce que ce rôle est gratifiant, génère des privilèges et qu'ils y prennent plaisir (comme on dit en napolitain "cumannare è megl'e fottere"). A présent que la campagne électorale pour le choix des marionnettes a débuté, on voit clairement qu'une pièce de théâtre est en train de se jouer ; le scénario et la trame sont bien connus, la chute toujours la même. Et à la fin le marionnettiste comptera les sous de sa caisse et chacun restera chez soi à attendre la prochaine représentation.

Depuis longtemps, les soi-disantes droite et gauche gouvernent ou font semblant d'être dans l'opposition, mettant en œuvre les mêmes programmes, obéissant aux mêmes marionnettistes. Penser que le fasciste Musumeci puisse être différent de Miccichè de Forza Italia, ou que tous deux représentent l'alternative à Crocetta et au PD, c'est ne pas être capable de distinguer la substance politique commune sous le léger vernis qui les fait apparaître différents. La composition et les aspirations des équipes que chaque coalition, groupe ou parti mettent en scène sont identiques ; prenons le cas Armao, chef de file jusqu'à il y a peu de temps sous une soi-disant étiquette indépendantiste, ex DC, catholique, ex conseiller de Lombardo, ex soutien de Crocetta : Berlusconi l'a à présent choisi pour faire équipe

avec Musumeci. Et puis il y a ceux qui n'ont pas d'équipe et font semblant d'être meilleurs en cela que les autres (en réalité ils n'en ont pas parce qu'ils sont trop minoritaires) : partis communistes divers, groupuscules de la galaxie indépendantiste, petits mouvements civiques, c'est-à-dire la frange inutile de tous les rendez-vous électoraux ; de là fusent les critiques au pouvoir et au capital, les proclamations pour une Sicile libre, les discours enflammés mais là aussi se consomme la farce avec la frustration du "ce sera pour la prochaine fois" et la rengaine du "le peuple ne nous a pas compris". Ils vont devoir convaincre les déçus de retourner voter.

Car la Sicile est désormais sous les 50% d'électeurs ; 47% aux dernières élections régionales ; une donnée intéressante du point de vue statistique mais qui du point de vue politique nous dit seulement que nos gouvernants n'ont pas besoin d'un large consensus électoral et que l'abstention n'est pas dangereuse en soi si elle n'est que l'expression d'un désintérêt général. Ce consensus ne passe pas seulement par les urnes mais se manifeste tous les jours à travers la passivité, le fait de déléguer, le clientélisme, la culture du chacun pour soi. Entre les marionnettistes et le peuple il y a d'autres fils, moins visibles, plus surnois, les distinguer, les dénoncer, les combattre est un véritable enjeu révolutionnaire. Les élites prennent grand soin de tisser ces fils, qui représentent la base de la corruption diffuse. C'est pourquoi nous sommes, nous aussi, intéressés par ce qui se passe en politique, parce que les ennemis doivent avoir un visage, des noms, et leurs agissements doivent être

connus et compris pour être combattus. Un proverbe sicilien dit : "Nto munnu ci sunu tri putenti: u riccu, u nobili e cu nun havi nenti". Aujourd'hui le tiers de ces puissants, ignore sa propre force, et est soumis au joug des deux autres. Nous engager à la lui faire découvrir et l'un des objectifs que nous nous donnons une nouvelle fois.

Mattarella président. Comme prévu dans le scénario, rien ne change. 03.02. 2015

Chef d'État. Chef, donc commandement, pouvoir ; État, donc organisation hiérarchique, militaire, autoritaire de la société. Deux termes qu'aucun anarchiste ne pourra jamais aimer. Mais ceci ne suffit pas à liquider le sujet de l'élection du nouveau président de la République. Avec l'avènement de Sergio Mattarella, le centrisme modéré catholique confirme et renforce son hégémonie politique, à l'enseigne d'une continuité de politiques de droite, de gauche, dosées selon les circonstances mais toujours avec pour objectif de préserver le système capitaliste. Sergio Mattarella est aussi le premier président sicilien de l'Histoire ; cela réjouit beaucoup de Siciliens mais leur joie est aussi éphémère que celle qui célèbre la victoire de son équipe de football : il n'en reste rien. Au contraire : si nous revenons en arrière de plusieurs années, toutes les fois qu'un Sicilien a occupé une charge gouvernementale, les Siciliens ont eu plus à s'en plaindre qu'à s'en féliciter et ce, depuis Francesco Crispi jusqu'à Mario Scelba et Bettino Craxi. Le nom Mattarella en Sicile rappelle en premier lieu le père, Bernardo, l'un des plus hauts représentants de cette démocratie Chrétienne (dont il fut l'un des fondateurs) qui, au cours des deux décennies 45-65, assura la pleine infiltration de Casa Nostra dans les institutions, l'économie et la politique de l'île, dans une parfaite identité d'intérêts et de méthodes avec l'Église et les États-Unis. Bernardo Mattarella avait épousé la sœur du boss mafieux de Catellammare del Golfo, Nino Buccellato. Gaspare Pisciotta l'accusa d'être l'un des commanditaires du massacre de Portella della Ginestra le 1^{er} mai

1947. Danilo Dolci n'hésita pas à dénoncer dans la rue et devant les tribunaux ses collusions avec la mafia, subissant une condamnation judiciaire. Les enfants ne doivent certes pas payer pour leurs parents même si le tout nouveau président a fait ses premières armes en politique dans cette DC ; ce fut son frère qui, avec Calogero Mannino et d'autres représentants bien connus de la "gauche", rebâtit la Démocratie Chrétienne, en essayant de réduire en son sein la proportion du courant Andreotti, et de ses lieutenants Lima et Ciacimino, devenu ingérable ; la gestion du pouvoir ne pouvait plus tolérer une telle légitimation mafieuse ; le système capitaliste italien désirait que la situation sicilienne revienne sous son contrôle avant que la métastase mafieuse ne progresse et n'envahisse tout le corps politique et économique du pays. On sait comment tout cela a fini : Piersanti Mattarella a été tué en 1982 ; il a échoué dans sa tentative d'utiliser des franges de l'économie mafieuse (Cassina & c.) pour mettre au placard les gens d'Andreotti ; ses tentatives pour intervenir sur les règles des marchés publics ont échoué ; la DC s'est "renouvelée" quand même, les noms sont connus : De Mita, Mannino, Zaccagnini..., avant que le parti et toute sa rénovation ne soit dévorée par les pots-de-vin. Mais même cela n'a pas signé la mort des démocrates-chrétiens, étalés comme la confiture sur toutes les familles politiques du Parlement, adoptant la meilleure tactique que l'on puisse imaginer, à savoir nouer des alliances et se diviser sans jamais remettre en question la trinité sacrée : dieu - patrie - capital. Quant à la mafia, elle a également pris le train du Nord et s'est positionnée au cœur de l'économie légale et illégale de l'Italie des dites "première" et "seconde" République en contribuant à la fortune des empires financiers et des partis politiques et en tirant d'énormes avantages.

Sergio Mattarella est fils de cette dernière étape ; lié aux jésuites aussi bien à Palerme qu'à Rome, artisan de l'orlandisme palermitan, il a contribué activement à faire progresser la gauche DC en

fondant le PPI, la Margherita et le PD et en aidant les communistes à se "démocratiser" pour réaliser leur rêve de conquête du pouvoir. Son terne curriculum contient quand même des éléments caractérisant son profil politique presque inconnu : en tant que ministre catholique de l'Éducation Nationale, il a défendu une proviseure ayant interdit aux élèves de venir dans son établissement en mini-jupe ; il eut un sursaut anti-Berlusconi en démissionnant de son poste de ministre en juillet 90 en désaccord avec l'approbation de la loi Mammi qui officialisait le pouvoir excessif de Mediaset et le renflouait. Dans le procès contre le député Culicchia, de son même courant politique, maire de Partana de 62 à 92, accusé par Rita Atria de l'homicide du premier-adjoint au maire Stefanino Nastasi, Mattarella témoigna en faveur de l'intégrité morale de l'accusé, contribuant à son acquittement. La Chambre avait voté l'arrestation de Culicchia mais la justice le renvoya chez lui "propre" et prêt à se hisser au pouvoir. Comme l'écrivit Rita Atria dans son journal : *"Je crois vraiment que Culicchia n'ira jamais en prison. Il a tué, volé, escroqué mais jamais personne ne réussira à prouver que c'est vrai. Je suis certaine que je ne réussirai jamais à me faire entendre par les juges, je voudrais que papa soit là, lui réussirait à apporter les preuves qu'il n'est qu'un escroc et un assassin mais les déclarations d'une personne de dix-sept ans sont bien entendu sans valeur. Je ne suis qu'une gamine qui veut que justice soit rendue et lui un homme jouant à la perfection le rôle de l'honnête et brave député. Moi je ne pourrai plus vivre mais lui continuera à voler et à dissimuler qu'il a ordonné de tuer Stefano Nastasi. Au au jeu de l'escroquerie, c'est toujours la loi du plus fort qui l'emporte"*. La pauvre Rita se suicida une semaine après le massacre de Via D'Amelio qui vit la mort du juge Borsellino (qu'elle appelle "papa").

Sergio Mattarella a été en 1994 l'artisan de la réforme électorale qui a introduit le système majoritaire et a servi par la suite à renforcer le pouvoir de l'exécutif ; il est entré dans le gouvernement d'Alema comme vice-président du Conseil et ministre de la Défense à un

moment crucial dans les rapports de force politico-militaires internationaux qui conduisirent l'Italie à participer aux bombardements de l'ex-Yougoslavie afin d'imposer au son du canon l'autonomie du Kosovo, transformant ainsi le petit territoire kosovar en un État narco-mafieux au cœur de l'Europe. Dans son habit de fidèle exécutant des ordres du patron américain, Mattarella a déclaré ignorer s'il y avait une relation de cause à effet entre l'uranium appauvri utilisé dans les projectiles de la coalition occi-

dentale et les décès par tumeur des militaires rescapés et des civils déplacés sur les rives de l'Adriatique (selon une tradition de valet des USA bien établie chez les gouvernants italiens, qui, dans sa Sicile natale, ne nous a apporté que le bénéfice de la militarisation la plus abjecte depuis 1943). Puis il a supprimé la conscription : ménageant la chèvre et le chou en bon démocrate-chrétien, il libérait des milliers de jeunes de l'abominable service militaire et planifiait dans le même la modernisation mercenaire de

l'armée italienne et sa participation à tous les conflits USA-OTAN sous des formes hypocritement humanitaires. Sergio Mattarella est aujourd'hui le 12^e Président de la République Italienne. Rien ne change, comme prévu dans le scénario.

Traduction de l'italien
par Monica Jornet

INTERNATIONAL

L'anarchisme des origines et les juifs

A partir de la fin du XIX^e siècle les juifs sont nombreux parmi les militants anarchistes. Cet état de fait va durer jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale. Ils sont d'ailleurs tout aussi nombreux dans l'ensemble du mouvement révolutionnaire quelle que soit son étiquette. C'est d'autant plus intéressant que l'antijudaïsme est très présent parmi les écrits des théoriciens principaux de ce mouvement. Il se fait jour aussi parmi les militants de base dès les origines comme on peut le voir dans cette citation tirée du bulletin de la Fédération jurassienne de 1872 : *Hepner du Volksstaat – un des Juifs de la synagogue de Marx – déclara que les internationaux qui, en Suisse, ne vont pas voter aux élections politiques, sont les alliés du mouchard Schweitzer en Prusse, et que l'abstention du vote conduit directement au bureau de police.*

Les anarchistes français vont se trouver confrontés, presque dès le début de leur existence, au fait juif. Il s'agit bien entendu de l'Affaire Dreyfus. S'il s'agissait

exclusivement d'une question militaire il n'y avait rien à gagner à s'y mêler. Si Dreyfus était accusé de trahison à la fois en raison de ses origines alsaciennes – alors en Allemagne – et de sa confession juive la question se posait. C'est ce que Sébastien Faure expose dans sa brochure intitulée *Les anarchistes et l'affaire Dreyfus*. Convaincu de l'importance de l'affaire par Bernard Lazare, il rassemble dans ce libelle paru début 1898 tous les arguments qu'il avait développés dans les colonnes du *Libertaire* auparavant. Refusant de prendre position dans un conflit entre militaires « *Comme officier, D. appartenait à cette caste d'individus qui commanderaient le feu contre moi et mes amis demain, si, demain, la révolte s'affirmerait hautaine contre l'hypocrite pourriture de l'Autorité* » Faure reconnaissait que l'affaire dépassait cette question et ouvrait la voie à l'antisémitisme : « *mouvement en qui tous les débris déchus ont placé leurs suprêmes espérances de restauration. / Épaves royalistes, immondices plébiscitaires et napoléoniennes, résidus boulangistes et sco-*

ries cléricales, toutes les saletés réactionnaires se sont données rendez-vous dans cet égout collecteur ». On connaît l'issue de ce mouvement auquel participèrent la plupart des anarchistes.

Simultanément une autre question se posait celles du sionisme. Né à Bâle au mois d'août 1897 en pleine Affaire, il s'agit d'abord d'un *plan de réunification nationale juive*. Théodore Herzl entrevoit alors la création d'un État juif sans se poser la question de savoir si il y a sur place des habitants. On raconte à ce propos que l'un des plus proches collaborateurs de Herzl s'est un jour précipité sur lui en s'exclamant : « Mais il y a des Arabes en Palestine ! Je ne le savais pas ! »

Rapidement une réponse libertaire se fait jour. Les premiers anarchistes à se poser la question tout à la fois de l'antisémitisme et du sionisme sont les ESRI, (Étudiants socialistes révolutionnaires internationalistes) qui en 1900 publient une brochure portant en titre ces deux

mots. Elle s'adresse au *Congrès ouvrier révolutionnaire international* qui doit se réunir à Paris en septembre de cette année là. Ce congrès sera interdit par le gouvernement du moment. Il devait réunir différentes tendances du mouvement ouvrier dont des anarchistes et des socialistes.

Dans ce contexte, l'Affaire Dreyfus est toujours en cours, il importe de rapporter les termes de cette plaquette qui montre bien la distance parcourue par le sentiment antisémite dans ces milieux. A ce propos les ESRI déclarent : « *il y a dix ans, n'importe quel Congrès socialiste ou anarchiste se serait abstenu de perdre son temps dans une pareille controverse, on se serait contenté de rappeler que le prolétariat poursuit l'affranchissement des hommes sans distinction de sexe, de race ou de nationalité.* » Après avoir fait un exposé de l'histoire de l'antisémitisme ils déclarent que ceux qui adoptent cette attitude sont à la recherche d'un responsable de leur ruine, que la chute des classes moyennes a pour conséquence le développement de cette opinion. Ce qui fait dire aux ESRI « *Telles sont donc les raisons économiques qui peuvent expliquer l'antisémitisme de certaines classes de la société, toutes nos ennemies d'ailleurs. Allons-nous donc, nous socialistes et anarchistes, crier aussi : "A bas les Juifs ?"* » La cause est entendue.

A l'accusation d'être donc « philosémites » ils répondent par une critique, qui se veut radicale, du sionisme. Cela nous semble être la première fois que dans les cercles anarchistes ou même révolutionnaires apparaisse ainsi une analyse de cette idéologie née trois ans auparavant. L'explication semble résider dans la présence au sein de ce groupe de militants juifs comme entre autres Shalom Ansky Rappoport, Marie Goldsmith et son amie Roubanovitch. Les ESRI considèrent qu'« *enlever les prolétaires juifs à la cause révolutionnaire, c'est enlever à cette cause de ses éléments les plus énergiques, les plus intelligents, les plus conscients.* »

Quand au projet sioniste leur position est claire : « *Nous pensons que le sionisme est sinon une lâcheté, au moins une faiblesse.* » A ce moment là les ESRI pensent que certains juifs surestiment les persécutions dont ils sont l'objet. Ils ne peuvent évidemment pas imaginer, qui aurait put, ce

qui allait se passer quelques quarante années plus tard. De façon intéressante ils font la différence entre les juifs, riches propriétaires ou financiers, et ceux qui comme en Russie, où « *les petites marchandes de lait ont été expulsées, mais où sont restés tous les gros propriétaires juifs* ». Ils veulent aussi mettre en garde ceux qui veulent se réfugier dans cet Orient rêvé. « *La Palestine est une terre pauvre, désolée, à peine plus habitable que le désert de Syrie, dont elle est voisine* ». Ils ne se disent pas sionistes « *parce que l'émigration des juifs diminuerait la masse prolétarienne active* ». Ils s'adressent aussi aux militants révolutionnaires. Au cas où s'il arrivait que d'aventure Sion devienne une colonie communiste-anarchiste, eux ne le favoriseraient pas. Ils ajoutent, visionnaires, et nous termineront en ce qui les concerne par cela, que pour survivre cette colonie serait obligée de « *jouer le rôle d'intermédiaire entre les pays producteurs. Ce rôle, en effet, qu'on a considéré comme une caractéristique de la race juive* ». Tout cela est déclaré en 1900. Il faut remarquer cependant pas un mot n'est dit sur les habitants de la Palestine.

Quelqu'un pourtant aborde cette question au même moment. il s'agit de Reclus. Trois révolutionnaires russes, socialistes révolutionnaires, Lev Deich (Leon Deutsch), Gurevitch et Axelrod vont se référer à E. Reclus. Gurevitch raconte que le géographe anarchiste les a catégoriquement dissuadés de s'engager pour la colonisation de la Palestine. C'est leur a-t-il dit une région qui n'est pas faite pour la colonisation. Les juifs ne pourraient y vivre qu'en faisant du commerce et en exploitant la population locale. Au lieu d'être un soulagement, il ne s'agirait que de reproduire une existence improductive propre aux juifs. Cela générerait que des conflits avec les Arabes. Pourtant, curieusement, Elisée Reclus, dans son monumental ouvrage qu'est *l'Homme et la terre* (1905) pose cette question : *Quant aux Juifs, ne sont-ils pas chez eux, sur le sol que Jéhovah lui-même a donné à leurs ancêtres?* Question curieuse pour celui qui fait profession d'athéisme. Puis, à propos des sionistes voici ce qu'il ajoute : *Sur les dix millions de Juifs épars dans le monde, il en est environ deux cent mille, les «Sionistes», qui se sont ligüés en une société espérant contre toute espérance que la terre des aïeux leur sera rendue en dépit du*

sultan, des mahométans et des chrétiens, en dépit même de l'immense majorité de leurs coreligionnaires indifférents; mais comment la petite Palestine, dont le sol nourrit maigrement aujourd'hui 340 000 habitants, pourra-t-elle recevoir la foule des Juifs revenus de la troisième et si longue captivité. C'est alors qu'interviendra le miracle pour faire affluer vers Jérusalem, la nouvelle Londres, toutes les richesses du monde entier!

Auparavant Reclus était intervenu dans le journal *Les droits de l'homme*. Cet organe avait été créé en 1898 pour défendre le capitaine Dreyfus. Probablement financé par les défenseurs du capitaine par l'intermédiaire de Bernard Lazare. Dans une enquête réalisée sur l'antisémitisme ce journal s'était adressé à Elisée Reclus. Celui-ci répond que bien qu'il n'ait rien écrit à ce propos jusqu'à présent, même s'il a fait une conférence sur le sujet auparavant, il accepte de répondre « *un peu à contre cœur* ». Pour lui, quoique ce soit comme tout phénomène social très complexe il pense qu'en France c'est « *un mouvement très superficiel sans causes profondes et sans portée* ». Son origine selon Reclus prendrait naissance dans le mécontentement de fonctionnaires ayant été écartés dans la distribution de places au bénéfices de candidats juifs. Pour le géographe anarchistes les juifs sont mieux instruits ce qui explique leur succès. Le projet de ces jaloux est dévoilé par Reclus sans aucune illusion, morts, exil, spoliation. Déjà dit-il « *il y eut des meurtres et il y en aura d'autres* ». Mais il pense nonobstant que cela n'écartera personne de la question principale « *est il juste que des hommes meurent de faim ?* ». il termine sa lettre en disant « *Je crois que les prétendues haines de race n'arrêtent plus longtemps la société dans l'accomplissement de sa grande œuvre* ».

Dans *Juifs et anarchistes* Mina Graur rappelle que Moses Hess préconisait, dès 1862, « la création d'un Commonwealth juif en Palestine, dans lequel les juifs auraient pu concrétiser leurs aspirations nationales en donnant vie, en même temps, à une société socialiste » (p. 127). Elle revient surtout sur le débat qui opposa quelques années plus tard, en 1907, Mark Yarblum, un anarchiste juif, à Pierre Kropotkine, sur

cette question. Elle précise que Kropotkine, bien qu'hostile au sionisme par conviction politique, lui opposa surtout des arguments géographiques liés « *aux inconvénients climatiques du lieu* ». Curieusement, il n'est fait aucune référence à l'existence d'une population arabe vivant déjà en Palestine. Ni ici ni ailleurs. Comme si ce problème n'existait pas. Et de fait, à lire Mina Graur, il ne semblait pas exister. Pas plus qu'il n'existait pour Gershom Scholem, à lire Eric Jacobson. Que la présence de cette population –

qui n'était en rien responsable des vagues antisémites qui s'abattirent, en Occident, sur la Diaspora – fût, du fait même qu'elle était là, contradictoire avec la créations de colonies juives puis la constitution d'une communauté voie ouverte vers la création d'un Etat, est une donnée qui n'apparaît pas. Seul Reclus avait vu clair.

Il est possible de dire qu'à la veille de la première guerre mondiale pour une bonne partie du mouvement anar-

chiste la cause est entendue. Le sionisme est une idéologie contraire aux idéaux anarchistes. La grande boucherie va passer par-dessus tout cela. Toute cette réflexion va disparaître dans les tranchées qui vont avoir pourtant une importance décisive dans les années qui suivirent la fin de la guerre.

Pierre Sommermeyer

des études de droit à Bruxelles, il sera avocat pendant 13 ans et gardera un bon souvenir de ses contacts avec les délinquants. Puis à partir de 1931 et jusqu'à sa retraite, il travaille comme fonctionnaire au ministère de l'Intérieur, ce qui lui permet de continuer à écrire car il ne vivra jamais de sa plume.

Il fréquente les surréalistes belges mais contrairement à André Breton et ses amis, Scutenaire se méfie de la réussite sociale. Il ne cherchera jamais la gloire et préférera rester dans l'anonymat. « *J'ai trop d'ambition pour en avoir* » ; « *L'ampleur de mon ambition me laisse les mains vides* » ; « *J'ai résolu le problème de l'argent par la pauvreté* » ; « *N'entrez pas par la grande porte et ne courbez pas l'échine pour entrer par la petite. N'entrez pas.* »

Scutenaire publie son premier recueil de poésie en 1927. A partir de 1915, il commence à publier *Mes inscriptions* (en hommage au titre d'un recueil de graffiti de Restif de La Bretonne). Elles constituent l'essentiel de son œuvre. Il s'agit d'une suite de phrases brèves, de maximes, d'aphorismes, d'historiettes ou de déclarations enthousiastes où il note « *ce que chacun pense et dit mais que personne n'écrit* ». « *J'écris pour des raisons qui poussent les autres à dévaliser un bureau de poste, abattre le gendarme ou son maître, détruire un ordre social. Parce que me gêne quelque chose, un dégoût ou un désir* ».

Le premier recueil des *Inscriptions* paraît chez Gallimard mais les quatre suivants seront publiés chez de petits éditeurs. En effet Gallimard avait voulu censurer certaines phrases telles que : « *Relu hier soir la Princesse de Clèves. Avec mon cul* ».

Dans tous ses textes la subversion est permanente mais toujours ironique et pleine d'humour. « *Ne manquez pas de m'annoncer les décès, s'il y en a ; les nouvelles font toujours plaisir* » ; « *Saint-John Perse, mais il y a mis le temps* » ; « *Être statufié de son vivant, ça vous pétrifie* ». Certaines phrases nous rappellent Fourier : l'amour est pour lui l'une des choses les plus importantes de la vie. « *Plus je vais, le grand amour, j'ai bien peur que cela existe vraiment* ».

Dieu et les religions sont souvent l'objet de ses sarcasmes. « *Salaud de Jésus-Christ* » ; « *Le christianisme cadenasneur de vulves* » ; « *Croire en Dieu équivaut à se tuer. La foi n'est qu'un mode de suicide* » : « *L'existence de Dieu ne regarde que lui* » ; « *Sur 1000 personnes qui professent une re-*

ligion, 968 le font pour des raisons ignobles ou sottises. Les 32 autres aussi ».

Il déteste tous les gouvernants. « *Le parlementarisme démocratique n'est pas un moyen de gouvernement, c'est une escroquerie* » ; « *La dictature est le meilleur système politique pour un dictateur* » ; « *Gendarme en colère pue encore plus qu'à l'ordinaire* ». Mais il ne se fait aucune illusion sur les gouvernés. « *Les petits hommes laids qui gouvernent et ceux qui les contrent sont l'en-droit et l'envers d'une chose innommable* » ; « *Les chefs sont des salauds puissants, les sujets, des salauds en puissance* ».

Scutenaire est partisan d'un monde sans esclaves, d'une société d'égaux méprisant tous les pouvoirs. « *Je n'ai pas d'autre but que la libération totale de tout ce qui vit. Et rien n'est qui ne vit pas* ». Il fut un moment aveuglé par la révolution bolchevique et même par Staline. Il reconnaîtra plus tard son erreur et se méfiera des fausses révolutions. « *Staline tuait tout le monde, même les moustiques et les blattes dans son bureau* » ; « *Prolétaires de tous les pays je n'ai pas de conseil à vous donner* » ; « *Jusqu'ici les révolutions n'ont réussi qu'en passant à la réaction* » ; « *Les révolutions ne foiraient pas si les révolutionnaires étaient gais* ».

Les *Inscriptions* de Scutenaire font souvent penser aux graffiti les plus radicaux de Mai 68. « *Je ne plie le genou devant rien ni personne : j'ai de l'arthrose* ».

Louis Scutenaire est mort en 1987, vingt ans jour pour jour après Magritte en visionnant un film consacré à son ami peintre.

Felip Équy

Mes inscriptions : 1943-1944 par Louis Scutenaire. Allia, 2007. 256 pages. 9€

Mes inscriptions : 1945-1963 par Louis Scutenaire. Allia, 2017. 320 pages. 15€.

LIVRES

Les Inscriptions de Louis Scutenaire : bien mieux que les tweets !

« *Il est des mots que je n'ose pas dire mais que je vais vous confier à l'oreille : emploi, rentabilité, logique, raisonnable, discipline, déshonneur, respect, retenue, valeurs établies, science sûre, scalpel, confiance, vérité sûre, épargne, publicité, responsabilité, patrie (...)* » ; « *On obtient beaucoup plus d'un nanti en lui donnant des coups de poing qu'en lui tendant la paume* » ; « *Tout homme a droit à 24 heures de liberté par jour* ».

L'auteur de ces phrases-choc est Louis Scutenaire, un poète picard belge, proche des surréalistes, resté volontairement marginal dans le monde des lettres et profondément libertaire.

Il est né en 1905 à Ollignies dans le Hainaut occidental, une région très individualisée au niveau culturel. Les 800 000 Belges qui l'habitent ne sont en effet pas

Wallons mais Picards. À trois kilomètres d'Ollignies se trouve la ville de Lessines qui est située au centre d'une zone de carrières de porphyre. L'essentiel de la population était constitué de carriers bien connus pour leur socialisme teinté d'anarchisme ainsi que pour leur goût pour la bagarre et l'abus de bière et de genièvre (il y avait 500 bistrot : 1 pour 18 habitants). D'importants mouvements de grève eurent lieu en 1898, 1910 et 1918 : ils se terminèrent à chaque fois par des affrontements généralisés avec la gendarmerie ou l'armée.

Le souvenir de Ravachol est longtemps resté dans les mémoires. Il eut même un émule local : Heregots dit Poulailli, qui s'était évadé d'un bain d'enfants et avait abattu un gendarme. Plus tard, Ca-

rouy, l'un des membres de la « Bande à Bonnot » trouva refuge pour un temps chez sa tante à Lessines. « *Peut-être le plus beau récit de la langue française : la déposition de Carouy au procès de la Bande à Bonnot* » ; « *La seule épopée qui me touche est celle de la Bande à Bonnot* ».

Cette région bien frondeuse a vu naître Paul Magritte, le célèbre peintre surréaliste dont Scutenaire sera l'ami et l'un des principaux commentateurs. Paul Nougé également théoricien du surréalisme et Raoul Vaneigem, théoricien situationniste, auteur du fameux *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*. Vincent Van Gogh vint également y peindre quelques toiles.

Bien qu'issu d'une famille de notables, Scutenaire fut très jeune attiré par les milieux ouvriers et révoltés. En 1924 il fait

LIVRES

Le socialisme sauvage

C'est un livre dense ! Aussi, cette courte chronique risque d'altérer la pensée de Charles Reeve dont le propos, à travers le prisme des théories et des pratiques ouvrières – nommées « sauvages » –, est de revisiter la représentation dans les principaux événements révolutionnaires vécus de par le monde et qui ont porté l'auteur sa vie durant ; visite qui s'accompagne – indistinctement – de multiples références à des auteurs marxistes, libertaires, conseillistes, etc. ; ce qui témoigne d'une large ouverture d'esprit. Cette chronique, se voulant mesurée, laissera au lectorat le soin de découvrir un ensemble de réflexions riches, variées et argumentées.

La Grande Révolution française, qui semble avoir engendré les suivantes, n'a pourtant été qu'une révolution installant la bourgeoisie au pouvoir. Elle eut le mérite de poser le problème de la souveraineté populaire et de l'égalité des citoyens, et eut le travers d'avoir aussitôt corrigé ce premier mouvement par le système parlementaire représentatif qui voilait l'inégalité sociale et la réalité du pouvoir économique ; ce dernier échappant complètement au peuple qui ne pouvait que déléguer ; car il n'était nullement question de démocratie directe, d'un exercice spontané de la souveraineté pratiquée à cette époque par les sections parisiennes et par ce que l'on nomma la Commune révolutionnaire. Se dessine alors la notion de mandat impératif avec le contrôle constant du délégué et la possibilité de le destituer.

La Commune de Paris de 1871, elle, ranime la question déjà ancienne de l'opposition entre centralisme et fédéralisme, concomitamment avec le problème de la représentation et la demande d'une *démocratie pure* : des mandataires contrôlables et révocables. Malgré les différents courants socialistes, la Commune sera pourtant le début d'une ère nouvelle marquée par un choix fédératif et anti-centraliste et par une administration

gérée par la classe ouvrière : l'évolution du capitalisme avait aiguisé le conflit producteurs contre bourgeois.

La Première Internationale sera, de son côté, le lieu d'un combat entre deux visions contradictoires : l'abolition de l'État ou sa conquête ; à n'en pas douter, le choix de Bakounine aura été plus clairvoyant que celui de Marx quand le premier prévoyait que la prise du pouvoir étatique conduirait à un capitalisme... d'État.

Des grèves générales ou de masse furent la réaction naturelle au mécontentement ouvrier face au développement du capitalisme au début du XX^e siècle ; grèves qui surprisent les dirigeants autoritaires de la social-démocratie qui se pensaient les dépositaires de la conscience de classe. Ces grandes grèves, animées d'un esprit syndicaliste révolutionnaire, éclatèrent spontanément dans plusieurs pays européens, mandatant comités et conseils ouvriers, montrant par là que les prolétaires délaissaient leur attitude d'obéissance envers les organisations politiques et syndicales. C'était l'éveil d'une énergie révolutionnaire nouvelle accompagné d'un bouillonnement idéologique créatif mais qui sera momentanément anéanti par la répression et, surtout, par la boucherie de la Grande Guerre.

Les révolutions de 1905 et de 1917 en Russie mirent également en avant l'idée de conseil (ou soviets) jusque dans les campagnes où existait déjà le *mir* (ou *obchtchina*) : des institutions communautaires villageoises. C'est l'effacement des institutions étatiques, provoqué par les événements, qui obligea les soviets à prendre leur place au niveau de l'ensemble de la collectivité sociale. D'organes de combat qu'ils étaient, ils ne purent se transformer en organes d'autogestion de la société, réduits rapidement en tutelle par le prétendu État prolétarien. L'écrasement de la révolte de Kronstadt fut une suite logique de cette mainmise.

La méthode léniniste victorieuse allait

installer sa chape de plomb tout juste après avoir éradiqué les expériences de collectivisations ukrainiennes. Nationalisation, gestion verticale des entreprises, rentabilité, productivité, contrôle du monde ouvrier, etc., devinrent les mots d'ordre de la nouvelle économie ; et les soviets, d'une pratique de la représentation ouvrière, allaient devenir de simples courroies de transmission du Parti bolchevique.

D'une révolte contre la guerre naquirent la révolution russe et également la **révolution allemande de 1918-1921** ; cette dernière vit se constituer en grand nombre des conseils de soldats et d'ouvriers avec des délégués clandestins appelés « hommes de confiance ». Pour parer le danger révolutionnaire, l'État impérial appela au pouvoir la social-démocratie, premier parti de masse de l'époque, qui s'intégra – ce fut un passage pacifique – au pouvoir d'État. Par la suite, la plupart des conseils furent dilués dans les institutions de la république de Weimar. La révolution viendrait plus tard, prétendait-on, une fois pleinement développées les forces productives. Ce fut une autre guerre qui vint après le massacre des forces révolutionnaires par Noske, un social-démocrate allié à l'armée et aux corps francs (marqués à droite) ; les forces révolutionnaires n'avaient pas tort de douter des dirigeants socialistes ; elles tentèrent en vain d'exercer directement leur pouvoir de représentation.

Il est intéressant de rappeler qu'une grève générale, en 1920, mit fin en quelques jours à la tentative du putsch militaire de Kapp.

Le Parti social-démocrate allemand – qui préparait depuis cinquante ans sa révolution politique – est l'auteur de la formule de « socialisme sauvage ». Pour lui, le marxisme était une science ; et il jugeait, au niveau tant de la pensée que de l'action, intolérable tout écart à la doctrine. Les conseils devaient donc disparaître, soit par l'institutionnalisation, soit par l'assassinat des militants. C'est Gustav Lan-

dauer – et quelques autres dont des spartakistes – qui analysa la nouveauté des conseils non pas « comme une forme adaptée à telle ou telle solution, dictature, gouvernement local, assemblée. Il fallait plutôt se concentrer sur la question de leur nature, le type de délégation choisi ». De toute façon, avec la social-démocratie, « dernier rempart contre le capitalisme », l'Allemagne retrouva l'ordre ancien et une discipline sociale qui préparait un avenir encore plus sanglant ; le capitalisme démontra sa capacité évolutive à absorber les crises, à intégrer les réformes et à se perpétuer. L'idée des conseils comme « base d'un système d'auto-gouvernement et de socialisation de l'économie » agita les révolutionnaires allemands – et plus tard quelques-uns de nos contemporains – et fut essentiellement développée par Anton Pannekoek dans des textes présentés par Serge Bricianer qui, tout en reconnaissant le fait historique nouveau du mouvement, écrivait : « Le communisme de conseils appartient au passé. » Notre auteur, Charles Reeve, montre une grande lucidité quand il avance que « penser une transformation radicale du monde est, en soi, un défi pour l'esprit. Mais la penser en ignorant, ou en écartant, les tâches de reconstruction sociale, voilà qui double le défi ».

Si les révolutions russe et allemande naquirent d'une révolte contre la guerre entre nations ennemies, la **révolution espagnole de 1936**, pour sa part, fut dévorée par la guerre civile, c'est-à-dire entravée par les exécutions sommaires et les victoires militaires franquistes mais aussi liquidée par les purges stalinienne et un gouvernement républicain dominé par les communistes jusqu'à obtenir le commandement militaire unique et l'hégémonie politique et économique, allant jusqu'à saborder les collectivisations anarchistes industrielles ou agricoles ; révolution préparée de longue date, révolution inachevée mais qui, sans aucun doute, alla plus loin que les précédentes dans ses réalisations sociales globalement nommées « collectives ». Du fait du rayonnement libertaire qui prévalait dans les syndicats, la CNT étant majoritaire, et en raison d'une conscience ouvrière et paysanne élevée, plus grandes furent les initiatives de la base, plus grande la spontanéité. C'est également la vacance du pouvoir étatique et la fuite

des propriétaires qui permirent la prise en main de la production. Rappelons que le coup d'État fasciste était une réponse à cette révolution en germe. Mais, là comme ailleurs, l'intégration institutionnelle se révéla fatale : certains voulaient sans doute obtenir des conquêtes sociales, voire légaliser les acquis, la plupart surtout ne pas être complètement exclus des décisions gouvernementales, en particulier militaires. Quatre ministres issus de l'anarchisme furent donc nommés ; décision inimaginable quelques mois auparavant et qui – parce que contestée par une partie du mouvement libertaire – allait creuser une fracture de longue durée dans notre mouvement. Cette période est analysée dans sa très grande complexité avec la plus grande objectivité. Quelques années après la fin de la guerre d'Algérie, la France de mai 1968 semblait s'être figée dans le gaullisme tandis que le monde ouvrier se montrait amorphe sous la domination omniprésente d'un Parti communiste contrôlant les syndicats : le capitalisme pouvait continuer son expansion... Et puis, soudain, l'édifice se craquela, dix millions de travailleurs dirent leur ras-le-bol : « Nous en avons assez ! » et se mirent en grève. Et, d'un seul coup, tout sembla possible... Spontanément se mirent à éclore et à se développer des organes de représentation directe des travailleurs : comités de base, comités de grève, assemblées, comités d'action, etc.

Des élections, cette fois législatives, mirent fin à ces agitations.

En 1971, la grande grève des Lip, comme un « mouvement charnière », annonçait que l'avenir était pourtant ouvert.

Après presque un demi-siècle de dictature salazariste, le Portugal s'éveilla à la liberté lors de la **révolution des Œillets** de 1974. L'incapacité du régime à trouver une solution à la question coloniale amena les militaires à se débarrasser de l'Estado Novo ; sa désorganisation permit aussitôt l'éclosion des idées de ce communisme libertaire de démocratie directe qui n'avaient pas été oubliées. En 1975, une deuxième intervention de l'armée rétablit l'ordre démocratique et la propriété privée.

Ainsi, après l'échec du communisme

d'État, la social-démocratie a, de son côté, rejoint le capitalisme néolibéral ; un rideau est tombé devant notre avenir.

Contre la paralysie politique des esprits, en 1994, le Chiapas et ses habitants ont su ouvrir un nouvel espace social en agissant, à la base, de la manière la plus démocratique et égalitaire possible, « commander en obéissant », et disent vouloir « changer le monde sans prendre le pouvoir ». L'idée, grâce à la dynamique des réseaux de soutien, a essaimé internationalement avec des mouvements comme Occupy, Nuit debout, les « indignés », les printemps arabes, etc. Sont-ils une nouvelle forme de la lutte des classes, la progression du capitalisme ayant quasiment tétanisé ou pulvérisé ces dernières ? De même qu'a essaimé la pratique de la ZAD, zone à défendre, qui devient une base pour affronter les intérêts capitalistes et l'État qui les défend. Actuellement, à l'heure des désastres annoncés, il est dit que seuls les courants du communisme antiautoritaire – qu'ils soient libertaires ou marxistes dissidents – semblent les références sociales et éthiques porteuses d'avenir. En retraçant la filiation sauvage de l'auto-émancipation, il s'agit pour l'auteur de la retrouver dans les réflexions et les pratiques d'aujourd'hui.

Quant à nous, dans la mesure de nos forces, nous cultiverons un pessimisme créatif, rejetant le goût de l'échec et l'esprit de défaite ; faisant la nique au goût du jour, nous observons et écoutons le monde qui bouge.

André Bernard

Cercle libertaire Jean-Barrué en Gironde

Charles Reeve, *Le Socialisme sauvage, essai sur l'auto-organisation et la démocratie directe dans les luttes de 1789 à nos jours*
L'Échappée éditeur, 2018, 320 p.



THÉÂTRE

« Elle » de Jean Genet revisitée par Alfredo Arias Ou : le Pape transformé en morceau de sucre !



Le Monde libertaire était invité par le théâtre de l'Athénée-Jouvet à Paris qui propose une version de « Elle », pièce posthume de Jean Genet - non entièrement achevée - ayant pour objet un des thèmes fétiches du théâtre de Genet, celui de l'image et de sa représentation. Et ceci à travers son personnage principal qui n'est autre qu'« Elle », sa sainteté le Pape, caricaturé à outrance et incarné par le metteur en scène lui-même : Alfredo Arias. Ce dernier, exilé argentin fuyant la dictature dans les années 70 est devenu à Paris le directeur du Théâtre de la Commune d'Aubervilliers où il met en scène, entre autre, les pièces de Copi, Duras, Mishima, Genet, puis les grands auteurs de l'Opéras lyriques. Ici, on retrouve dans sa version de « Elle » toute l'atmosphère de l'univers coloré et déjanté du *Bal des Folles* de Copi... Les belles années, quoi ! Un vrai rafraîchissement en ces temps d'autocensure. « Elle » est secondé par un Cardinal d'opérette et son huissier Baptiste pour affronter un photographe - ces deux derniers personnages « divinement » interprétés par des femmes, Adriana

Pegueroles, Alejandra Radano - qui a pour mission de lui tirer le portrait afin de mettre en valeur la quintessence de sa « divinité », tout en suggérant l'homme dans sa réalité. L'huissier, initiateur de la légende papale et garant du bon fonctionnement du protocole met en garde le photographe impatient de le rencontrer. Le pape qui sait se faire désirer se présente au photographe monté sur patins à roulette pour mieux donner de la souplesse à son personnage (Arias ne les chasse pas mais les suggère par sa démarche comme montée sur ressorts, sous sa robe d'apparat très « crinoline » noire et blanche du meilleur effet). Or, le photographe s'aperçoit rapidement que sa Sainteté, l' élu de dieu, se révèle être dans l'intimité un personnage terriblement banal et extrêmement vulgaire. Pourquoi est-ce lui qui a été choisi ? Où se situe la frontière entre le pape sublimé par la mise en scène et cet homme de chair et de sang ? Ce « Elle » qui est pape de face (à la foule) et homme de dos : on voit son cul qu'il montre au photographe ! Il se plaint de son âge « qui le fatigue comme son dentier ». « Elle » qui comme tout le monde se cure les dents, rote, pète, et chie. Tandis qu'il demande son pot, il explique au photographe interloqué que c'est justement en chiant qu'il atteint la transcendance divine ! Or, remettre en question l'essence du pape serait remettre en question l'essence de dieu... Aussi, « Elle » va se mettre en tête de trouver la meilleure incarnation de l'essence quelle

représente. « Elle » a songé à se transformer en dé à coudre, mais y a renoncé pour se transformer en mégot, mais... « Elle » ne serait pas dans ce cas universellement reconnue par « 15 millions de croyants - y compris les négroïdes du sous-continent noir »... « Elle » a enfin trouvé la solution : représenter finalement son image sous la forme d'un morceau de sucre : « l'idée idéale du pape »... En effet, le morceau de sucre étant internationalement (pour ne pas dire universellement) employé, il est donc « catholique par essence » ! De plus : « il fond dans la bouche comme l'hostie et il est candide comme la blancheur immaculée et l'innocence » !... Qui d'autre qu'Alfredo Arias pouvait aussi bien mettre en scène et interpréter un personnage aussi délirant, inventé par le blasphémateur Genet, ennemi de la bourgeoisie bienpensante et tant haï de l'extrême-droite ? A voir absolument lors d'une tournée (en papamobile ?) en province qu'on espère longue et triomphale. Merci monsieur Arias de nous faire rire avec l'enthousiasme irrévérencieux des années 70 !

Patrick Schindler,
groupe Botul
de la Fédération anarchiste

CINÉMA

Candelaria

Le nouveau film de Jhonny Hendrix Hinestroza, *Candelaria*, sortira dans les salles françaises le 4 avril prochain. L'histoire se déroule dans la Cuba des années 1990... Candelaria et Victor Hugo, 150 ans à eux deux, vivent de bric et de broc jusqu'au jour où Candelaria rentre à la maison avec une petite trouvaille qui pourrait bien raviver la passion de leur jeunesse...

Le film se passe à Cuba pendant la période spéciale, au milieu des années 1990, alors que l'embargo est plus sévère que jamais. Ses héros sont un merveilleux couple de septuagénaires qui, au crépuscule de leur vie, redécouvrent l'amour qu'ils ont l'un pour l'autre, et la passion qui va avec.

Le réalisateur pénètre leur maison, où les murs s'effritent et où on dîne à la chandelle non pas par romantisme, mais parce que l'électricité est rationnée à la Havane. On voit leur vie qui s'écoule, monotone, entre les repas frugaux et autres privations, les cinq petits poussins qu'ils traitent comme leurs enfants, les concerts que donne Candelaria comme chanteuse dans un bar pour touristes et les cigares volés que Victor Hugo vend en cachette pour pouvoir acheter de la viande de temps en temps. Et puis un jour, un caméscope, probablement laissé là par un étranger, vient troubler la routine du mari et de sa femme. Que faire ? Le rendre, le revendre ou garder cet objet prohibé ?

Au moment même où il semble avoir atteint le cœur de son récit - le jeu malicieux dans lequel se lancent les deux vieux amants grâce à la présence chez eux de cette caméra, qui réveille chez eux une passion qu'ils n'attendaient plus -, Hendrix Hinestroza nous propose un autre scénario surprenant où le couple reçoit une proposition indécente d'un receleur sans scrupules (incarné par l'Autrichien Philipp Hochmair). Alors, la question change : qu'est-on disposé à faire pour avoir une vie un peu plus confortable ? Et quand le moment vient-

il de s'arrêter ?

Amusant, scandaleux, touchant, *Candelaria* séduit par la délicatesse avec laquelle il traite de la sexualité au troisième âge, par la manière dont il met à nu (littéralement et au sens figuré) la vie d'un couple de septuagénaires obligés de vivre d'expédients, par ses gros plans émouvants, par la musique et les couleurs de Cuba, et par l'exceptionnelle joie de vivre qui émane de tout le film. Une histoire privée où le contexte socio-politique est discrètement présent (on entend la radio, on perçoit des manifestations dans la rue) mais se concentre avant tout sur un grand amour, nous montrant qu'il est possible d'être merveilleusement léger, même à soixante-dix ans.

Daniel Pinós



CINÉMA

Agenda Cinéma

La tête à l'envers
de Josef Hader

Sous le coup d'un licenciement qu'il n'imaginait pas, un critique musical décide de se venger de son employeur tout en dissimulant la situation à sa compagne. Ce n'est pas « tue ton patron », mais l'idée est là. (28 mars 2018)

Les destinées d'Asher
de MatanYair

Asher est impulsif, coléreux et a du mal à se concentrer en classe. D'ailleurs, son père ne l'encourage guère disant que les études ne servent à rien puisqu'il va prendre la suite de l'affaire familiale d'échafaudages. Asher a 17 ans et doit passer son examen de fin d'études, c'est alors qu'il noue une relation avec son professeur de littérature, Rami, qui l'écoute et ne tente pas de lui imposer ses idées. S'ensuit un changement chez Asher qui affectera sa vie. (28 mars 2018)

Nul homme n'est une île
de Dominique Marchais

Nul homme n'est une île est un voyage en Europe, de la Méditerranée aux Alpes. On y rencontre des hommes et des femmes qui ont choisi de travailler et vivre autrement, en harmonie avec la nature. Des agriculteurs de la coopérative Galline Felici en Sicile aux architectes, artisans et élus des Alpes suisses et du Voralberg en Autriche, tous font de la politique à partir de leur travail. L'utopie mise en pratique. (4 avril 2018)

The Third Murder

de Hirokazu Kore-Eda

L'avocat Shigemori est chargé de défendre Misumi, accusé de vol et d'assassinat. Misumi a déjà été condamné pour meurtre et ses aveux, suivis de rétractations, laissent peu de chance de le sauver de la mort. Cependant, au fil de l'enquête, Shigemori doute de sa culpabilité. Le film est à la fois un thriller et une ré-

flexion sur la justice. Un chef d'œuvre. (11 avril 2018)

Notre enfant

de Diego Lerman

Au terme d'une longue procédure d'adoption, Malena vient assister à la naissance du bébé, son enfant. Médecin à Buenos Aires, elle apprend alors que la famille biologique impose de nouvelles conditions à l'adoption du bébé. (18 avril 2018)

Sonate pour Roos

de Boudewijn Koole

Roos rend visite, comme chaque année, à sa mère, pianiste, et à son jeune frère. Entre la mère et la fille, la communication est difficile, sinon sous forme de reproches. Mais cette année, Roos a une nouvelle importante à annoncer. (18 avril 2018)

Nobody's Watching

de Julia Solomonoff

Nico, comédien argentin, s'est installé à New York dans l'espoir d'un rôle dans un film. Le projet est repoussé à plusieurs reprises et, en attendant, il enchaîne les petits boulots. New York vu par un étranger. Sublime. (25 avril 2018)

Transit

de Christian Petzold

Marseille, des réfugiés tentent d'obtenir des visas et d'embarquer pour le Mexique, fuyant l'avancée des nazis. La situation des réfugiés antifascistes est située aujourd'hui, ce qui donne une force au récit. Persécutés par la police, arrêtés, on voit immédiatement la référence à ce que vivent aujourd'hui les sans papiers. Un Allemand Georg prend l'identité d'un écrivain suicidé pour profiter de son visa, mais tombe amoureux de Marie, qui recherche désespérément l'homme qu'elle aime. (25 avril 2018)

Milla de Valérie Massadian

Un très jeune couple, Milla 17 ans et Leo à peine plus, trouvent refuge dans une petite ville au bord de la Manche. La vie s'organise tant bien que mal. (25 avril 2018)

Hôtel Salvation

de Shubhashish Bhutiani

Daya demande à son fils de l'accompagner à Bénarès pour mourir près du Gange, mais ce dernier n'est guère enthousiaste. Arrivés dans la ville sainte, les deux hommes louent une chambre à l'Hôtel Salvation, un endroit réservé aux personnes en fin de vie. L'attente se prolonge qui permet au père et au fils de se comprendre. Très beau film sur le sens de la vie. (4 mai 2018)

Sorties DVD :

Derrière les fronts. Résistances et résiliences en Palestine

d'Alexandra Dols

Ce film documentaire fait le portrait de Samah Jabr, psychiatre psychothérapeute et écrivaine palestinienne. Spécialisée dans les conséquences psychologiques sur la population palestinienne de l'occupation militaire israélienne, elle explique l'impact de celle-ci sur les esprits et les comportements. Comment y faire face après 70 ans d'occupation ? Témoignage essentiel, le film s'accompagne de témoignages et de chroniques pour mieux comprendre la situation.

Crash Test Aglae

de Eric Gravel

Une autre histoire de délocalisation qui touche le vie d'une ouvrière, qui décide avec deux de ses collègues, de poursuivre son travail en Inde. Une aventure assez folle pour laquelle elle n'est pas vraiment préparée.

Christiane Passevant

MÉDIAS

La crème de la crème sur Radio libertaire

La parole errante

C'est lors d'une émission avec le collectif *La Parole errante demain* (diffusée le 14 septembre 2016 dans *Des cailloux dans l'engrenage*), que j'avouais à Joachim Gatti combien je rêvais d'une émission *Flemmardise* avec son grand-père, dont j'avais découvert, très jeune, l'œuvre grâce à une rencontre au milieu des années 70. « Facile, il suffit de lui demander, il adore lire pour les autres ! » Facile et rapide en effet, je le connaissais un peu, ayant parlé avec Hélène Chate-lain et lui à diverses occasions à la Parole errante. Immense fut l'émotion lors des heures passées dans sa bibliothèque. D'abord la visite de son étage. Des livres partout pas seulement sur les étagères, aussi sur son bureau circulaire, les uns tenant contre les autres en équilibre précaire. Des posters de Durruti, Makno, Varlin et Mao, entre autres. Un ouvrage de philo en cours et nombre de notes manuscrites éparses. Confiant, il me prête quelques trésors épuisés. Mon premier choix se porte sur un tapuscrit inédit encore non titré, en hommage à la Nueve. Son fils Stéphane me parle du rapport de Dante, le véritable prénom d'Armand Gatti, à la révolution espagnole. Jean-Jacques Hocqard son administrateur, m'offre le livre *Dans le maquis des mots*. J'ai assez de matière pour une trilogie concernant l'Espagne, puis le père et la mère de Gatti. Le premier enregistrement a lieu le 8 novembre, chez lui à *La maison de l'arbre*, pour une première diffusion le 7 décembre 2016 pour *Flemmardise* n°11. C'est le premier anniversaire de l'émission. J'ai exhumé pour la circonstance mon vinyle de Charlie Haden et Carla Bley *Liberation music orchestra*. Car l'émission alterne toujours la lecture d'une œuvre littéraire avec un disque, et leur présentation. Je suis retournée à *La Maison de l'arbre* enregistrer Stéphane et Armand Gatti pour les lectures de *Mort ouvrier* sur son père

Auguste puis de *Laetitia ton nom est joie*, sur sa mère. Les musiques sont choisies par Stéphane : Tosca de Puccini, Edgar Varèse et des chants traditionnels italiens. Diffusion dans les émissions n°13 et 15, les 4 janvier et 1 mars 2017. Je me souviens comme il lisait le poing levé, son fauteuil à roulettes partant dans tous les sens. Mon micro avait tant de mal à le suivre, car j'étais coincée derrière un tas de livres. Je me souviens de l'anniversaire de ses 93 ans à *la Parole errante* qu'il avait rebaptisée *La forêt qui brûle*. Lorsque je lui avais rappelé notre proche rendez-vous pour sa lecture de Laetitia, il avait entonné à tue-tête un chant en italien pour sa mère. Lors de l'enregistrement, reculé parce que cette soirée l'avait épuisé, il n'a pas retrouvé sa voix tonitruante. Il est mort le 8 avril 2017. La dernière fois qu'Armand Gatti me raccompagna à la porte de sa maison, il me dit « Tu reviendras ! » J'ai répondu « Bien sûr ! » en pensant attendre un peu qu'il soit moins fatigué. Comme je le regrette, j'avais encore tant à lui demander, tant à lui faire lire pour Radio Libertaire. Le 12 juillet 2017 (HS n°5) *Flemmardise* a diffusé la lecture d'un splendide poème d'amour inédit consacré à Mime, c'est-à-dire Hélène sa compagne, retrouvé dans une malle après sa mort et lu le 25 juin au festival de la CNT. La musique qui accompagne est Tony Hymas jouant les *Correspondances Erik Satie Claude Debussy* (2007 Nato) ainsi qu'Eric Sterenfeld revisitant Satie. Toutes ces émissions sont conservées sur le site des deux émissions *Cailloux* et *Flemmardise*, il suffit de rechercher le mot clef Gatti. <http://cailloux-radio-libertaire.org>
Florence

Deux sous de scène

De quel genre êtes-vous, garçon ou fille ? La plupart d'entre nous ne nous posons pas la question. Deux sous de scène a reçu successivement des comédiennes,

un metteur en scène et une productrice de cinéma, vietnamienne pour deux spectacles et un film documentaire sur le thème du genre.

Nathalie Mann et Franck Bertier respectivement l'interprète et le metteur en scène de la pièce *Choisir de vivre* tirée du livre éponyme de Mathilde Daudet, au studio Hébertot. Caroline de Diesbach, Isabelle Gomez pour la pièce Nouveau genre à la Manufacture des abbesses à Paris et Nicole Pham, productrice du film *Finding Phong* sorti en salle à Paris en février 2018 et également en province, notamment à Bordeaux, Lyon et Toulouse.

Chacune de ces créations participent d'une volonté de faire évoluer notre perception de l'individu. L'affirmation de son identité ne va pas de soi dans une société bordée de préjugés. Des artistes cependant se font écho de la complexité de la psyché humaine. Songeons à Molière qui il y a 4 siècles dénonçait les mariages forcés, donc le viol commis en toute impunité dans *L'Ecole de femmes*. Nous parlons encore de minorités lorsqu'il s'agit de parler de transgenres, d'homosexuels ou de malades atteints du sida. Le champ d'exploration qui est d'ordre intime est en mesure de faire évoluer les mentalités. Quel est donc le champ de la norme sinon celui d'assujettir des individus condamnés à s'exprimer en cachette. Dites ce que vous pensez à votre patron, annoncez-lui que vous avez la peste, il vous désignera la porte. L'humain est foncièrement émotif. Nous gardons en mémoire ce proverbe « L'homme est un loup pour l'homme » pour prétendre que ce n'est pas une fatalité. Dans une pièce éloquent de Jean-Philippe Daguerre « Adieu Monsieur Hoffman » qui a l'audace de montrer à la même table, un juif, un nazi et un collaborateur « l'un des protagonistes a pour devise « Le courage avant la peur ». Nous saluons donc le courage des artistes invités à Deux Sous de scène.

Evelyne Trân

N.B les personnes intéressées par les enregistrements des émissions citées diffusées en février et mars 2018 peuvent en faire la demande par mail à : eve.tranevelyne@orange.fr

Patote pour le CRML

ÉVÉNEMENTS

Une exposition pour replonger dans mai 1968

Paris, Lyon, Toulouse, Marseille, Nantes, ... Que racontaient les murs de ces villes, il y a 50 ans ?

Un bouillonnement, de couleurs, de mots, d'affiches, de graffitis dont certains sont restés célèbres. Oser parler, interpellier, ne rien laisser passer quitte à être de mauvaise foi. Mais en 1968, nous avions pris le droit d'être de mauvaise foi... si c'était pour la bonne cause.

Il y a beaucoup de fantasmes sur mai 68, notre objectif est d'essayer d'approcher au plus près la réalité en redonnant la parole aux objets et aux acteurs.

C'est pourquoi, cette exposition vous propose des affiches (dont beaucoup sont méconnues) imprimées par les Beaux-Arts de Paris, Toulouse, Marseille, Lyon, etc. Mais aussi des tracts (ORTF, 22 Mars, grévistes des banques, ...) des reportages photos sur les occupations d'usines à Marseille et Nantes. Des témoignages d'acteur-e-s récoltés par Ra-

dio Libertaire et Le Monde Libertaire. Un panorama sur Mai 68 en France, mais aussi aux USA, Italie, Mexique ou Tchécoslovaquie.

Ces 13 panneaux et les reproductions d'affiches vont donc tourner un peu partout en France : Rouen (avril), Amiens, Metz, Laon, Paris, Oléron, etc. Ne la ratez pas !

Wally, Laure

Remerciements : Cette exposition n'aurait pas pu exister sans la participation active : du CIRA Marseille ; du CHT de Nantes ; De l'AAEL de Toulouse ; des archives de la F.A. et des archives de Patrick, Thierry, Aimable ou Wally.

Note du CRML : L'expo itinérante sera au 77^e Congrès de la Fédération Anarchiste à la Maison des Associations de Châlette-sur-Loing (45) les 19-20 et 21 mai 2018.



ÉVÉNEMENTS

Grande fête du livre

Le samedi 14 avril à partir de 10 heures
Le dimanche 15 avril à partir de 10 heures à 17 heures.

Des milliers de livres neufs et d'occasion.

De la BD, des romans, des essais, des livres d'art, d'histoire et de politique.

Parfois rares, épuisés et introuvables à prix d'occasion !

Editions Noir et Rouge
EDMP, 8, impasse Crozatier
75012 Paris
Métro Faïdherbe-Chaligny
(LIGNE 8)

FÉDÉRATION ANARCHISTE

Groupes & liaisons

02 AISNE
Athénée Libertaire Le Loup Noir & Bibliothèque Sociale
8, rue Fouquerolles
02000 MERLIEUX
Permanence : 1er, 3ème et 5ème jeudi du mois de 18h à 21h
Athénée Libertaire L'Etoile Noire & Bibliothèque Sociale
5, rue Saint-Jean
02000 LAON
Permanences : tous les lundis de 15h à 19h et tous les premiers samedis du mois de 16h à 20h
Groupe Kropotkine
<http://kropotkine.cybertaria.org/>
kropotkine02@riseup.net
c/o Athénée Libertaire 8 rue Fouquerolles 02000 MERLIEUX
04 ALPES DE HAUTE PROVENCE
Liaison Metchnikoff
metchnikoff@federation-anarchiste.org
06 ALPES MARITIMES
Liaison de Nice
nice@federation-anarchiste.org
07 ARDECHE
Groupe d'Aubenas.
fa-groupe-daubenas@federation-anarchiste.org
<http://www.aubanas.lautre.net/>
12 AVEYRON
Liaison Ségala Aveyron
segala-aveyron@federation-anarchiste.org
Liaison Sud Aveyron
liaison-sud-aveyron@federation-anarchiste.org
Liaison Millau
jrav@riseup.net
13 BOUCHES DU RHONE
Groupe Germinal.
groupe-germinal@riseup.net
<https://www.facebook.com/Groupe-Germinal-F%C3%A9d%C3%A9ration-Anarchiste-1510483519257882/>
<https://twitter.com/GroupeGerminal>
Liaison La Ciotat.
la-ciotat@federation-anarchiste.org
14 CALVADOS
Groupe Sanguin de Caen
groupeanguinfa14@laposte.net
<http://sous-la-cendre.info/groupe-sanguin-de-la-federation-anarchiste>
17 CHARENTE MARITIME
Groupe Nous Autres
nous-autres@federation-anarchiste.org
c/o ADIL BP 3 17350 SAINT-SAVINIEN
20 CORSE
Liaison Bastia
corsica@federation-anarchiste.org
21 COTE D'OR
Bibliothèque sociale
6 impasse Quentin
21000 DIJON
Groupe La Mistoufle
lamistoufle@federation-anarchiste.org
Permanence à la bibliothèque La Sociale tous les jeudis de 18h à 20h
22 COTES D'ARMOR

Liaison Jean Souvenance
souvenance@no-log.org
23 CREUSE
Liaison Granite
liaison-granite@federation-anarchiste.org
<http://anarsdugranite23.eclablog.com/>
24 DORDOGNE
Groupe Emma Goldman - Périgueux
perigueux@federation-anarchiste.org
<http://fa-perigueux.blogspot.fr/>
25 DOUBS
Librairie l'Autodidacte
<http://www.lautodidacte.org>
5 rue Marulaz 25 000 Besançon
Du mer. au sam. 15h-19h
Groupe Proudhon.
groupe-proudhon@federation-anarchiste.org
<http://groupe.proudhon-fa.over-blog.com/>
<https://www.facebook.com/Groupe-Proudhon-F%C3%A9d%C3%A9ration-Anarchiste-Besan%C3%A7on-1315972045129504/>
Groupe anarchiste solidaire
groupe-anarchiste-solidaire@federation-anarchiste.org
<https://www.facebook.com/GroupeAnarchisteSolidaire/>
Liaison Nord-Doubs
liaison-nord-doubs@federation-anarchiste.org
26 DROME
Groupe la rue râlè
la-rue-rale@federation-anarchiste.org
<http://laruerale.wordpress.com/>
Nous participons à des paniers de producteurs, à une université populaire et une épicerie coopérative. Et nous sommes présent-e-s sur les luttes sociales.
27 EURE
Groupe Bocquemare - Gueule d'Enfer
28 EURE ET LOIR
Groupe Le Raffût
fa.chartres@gmail.com
29 FINISTERE
Groupe Le Ferment
leferment@federation-anarchiste.org
Groupe actif dans le Centre-Bretagne (Kreizh Breizh) entre Chateaufort-du-Faou et Callac.
Groupe de Brest
brest@federation-anarchiste.org
30 GARD
Groupe Gard-Vaucluse
groupe-du-gard@federation-anarchiste.org
<http://www.fa-30-84.org/>
31 HAUTE GARONNE
Groupe de Toulouse
toulouse@federation-anarchiste.org
32 GERS
Liaison Anartiste 32
anartiste32@federation-anarchiste.org
<http://lachayotenoire.jimdo.com/anartiste-32/>
Cercle d'Études Louise Michel
cercle-etudes-louise-michel@federation-anarchiste.org
<https://lachayotenoire.jimdo.com/cercle-d-%C3%A9tudes-louise-michel/>
33 GIRONDE

Cercle Barrué
cercle-jean-barrue@federation-anarchiste.org
<https://cerclelibertairejb33.wordpress.com/>
<https://www.facebook.com/cljb33/>
c/o Athénée libertaire 7 rue du Muguet 33000 Bordeaux
Groupe Nathalie Le Mel
nathalie-le-mel@federation-anarchiste.org
34 HERAULT
Groupe Montpellier-Hérault
montpellier@federation-anarchiste.org
Liaison Frontignan-Sète
frontignan-sete@federation-anarchiste.org
35 ILLE ET VILAINE
Bibliothèque et librairie « la Commune »
17 rue de Châteaudun
35000 RENNES
02 99 67 92 87
Groupe La Sociale.
contact@falasociale.org
<http://www.falasociale.org/>
<https://twitter.com/falasociale>
c/o local la commune, 17 rue de châteaudun
35000 rennes
La page vidéo du groupe de Rennes qui héberge des films militants :
<https://www.youtube.com/channel/UCyW5zOrvhQffujkUyhyh7g>
Liaison Vie A
liaison-viea@federation-anarchiste.org
Liaison Redon
redon@federation-anarchiste.org
37 INDRE ET LOIRE
Liaison Libertalia
libertalia@federation-anarchiste.org
38 ISERE
Groupe de Grenoble
fagrenoble@riseup.net
<https://fagrenobleblog.wordpress.com/>
40 LANDES
Groupe Euskal Herria - Bayonne
euskal-herria@federation-anarchiste.org
m.bonnet1@laposte.net
42 LOIRE
Groupe Makhno
groupe.makhno42@gmail.com
c/o Bourse du Travail Salle 15 bis Cours Victor Hugo 42028 Saint Etienne cedex 1
44 LOIRE ATLANTIQUE
Liaison de Saint-Nazaire
saint-nazaire@federation-anarchiste.org
Groupe Déjacque
groupe-dejacque@federation-anarchiste.org
<http://fa-nantes.over-blog.com/>
<https://www.facebook.com/jdejacque>
Le groupe Joseph Déjacque tient chaque premier mardi du mois une permanence au local B17 (17 rue Paul Bellamy (tout au fond de la deuxième cour, à l'étage) de 18h à 20h, sous forme de table de presse.
45 LOIRET
Groupe Gaston Couté
groupegastoncoute@gmail.com
46 LOT
Liaison Lot-Aveyron

liaison-lot-aveyron@federation-anarchiste.org
Actif dans la région de Figeac (Lot)/Villefranche de Rouergue (Aveyron)/ Decazeville (Aveyron) /Mauris (Cantal)
49 MAINE ET LOIRE
Liaison Angers
angers@federation-anarchiste.org
50 MANCHE
Groupe de Cherbourg
cherbourg@federation-anarchiste.org
53 MAYENNE
Liaison Laval
mohamed-sail@federation-anarchiste.org
56 MORBIHAN
Groupe Lochu Ferrer.
groupe.lochu@riseup.net
http://anars56.over-blog.org/
c/o Maison des associations 31, rue Guillaume Le Bartz 56000 VANNES
57 MOSELLE
Groupe de Metz
groupe-demetz@federation-anarchiste.org
c/o Association Culturelle Libertaire BP 16 57645 Noisseville
Groupe Jacques Turbin - Thionville
jacques-turbin@federation-anarchiste.org
Liaison Sarrebourg
liaison-sarrebourg@federation-anarchiste.org
59 NORD
Liaison Dunkerque
dunkerque@federation-anarchiste.org
60 OISE
Liaison Beauvais
scalp60@free.fr
62 PAS DE CALAIS
Groupe Lucy Parsons in the Sky
bethune-arras@federation-anarchiste.org
http://www.noirgazier.lautre.net/
63 PUY DE DOME
Groupe Spartacus
spartacus@federation-anarchiste.org
66 PYRENEES ORIENTALES
Groupe John Cage
john-cage@federation-anarchiste.org
édite la revue Art et Anarchie http://artetanarchie.com/
Groupe Pierre-Ruff
pierre.ruff-fa66@laposte.net
67 BAS RHIN
Liaison Bas-Rhin
liaison-bas-rhin@federation-anarchiste.org
Groupe de Strasbourg.
groupe-strasbourg@federation-anarchiste.org
http://fastrasbg.lautre.net/
68 HAUT RHIN
Groupe du Haut Rhin.
groupe-haut-rhin@federation-anarchiste.org
Liaison Colmar - Maria Nikiforova
colmar@federation-anarchiste.org
Entre Colmar et Mulhouse
69 RHONE
Groupe Graine d'anar.
grainedanar@federation-anarchiste.org
http://grainedanar.org/
Groupe Kronstadt
kronstadt@federation-anarchiste.org
Liaison Juste une étincelle noire
letincelle-noire@riseup.net
http://etincelle-noire.blogspot.fr/
70 HAUTE SAONE
Liaison Haute-Saone
haute-saone@federation-anarchiste.org
71 SAONE ET LOIRE
Groupe LA VACHE NOIRE
leperepeinard@no-log.org
c/o ADCL Le retour 71250 Jalogny
73 SAVOIE

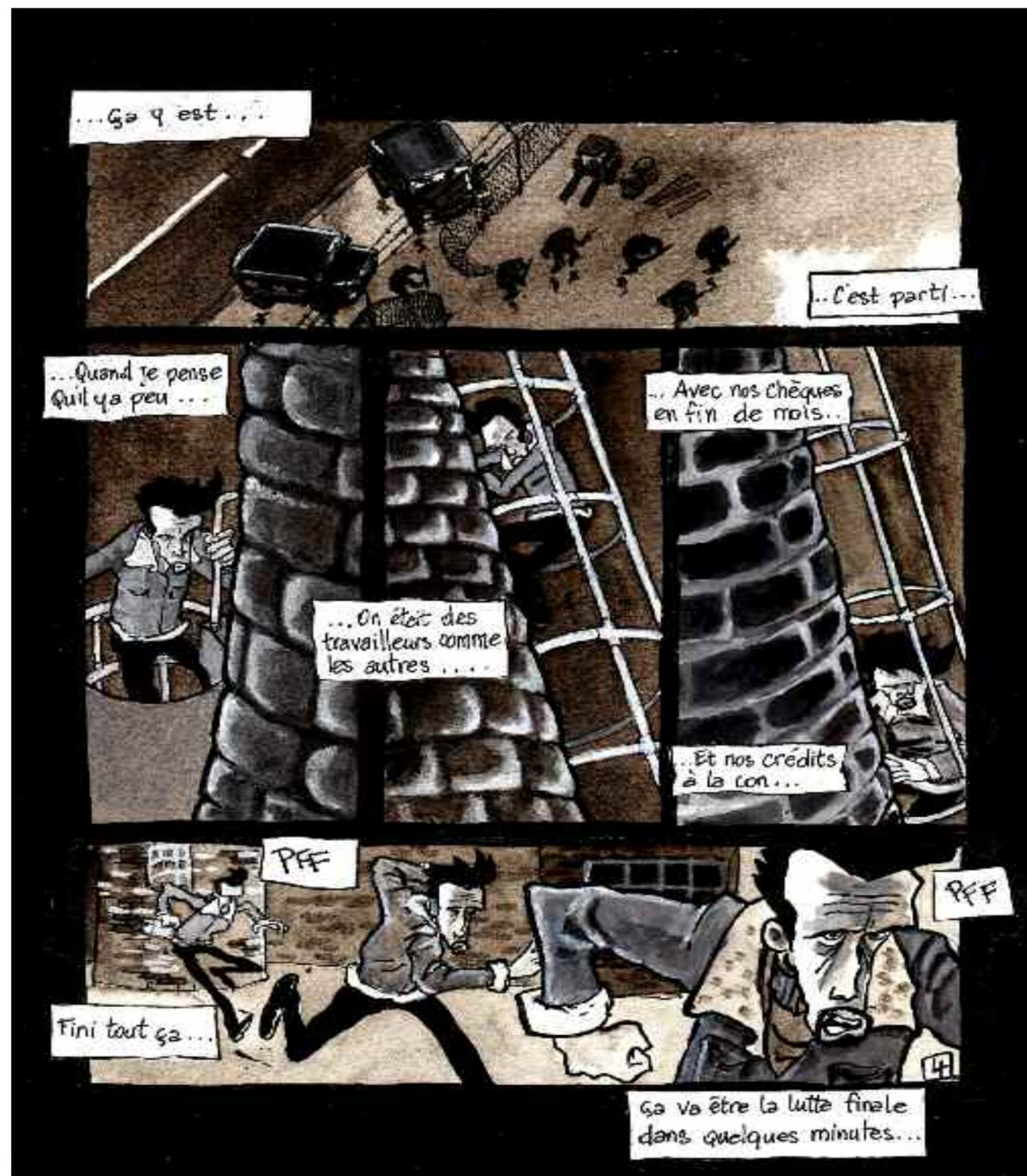
Groupe de Chambéry
fa73@no-log.org
www.FA73.lautre.net
https://www.facebook.com/FederationAnarchisteChambéry/
74 HAUTE SAVOIE
Liaison Haute Savoie
haute-savoie@federation-anarchiste.org
75 PARIS
Librairie du Monde Libertaire / PUBLICO
145 rue Amelot
75011 PARIS
01 48 05 34 08
Ouverture : du mardi au vendredi : 14h00 à 19h30 - le samedi : 10h00 à 19h30
librairie-publico@wanadoo.fr
https://www.facebook.com/Librairie-Publico-686079881469961/
Le programme des animations : https://www.librairie-publico.info/
Bibliothèque La Rue
http://bibliotheque-larue.over-blog.com/
Bibliothèque libertaire La Rue 10 rue Planquette 75018 Paris
Permanence tous les samedi de 15h00 à 18h00
Liaison William Morris
william-morris@federation-anarchiste.org
https://www.facebook.com/Groupe-anarchiste-William-Morris-163104360956219/
Groupe Anartiste
anartiste@sfr.fr
http://www.anartiste.org
acrate36@gmail.com
Groupe Artracaille (affinitaire).
artracaille@orange.fr
http://www.artracaille.fr/
pour l'émission radio :
http://artracaille.blogspot.com/
Groupe Berneri
jacques.de-la-haye@wanadoo.fr
Tous les mercredis sur Radio Libertaire, de 20H30 à 22H30, Emission "Ras-les-Murs", actualités prison/répression, lutte contre tous les enfermements !
Groupe Salvador Segui
groupe-segui@federation-anarchiste.org
https://salvador-segui.org/
https://www.facebook.com/SalvadorSeguiFA/
Groupe Botul
botul@federation-anarchiste.org
Groupe Orage
groupe.orage@gmail.com
https://www.facebook.com/GroupeOrage/
https://twitter.com/GroupeOrage
Groupe Commune de Paris
commune-de-paris@federation-anarchiste.org
Vente du Monde libertaire les jeudi de 18h à 19h au métro Belleville
Groupe Louise Michel
groupe-louise-michel@federation-anarchiste.org
http://www.groupe-louise-michel.org/
Groupe La Révolte
la-revolte@federation-anarchiste.org
https://larevoltefa.noblogs.org/
Groupe no name.
no-name@federation-anarchiste.org
Groupe Pierre Besnard
groupe-pierre-besnard@federation-anarchiste.org
pierrebesnard@laposte.net
76 SEINE MARITIME
LIBRAIRIE L'INSOUMISE
128 rue St Hilaire
76000 ROUEN
http://www.insoumise.lautre.net/spip/
Ouverture : Mercredi 16h. à 18h., Samedi 14h. à 18h. Fermeture pendant les vacances scolaires.
Groupe de Rouen.

rouen@federation-anarchiste.org
c/o Librairie l'Insoumise 128 rue St Hilaire 76000 Rouen
Vente et diffusion du Monde libertaire chaque dimanche de 11h à 12h au marché du Clos-St-Marc
78 YVELINES
Groupe Gaston Leval
gaston-leval@federation-anarchiste.org
http://gaston-leval-fa.org/
Le groupe Gaston Leval anime:
- l'émission hebdomadaire Trous Noirs sur Radio Libertaire http://trousnoirs-radio-libertaire.org/
- le site Monde nouveau http://monde-nouveau.net/
79 DEUX SEVRES
Liaison Bakouline
plexdor@gmail.com
http://sapristsi-balthazar.blogspot.fr/
80 SOMME
Groupe Alexandre Marius Jacob.
amiens@federation-anarchiste.org
http://fa-amiens.org/
81 TARN
Groupe les ELAF
elaf@federation-anarchiste.org
84 VAUCLUSE
Groupe Gard-Vaucluse.
fa.30.84@gmail.com
http://www.fa-30-84.org/
85 VENDEE
Groupe Henri Laborit
henri-laborit@federation-anarchiste.org
86 VIENNE
Liaison Poitiers
poitiers@federation-anarchiste.org
87 HAUTE VIENNE
Groupe Armand Beauré
armand-beaure@federation-anarchiste.org
92 HAUTS DE SEINE
Groupe Fresnes-Antony
fresnes-antony@federation-anarchiste.org
93 SEINE SAINT DENIS
Groupe Henri Poulaille
groupe-henry-poulaille@wanadoo.fr
http://poulaille.org/
c/o La Dionysité 4 Place Paul Langevin 93200 - SAINT-DENIS
94 VAL DE MARNE
Groupe Elisée Reclus.
faivry@no-log.org
http://fa-ivry.forlogaj.tk/
97 GUADELOUPE
Liaison Guadeloupe Caraïbes
liaison-guadeloupe-caraibes@federation-anarchiste.org
98 NOUVELLE CALEDONIE
Individuel Albert
nouvelle-caledonie@federation-anarchiste.org
BELGIQUE
Groupe Ici et Maintenant.
groupe-ici-et-maintenant@federation-anarchiste.org
SUISSE
Fédération Libertaire des Montagnes (FLM)
flm@federation-anarchiste.org
ANGLETERRE
Liaison Coventry
liaison-coventry@federation-anarchiste.org

Vive la F.A.R.C.E.

Dessinateur : Manolo Prolo. Scénario : Zilber Karevski

Tandis que la France plonge dans la crise et que les usines ferment les unes après les autres, en Lorraine, quatre ouvriers décident de passer à l'action directe: arroser de purin ceux qu'ils considèrent comme responsables. La philosophie de Vive la F.A.R.C.E. va se répandre comme une trainée de poudre. Politiques, financiers, notables, personne n'est épargné. Un matin, tout bascule. L'ancien contremaître est retrouvé mort, la tête dans un seau de purin. Un tract signé F.A.R.C.E. revendique l'attentat. Les chiens sont lâchés, et ils sont enragés.



NOTRE PROGRAMME

1) Abolition de la propriété privée de la terre, des matières premières et des instruments de travail - pour que personne ne puisse vivre en exploitant le travail d'autrui, - et que tous, assurés des moyens de produire et de vivre, soient véritablement indépendants et puissent s'associer librement les uns aux autres, dans l'intérêt commun et conformément à leurs affinités personnelles.

2) Abolition du gouvernement et de tout pouvoir qui fasse la loi et l'impose aux autres : donc abolition des monarchies, républiques, parlements, armées, polices, magistratures et de toute institution dotée moyens coercitifs.

3) Organisation de la vie sociale au moyen des associations libres, et des fédérations de producteurs et consommateurs, créées et modifiées selon la volonté des membres, guidées par la science et l'expérience, et libres de toute obligation qui ne dériverait pas des nécessités naturelles, auxquelles chacun se soumet volontiers une fois convaincu par ce même sentiment de nécessité absolue.

4) Garantie des moyens de vie, de développement, de bien-être aux enfants et à tous ceux qui ne sont pas en mesure de pourvoir à leur existence.

5) Guerre aux religions, et à tous les mensonges, même s'ils se cachent sous le manteau de la science. Instruction scientifique pour tous, jusqu'aux degrés les plus élevés.

6) Guerre au patriotisme. Abolition des frontières ; fraternité entre tous les peuples.

7) Reconstruction de la famille, de telle manière qu'elle résulte de la pratique de l'amour libre de tout lien légal, de toute oppression économique ou physique, de tout préjugé religieux.

Tel est notre idéal.

Errico Malatesta



**FÉDÉRATION
ANARCHISTE**